S!lence
N°258
Jun 2000
25 FF
150 FB
6 FS

S!lence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

Société
On ne naît pas tueur, on le devient

Les gros raflent la mise
La communication du globalisme

Politique et non-violence
Le Larzac face à l'«effet Bové»

Parcs naturels ou peuples indigènes



Les informations contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 28 avril 2000.

Vu de l'intérieur...

Simplifiez-nous la vie

Afin de nous faire moins travailler, ceux et celles qui ont un ordinateur et qui nous envoient des courriers, des articles, des infos, peuvent nous joindre une disquette en plus du texte sur papier. Le texte doit être de préférence réalisé en version world (version 5.1) pour Mac (sur PC ouvrir «enregistrer sous», allez dans choix de format et choisir «sortie vers Mac»).

Errata

● Dans le numéro 254, nous avons publié un article sur «citoyennes militairement incorrectes» en croyant que Floh n'avait fait que les dessins de l'ouvrage. En fait, celle-ci nous signale qu'il n'en est rien. Les deux auteures ont collaboré ensemble à la rédaction, Floh rajoutant ses dons aux dessins. Nous avions écrit (p.23, 1ère colonne) à propos de la création d'ennemis *«l'URSS, l'Iran, l'Irak, la Libye, la Corée du Nord... et maintenant les Serbes»*, les auteures précisent que dans le livre, elles n'ont pas parlé de la question de la Serbie. Enfin, les dessins de Floh reproduits ne sont pas libres de droits (pour ceux qui nous reprennent).

● Dans le numéro 256, dans l'article sur La Poudrière, page 30, 2e colonne, nous avons mal retranscrit la formule *«de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins»*.

● A propos d'une brève (festival des utopies concrètes, n°256, p.35), un lecteur nous signale que l'on ne peut imaginer d'avoir des actionnaires que dans une société capitaliste... et que c'est contradictoire avec la volonté de coopération et de partage. Oui et non. Rien n'oblige des actionnaires dans une société à toucher des bénéfices, on peut même se l'interdire si les statuts le précisent (cas de la société qui gère nos locaux par exemple), mais c'est effectivement une possibilité rarement utilisée par ceux qui placent de l'argent et qui espèrent le plus souvent en toucher un bénéfice.

Assemblée générale

Dix-huit personnes (dix adhérents et huit lecteurs/trices) ont assisté à l'assemblée générale. Le bilan d'activités fait ressortir que nous avons été présents dans une trentaine de fêtes ou salons et quelques manifestations. Nous avons progressé de 500 abonnés (de 3000 à 3500) mais avec une progression de chiffre d'affaires faible car ces abonnements ont souvent été collectés sous forme d'abonnements-découverte qui ne nous rapportent rien. L'année a été marquée par un contrat de sous-traitance avec un maquettiste, la réalisation d'une affiche de promotion, la mise en place d'une enquête sur la presse alternative. Si l'on rajoute l'absence de nouveau hors-série dans l'année (et donc une baisse des ventes des ouvrages), ainsi qu'une hausse des frais postaux, la situation financière se trouve tout juste équilibrée cette année (+2832 F). Une partie de l'énergie des bénévoles a été mangée par la mise en place de l'emploi-jeune décidée à la précédente AG, par la préparation de l'agrandissement de nos locaux et également par un essai de mettre en place un document qui permette aux nouveaux de comprendre comment on fonctionne.

L'après-midi a été consacré aux perspectives. Ont été retenues les idées suivantes :

● essayer d'avoir une réflexion en direction des plus jeunes (moins de 25 ans) qui pourrait passer par la réalisation d'autres quatre pages style celui contre McDo, la réalisation d'un numéro fait par des jeunes, ou encore être plus présent dans les manifs où les jeunes vont plus volontiers que dans les fêtes et salons.

● préparation de nos vingt ans. Cela tombera en été 2002. Plusieurs scénarios possibles, mais l'idée retenue est une rencontre décentralisée (au Cun du Larzac), début juillet, en relation avec d'autres groupes dont les thèmes sont proches de ceux de Silence.

● En plus de l'arrivée d'un emploi-jeune, il a été discuté de l'embauche à temps partiel de Raynald Rasse qui nous fait nos stands car celui-ci ne bénéficie d'aucun statut possible pour assurer ce travail en indépendant. Cela nous coûtera environ 20 000 F sur l'année. Une hausse des salaires a été également décidée (de 6000 à 6250 F) pour les premiers salariés (pour 27h30) ce qui aura aussi un coût sur le budget. Tout ceci devrait conduire à une légère refonte des tarifs de la revue en septembre (une hausse de l'abonnement normal et de l'abonnement découverte, une baisse de l'abonnement petit-budget et du prix au numéro). Un compte-rendu plus complet peut être demandé à la revue contre une enveloppe timbrée à 3 F à votre adresse.

SILENCE
Ecologie, alternatives et non-violence
9 rue Dumenge, F 69004 LYON
Tél : 04 78 39 55 33 le jeudi
CCP 550 39 Y LYON

Distribution en Belgique
Brabant-Ecologie
Route de Rénipont, 33
B 1380 OHAIN

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriol - Tél : 04 75 85 51 00

N° de commission paritaire : 64946
N°ISSN 0756-2640
Date de parution : 2ème trimestre 2000
Tirage : 5500 ex

Editeur : Association Silence
Présidente : **Madeleine Nutchey**
Vice- présidente : **Sylviane Poulenard**
Trésorière : **Myriam Cognard**
Vice-trésorier : **Jacques Caclin**

Réalisation de la revue
Directrice de publication : **Madeleine Nutchey**
Secrétaires de rédaction : **Michel Bernard et Michel Jarru** Gestion et abonnements : **Michel Jarru** Maquette et publicité : **Hervé Carrier** Stands salons et fêtes : **Raynald Rasse** Rédaction : **Michel Bernard, Alain-Claude Galtié, René Hamm, Madeleine Nutchey, Sylviane Poulenard** Conseillers scientifiques : **Roger Bernard, Richard Grantham, Jacques Grinevald, Henri Persat, André Picot** Dessinateurs : **Altho, Dédé, Lasserpe, Lèbre, Mahlen, Mutio, Alexis Nouaillat, Thiriet, Xavier Veas, Véesse** Iconographie : **Madeleine Nutchey, Hervé Carrier, Michel Bernard** Correcteurs : **Raymond Vignal, Chantal Grosmollard** Expédition : **Mélanie Combes, Claude Crotet, Marguerite Descamps, Vincent Martin, Paulette Mazoyer, Sylviane Michel, Bernard Parez, Jean Richard, Christian Rony, Reine Rosset, Jacqueline Schilt, Xavier Seredine, Myriam Travestino, Suzanne Vignal** Correspondants : **Georges David, Christian Jacques, José Oria, Mireille Oria, Jean-Luc Thierry** Et pour ce numéro : **Yvette Bailly, Thierry Castelbou, Vincent Cheynet, Marcus Colchester, Francis Desmoulin, Léon Gamay, Gilles Gesson, Steven Gorelick, David Grossman, Lécroart, Jean-Claude Monod, Survival International, Aurea Tiberghien.**

Venez nous voir !

N°259-260 - Eté
Comité de clôture des articles
samedi 20 mai à 14 h
(clôture brèves : vendredi 26 mai à 12 h)
Expédition
vendredi 9 juin à 14 h

N°261 - Septembre
Comité de clôture des articles
samedi 17 juin à 14 h
(clôture brèves : mercredi 9 août à 14 h)
Expédition
vendredi 25 août à 14 h

Cette revue est réalisée en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci comprennent un goûter à 17 h et un repas à 21h30 offerts par Silence.

Bulletin d'abonnement p 39

Le mois de LASSERPE











Edito

Les sauvages

Ce que nous appelons «environnement» n'est-il que ce que nous n'avons pas encore détruit ? C'est en tout cas l'image qu'ont de nous de nombreux peuples indigènes pour qui le contact avec la «civilisation» occidentale passe par la destruction de leur lieu de vie.

Et lorsque nous décidons de protéger un de ces lieux, pour quel motif le faisons-nous ? Pour préserver les modes de vie des habitants de ce lieu ou pour de plus sombres préoccupations ? Par exemple, se créer des zones de loisirs pour Occidental stressé ? Ou encore pour protéger une nature mythique qui nous fait rêver... lorsqu'elle est loin ?

Depuis de nombreuses années, des anthropologues regroupés au sein de *Survival International* (1) essaient de faire prendre conscience aux «dominants» que nous sommes que d'autres modes de vie sont possibles et tout aussi — sinon plus — intéressants.

A nous qui cherchons des voies alternatives à la pensée unique de ne pas oublier que ces cultures existent. Elles sont aujourd'hui menacées aussi bien par les bulldozers des aménageurs, par les 4x4 des tours-operators que par les moyens de communication — de propagande — de la mondialisation.

Francis VERGIER ■

(1) Survival International, 45, rue du Faubourg du Temple 75010 Paris, tél : 01 42 41 47 62.

Nord-Sud

Parcs naturels ou peuples indigènes ?

«Et dans l'avenir quel splendide spectacle [...] quand on [...] les imagine comme ils pourraient être vus, préservés dans leur primitive beauté et dans leur état sauvage par quelque grande politique gouvernementale, dans un magnifique parc, où le monde contemplerait, pour les temps à venir, l'Indien originel dans son attirail classique, faisant galoper son cheval sauvage, avec son arc bandé, son bouclier et sa lance, parmi les troupeaux rapides d'élans et de bisons [...]. Un parc national contenant hommes et bêtes, dans toute la vigueur et la fraîcheur de leur beauté naturelle!»
George Catlin, 1841

L'idée que l'humanité [*humankind*], ou pour être plus précis l'homme [*mankind*], se tient à part de la nature est de celles qui paraissent les plus profondément enracinées dans la civilisation occidentale. Par contraste avec les religions «animistes», de nombreux peuples indigènes qui, pour user de nos termes, voient de la culture dans la nature et de la nature dans la culture, les traditions judéo-chrétiennes parlent d'un état originel dans lequel la domination sur les bêtes a été accordée à l'homme. En fait, même le plus ancien récit épique du monde, l'épopée de Gilgamesh, raconte le combat primordial entre les civilisations princières et les forêts, sources du mal et de la bestialité (1).

(1) Sinclair, Andrew 1991, *The Naked Savage*, Sinclair-Stevenson, Londres.



La nature comme lieu sauvage

Dans la Grèce antique, la nature indomptée était perçue comme le domaine des forces femelles, sauvages et irrationnelles, en opposition à la culture rationnelle masculine. Selon cette vision du monde, non seulement la nature était une dangereuse menace pour la Cité mais, au-delà, la jungle était peuplée de barbares dont les Amazones représentent la quintessence — sauvages femelles nues, aux longs cheveux, antithèse parfaite de la civilisation grecque. Ces modèles perdurent jusqu'à nos jours. Dans l'Europe du Moyen Age, on retrouve l'image d'un monde de culture ordonné, organisé par les hommes civilisés, et cerné par la sauvagerie : domaine d'enchanteurs païens et de sorciers tirant leur pouvoir des forces maléfiques et redoutables de la nature, royaume de Belzébuth en personne. Des représentations similaires continuent de sous-tendre la vision que certains missionnaires chrétiens fondamentalistes se font du chamanisme des peuples indigènes, perçu comme un «culte diabolique»; aussi ces missionnaires se croient-ils investis par Dieu de la tâche d'»atteindre les âmes perdues jusqu'à la dernière», en tant que «commandos du Christ» à l'assaut du «dernier bastion de Satan».

Le contact avec le Nouveau Monde a renforcé cette vision de la nature que les pionniers, chrétiens fondamentalistes, apportaient avec eux. Cerné dès le premier jour par des «sauvages» (2) nus aux cheveux longs, qui ne savaient rien du Christ ni de la pudeur, leur monde aux frontières fragiles dépendait d'une conquête de la nature, car ils parvenaient à peine à tirer de quoi vivre de ces régions hostiles. Comme un poète local l'écrivit en 1662, les forêts du Nouveau Monde étaient : «Une jungle immense, hurlante / Où nul n'habitait / Sinon des démons infernaux et des brutes / Adorant des diables (3).

L'idée que leur société avait pour «destinée manifeste» d'apprivoiser ces êtres sauvages devint, pour ces pionniers, une vérité fondamentale, autant qu'un impératif politique.

Les dissidents de la société occidentale, aliénée par son ignorance crasse et son avidité, ont cherché refuge dans son antithèse. Aux yeux de romantiques tels que l'artiste George Catlin, les nobles Indiens dont les vies innocentes étaient peu à peu minées par la maladie, l'eau de feu et le déracinement, sont apparus comme une partie de la nature sauvage elle-même — non pas mauvais, mais immaculés, reste d'un monde ancien encore à l'abri des souillures de l'homme blanc (4). De la même manière, l'ascète reclus qu'était Thoreau estimait que «dans la terre sauvage est le monde préservé» (5). Ces idées font écho à une contre-tradition qui n'est pas moins ancienne que la précédente, et pour qui la civilisation humaine est insatisfaisante, pleine de défauts. Exactement comme se lamentait le roi épique de la première cité de Mésopotamie, Gilgamesh : «Dans la cité, l'homme meurt le désespoir au cœur» (6), près de quatre millénaires plus tard, Thoreau devait écrire : «Nos vies ont besoin du soulagement que procure [la nature sauvage] où le pin fleurit et où le geai pousse encore son cri [...] petites oasis dans le désert de notre civilisation» (7).

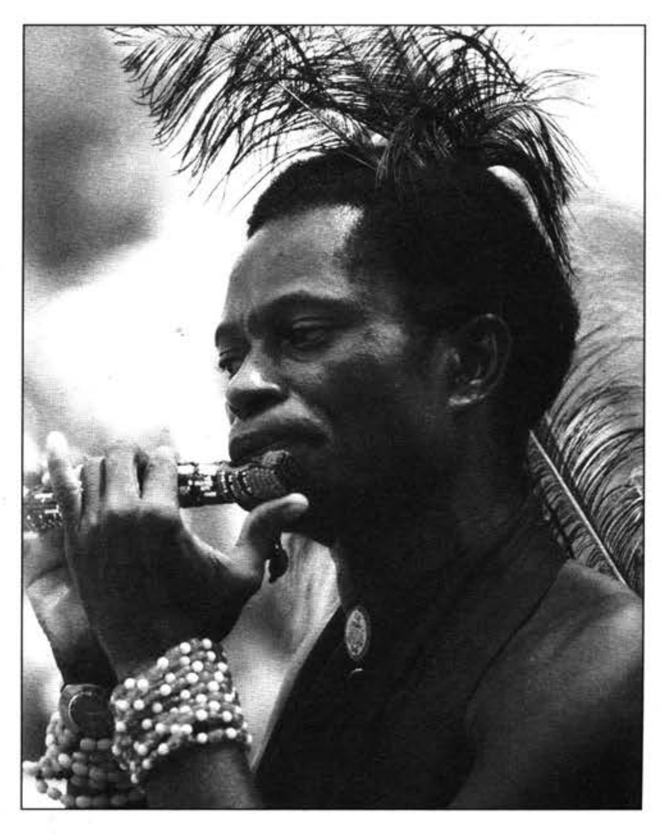
La nature comme refuge

Ainsi, contrairement à la vision des espaces sauvages considérés comme mauvais et opposés à la société, a émergé en Amérique à la fin du XIXe siècle une nouvelle tradition pour laquelle la nature est un refuge par rapport aux maux de la civilisation, quelque chose qui doit donc être préservé pour la récréation de l'esprit humain.

John Muir, l'un des ténors du mouvement pour les parcs nationaux aux États-Unis, a fait valoir avec véhémence et succès que des zones de nature vierges devaient être réservées à la détente afin de satisfaire un besoin émotionnel de lieux sauvages. Dans l'esprit de ces conservationnistes, comme on les nomme aujourd'hui, les espaces sauvages sont «primitifs et naturels» (8) ; ils représentent une ressource qui ne doit pas être exploitée mais gardée intacte.

Outre qu'elle était au fondement du programme des parcs nationaux aux États-Unis, cette vision de la nature a puissamment façonné la configuration mondiale de la conservation. Aux États-Unis, cette conception de la conservation reste toujours profondément ancrée. La nature est encore révérée par les Américains comme un lieu où l'on se redécouvre un but dans la vie, tandis que pour beaucoup la «nature sauvage» est biodiversité. L'idée que nature et société humaine sont intrinsèquement antagonistes et incompatibles est sans doute la rationalisation de l'intense sentiment d'aliénation qui sous-tend de nombreuses versions américaines de la *deep ecology* (écologie radicale) et anime bien des membres des groupes tels que Earth First ! (9). Pour ces écologistes purs et durs, «nature sauvage veut dire : des zones étendues de végétation primaire, à diverses étapes de son développement, hors des limites de l'exploitation humaine.» Cette exclusion est justifiée par le fait que «la plus grande partie de la terre n'a été colonisée par les hommes que durant ces derniers millénaires» (10).

(2) «Salvages». Ce mot, qui est apparenté au français sauvage et à l'espagnol *salvaje*, signifie littéralement «habitant de la forêt». Sa connotation péjorative provient entièrement du préjugé entretenu à l'égard de ces gens.
(3) Sinclair, 1991, *op.cit.*, p. 50.
(4) Catlin, George, 1841, *The Manner and Customs of the North American Indians*, réédition sous la direction de Peter Matthiessen, 1989, *North American Indians*, Penguin, Harmondsworth.
(5) DiSilvestro, Roger L., 1993, *Reclaiming the Last Wild Places : A New Agenda for Biodiversity*, John Wiley & Sons, New York, p. 25.
(6) Sinclair, 1991, *op.cit.*, p. 6.
(7) Usher, Ann, *The Invention of Wilderness*, ms., sans date.
(8) DiSilvestro, 1993, *op.cit.*
(9) Taylor, Bron, 1991, «The Religion and Politics of Earth First!», *The Ecologist* 21 (6).
(10) Wild Earth, 1992, *The Wildlands Project : Plotting a North American Wilderness Reovery Strategy*, Cenozoic Society/Wild Earth, Canton, New York.





Le Yosemite State Park et le Yellowstone Park ont été les premiers résultats de cette approche, et en fin de compte la philosophie qui considère les parcs nationaux comme excluant l'occupation humaine a reçu une base légale. Comme Gomez-Pompa et Andrea Kauss (11) l'ont noté, selon le Wilderness Act des Etats-Unis de 1964, la nature sauvage est un lieu «où l'homme lui-même est un visiteur qui ne reste pas».

Depuis que le concept de «parc national» est né, il s'est répandu à travers le monde – et avec lui la prémisse de base selon laquelle la nature doit être laissée libre de toute interférence humaine. Bernard Grzimek, dont les campagnes pour la conservation de la vie sauvage en Afrique de l'Est ont fait des plaines Serengeti l'une des zones protégées les plus célèbres de la planète, s'est employé avec acharnement à exclure les troupeaux de bétail des indigènes maasaï de leur terre. «Un parc national», expliquait-il, «doit rester une jungle primitive pour être réussi. Aucun homme, pas même ceux qui y sont nés, ne devrait vivre à l'intérieur de ses frontières» (12). Durant les années 1970, cette vision de l'aménagement des zones protégées en est arrivée à dominer le mouvement de conservation. Pour l'Union mondiale de la conservation (IUCN), un parc national était étroitement défini comme un grand espace :

«où un ou plusieurs écosystèmes ne sont pas altérés par l'exploitation ou l'occupation humaine ; où les espèces animales et végétales, les sites géomorphologiques et les habitats ont un intérêt scientifique, éducatif ou récréatif particulier, ou bien encore constituent un paysage naturel de grande beauté ;

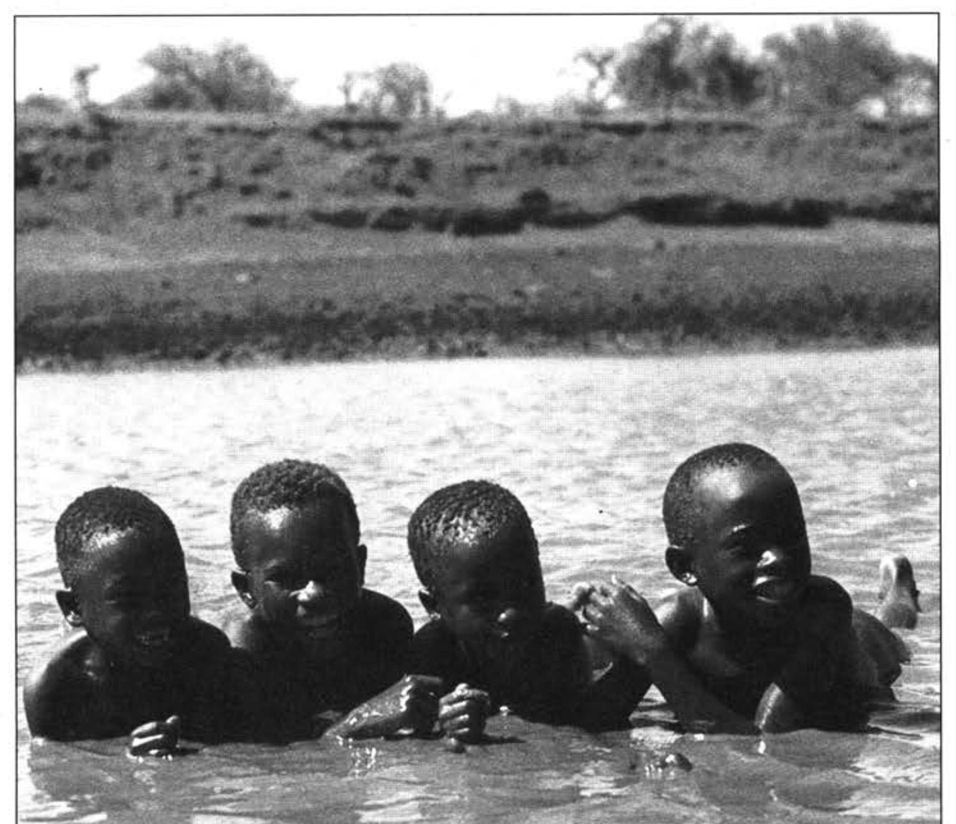
et où la plus haute autorité compétente du pays a pris des mesures pour empêcher ou éliminer aussi vite que possible l'exploitation ou l'occupation de la totalité de la zone, et pour renforcer efficacement les aspects caractéristiques sur le plan écologique, géomorphologique ou esthétique, qui ont conduit à son établissement» (13).

Romantisme et «bons sauvages»

L'un des curieux aspects de cette vision de la nature est que, même lorsque de telles régions sont habitées par des peuples indigènes, elles sont parfois encore considérées comme sauvages. La contradiction peut toutefois être surmontée en raison de la perception commune selon laquelle ces



peuples sont «par nature» sauvages, primitifs et innocents. Lorsque les Européens sont entrés en contact avec les peuples indigènes d'Amérique du Nord, les Indiens aux cheveux longs correspondaient parfaitement à la notion européenne de sauvagerie, représentée par des forces féminines sans lois, incontrôlées et liguées avec le Diable (14). Cette image, certes retouchée, s'est cependant maintenue à l'ère du «romantisme», lorsque les peuples indigènes furent considérés comme de «bons sauvages», naturels et sans reproche, insensibles à la civilisation dans leurs forêts farouches — sans dieu, sans loi et sans roi (15). Dans une certaine mesure, ces représentations ont perduré jusqu'à aujourd'hui, et elles sont à l'arrière-plan des politiques conservationnistes de «primitivisme renforcé» : on admet alors que les peuples indigènes habitent des zones protégées, mais à condition qu'ils se conforment strictement aux stéréotypes que l'on a sur eux, et qu'ils n'adoptent aucune pratique moderne (16).



Conservation du paysage

Dans l'Ancien Monde, les racines du mouvement de conservation ont des origines tout à fait différentes. Des réserves de gibiers pour les chasses royales apparaissent pour la première fois dans l'histoire répertoriée en Assyrie, autour de 700 avant

(11) Gomez-Pompa, Arturo & Kauss, Andrea, 1992, «Taming the Wilderness Myth», *BioScience* 42 (4), p. 271.
(12) Cité dans Adams, Jonathan S.& McShane, Thomas O., 1992, *The Myth of Wild Africa : Conservation without Illusion,* Norton and Co, Londres, p. xvi.
(13) Cité dans West, Patrick & Brechin Steven R. (eds), 1991, *Resident Peoples and National Parks : Social Dilemmas and Strategies in International Conservation,* University of Arizona Press, Tucson, p. xvii.
(14) Amselle, Jean-Loup (éd.), 1979, *Le sauvage à la mode,* Le Sycomore, Paris.
(15) Hemming, John, 1978, Red Gold : *The Conquest of the Brazilian Indians,* Macmillan, Londres.
(16) Goodland, Robert, 1982, *Tribal Peoples and Economic Development : Human Ecological Considerations,* The World Bank, Washington, D. C.

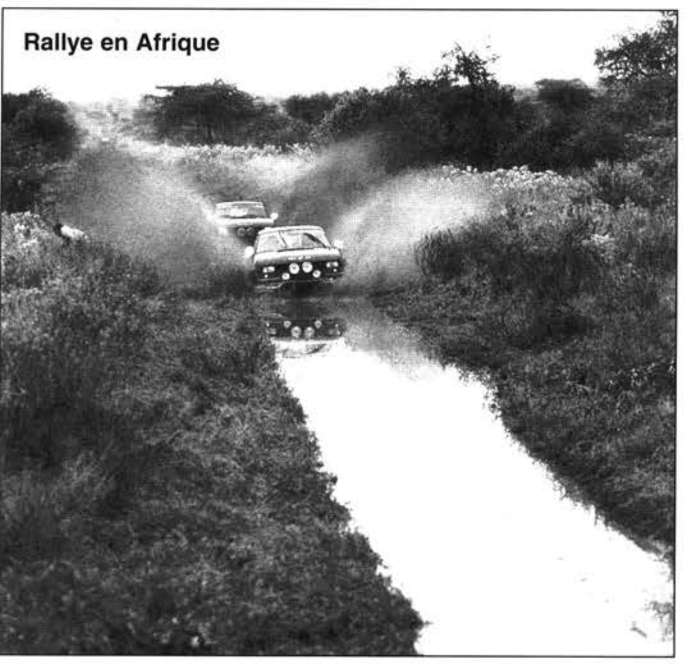
Jésus-Christ. Vers 400 avant notre ère, des chasses royales furent établies sous Ashoka, en Inde. Les Moghols y renforcèrent cette tradition, qui gagna une fraction plus large de l'élite dominante. Les Normands introduisirent la même pratique en Angleterre au XIe siècle, et ils mirent en œuvre le concept de forêts royales avec un tel enthousiasme que près de 25% du territoire anglais était classé chasse royale sous le règne de Henri II Plantagenêt. La paysannerie locale protesta amèrement contre les restrictions que ces forêts royales imposaient à ses droits, et l'on suppose souvent que le mythe de Robin des Bois trouve ses racines dans la résistance populaire que les yeomen saxons opposèrent aux exigences des gouvernants normands.

Quoi qu'il en soit, même si la définition de certaines zones comme forêts royales a servi à renforcer les inégalités sociales, elle n'impliquait cependant pas l'extinction massive des droits locaux de propriété. Ces droits traditionnels étaient reconnus de trop longue date et trop profondément acquis pour que les conquérants aient pu se permettre de les mépriser, si bien que les forêts royales furent définies comme relevant d'une strate supplémentaire de droits spéciaux, se superposant au réseau complexe des droits antérieurs d'usufruit, d'accès, de passage ou de possession, sans effacer complètement ceux-ci.

La manière dont les parcs nationaux ont été installés en Grande-Bretagne doit beaucoup à cette longue tradition de droits enchevêtrés. Ce qui y a émergé est davantage une pratique de conservation d'un paysage que de préservation d'une nature sauvage; cette pratique respecte l'ordre établi depuis longtemps par l'occupation des sols. En reconnaissant que les paysages ne sont pas seulement «couverts» par les droits existants, mais sont aussi une création combinée de la croissance naturelle et de la culture humaine, les conservationnistes britanniques ont accepté une vision de la nature comme partie d'un processus de «changement graduel et de continuité, dans lequel l'homme joue un rôle central et constitutif du paysage rural» (17). C'est pourquoi, en Grande-Bretagne, non seulement les parcs nationaux reconnaissent pleinement les droits existants, mais ils cherchent aussi à maintenir le système d'agriculture établi. Mieux, dans leur gestion même, les parcs nationaux impliquent formellement l'ensemble des autorités locales, et sont dotés de mécanismes particuliers visant à garantir aux résidents une influence directe sur la prise de décision.

Problèmes environnementaux

Les idées de conservation se sont répandues au-delà des mers avec l'extension des colonies, mais elles ont apporté avec elles bien peu de ce respect pour les droits et les usages traditionnels. L'État colonial a cherché un contrôle toujours plus étendu des ressources naturelles, même s'il le faisait parfois en partie pour contrer les excès mêmes du colonialisme. Dès le XVIIIe siècle, les Français ont tenté des expériences visant à réguler l'utilisation de la forêt dans l'île Maurice, et les Anglais ont pris des initiatives similaires à Tobago. Des préoccupations environnementales ont aussi joué un rôle dans la pression en faveur de la création de réserves forestières en Inde, quand il fut reconnu que la déforestation excessive, résultant largement de l'abattage à fins commerciales, conduisait à l'ensablement de Malabar et était également responsable des changements du climat local.


Rallye en Afrique

D'autres sentiments, moins nobles, se cachent aussi derrière l'annexion de régions pour en faire des réserves forestières. Le besoin de s'assurer de provisions de bois de construction pour l'infrastructure impériale – pour les wagons de chemins de fer et les navires – a entraîné la mise de côté de vastes zones de l'Inde et, ultérieurement, d'autres territoires coloniaux, constitués en forêts réservées et protégées sous le contrôle du département forestier du ministère des Colonies. Les restrictions s'accrurent progressivement, tant et si bien qu'autour de 1900 il était même dénié aux indigènes le droit d'accéder à ces zones pour y chasser, sauf obtention d'un permis de chasse.

L'établissement des zones protégées pour la conservation de la vie sauvage en Inde se fondait sur l'expérience du département forestier, et avait les faveurs des colons sportifs et des aristocrates indigènes qui souhaitaient garder du gibier pour leurs chasses. Le modèle de conservation qui fut adopté en Inde était calqué sur l'expérience des États-Unis, traitant la population locale comme des «braconniers» et des «intrus» plutôt que comme des propriétaires détenant des droits antérieurs sur les zones en question. Ainsi les tribus résidentes de nombreuses zones sélectionnées pour la conservation de la vie sauvage étaient-elles tenues pour responsables du déclin de la faune locale, particulièrement lorsqu'elles faisaient commerce d'oiseaux pour la chasse ou pour les plumes; l'essartage (ou agriculture sur brûlis) était également un objet d'opprobre. Comme l'explique un manuel pour apprentis gardes forestiers : *Les communautés qui peuplent la forêt sont invariablement des chasseurs invétérés, et elles ont, dans la plupart des zones, pratiquement annihilé le gibier et les oiseaux, par une pratique aveugle de la chasse et des pièges. Il est sans aucun doute grand temps d'instiller à l'esprit tribal un certain respect pour les lois concernant le gibier du pays* (18).

Il est donc apparu qu'en dépit des trajectoires historiques très différentes des mouvements de conservation, les besoins et les droits des peuples indigènes n'ont pas été pris en considération. Les parcs nationaux et autres zones protégées ont imposé les vues de l'élite sur l'utilisation de ces terres, vues qui ont conduit à l'aliénation à l'État des terres collectives. Il apparaît tout aussi clairement que le concept de nature sauvage promu par les conservationnistes occidentaux est une construction culturelle, et que cette construction n'est pas nécessairement partagée par d'autres peuples et civilisations dont les relations avec ce que nous appelons la nature sont conçues d'une tout autre manière.

Aussi les peuples indigènes sont-ils perplexes face à la conception occidentale de la conservation. Par exemple, Roby Dunstan, Indien nl'aka'pamux, de la Stein Valley d'Alberta, au Canada, peuple qui a lutté pour empêcher l'exploitation forestière de ses terres ancestrales, a fait cette remarque : *Je n'ai jamais considéré Stein*

(17) Blacksell, cité dans Harmon, David, 1991, «National Park Residency in Developed Countries : The Example of Great Britain», in West, Patrick, *op.cit.*, p. 34.
(18) Stracey cité dans Tucker, Richard, 1991, «Resident Peoples and Wildlife Reserves in India : The Prehistory of a Strategy», in West, Patrick, *op.cit.* p., 50.



Valley comme une brousse sauvage. Mon père avait coutume de dire : «C'est notre garde-manger.» Nous savions, pour toutes les plantes et tous les animaux, quand les planter, quand les chasser. Nous le savions, parce que nous l'apprenions chaque jour. Comme nous élaguions tous les jours [...] Mais certains des environnementalistes blancs semblaient penser que, si quelque chose était déclaré nature sauvage, personne n'avait le droit d'y pénétrer, parce que c'était trop fragile. Alors ils ont placé une clôture tout autour, ou peut-être tout autour d'eux-mêmes (19).

Des sytèmes indigènes respectueux

L'idée d'une nature sauvage, intacte, non apprivoisée est essentiellement une conception urbaine, une vision de gens très éloignés de l'environnement naturel dont ils dépendent pour les ressources brutes. Les habitants des zones rurales ont une vision différente de ce que les citadins désignent comme nature sauvage, et ils basent leur utilisation de la terre et la gestion de leurs ressources sur cette autre vision. Les indigènes des tropiques, par exemple, ne considèrent pas l'environnement forestier tropical comme sauvage, c'est leur foyer.

Si l'expérience de la gestion étatique montre qu'on ne peut pas lui faire confiance pour défendre la diversité biologique, la question est alors de savoir quelle autre institution, indigène peut-être, est fiable. Nombreux sont ceux qui ont expliqué que les sociétés indigènes vivant en harmonie avec leur environnement naturel en sont ainsi les meilleurs gardiens; c'est là un argument que bien des indigènes eux-mêmes ont utilisé pour soutenir leurs revendications en faveur d'une reconnaissance de leurs droits territoriaux. En effet, la plus grande part du soutien que les peuples indigènes ont pu trouver dans le Nord industrialisé résulte de cette croyance selon laquelle les peuples indigènes sont à la fois plus proches de la nature et motivés par une éthique de la conservation.

Il y a de bonnes raisons de croire que bien des systèmes indigènes d'utilisation des ressources sont relativement bénins. En général, les communautés indigènes ont développé des façons de vivre remarquablement accordées à leur environnement. Bien souvent, leurs environnements sont moins modifiés et dégradés que les zones à l'entour. Parce que ces peuples sont souvent orientés en premier lieu vers l'autosuffisance, et seulement en second lieu vers la production d'un surplus pour le commerce, leurs économies et leurs techniques traditionnelles sont appropriées. La longue fréquentation de leur territoire a développé de puissants liens avec leurs terres, liens qui s'expriment dans les coutumes aussi bien que dans des schèmes religieux et symboliques complexes, et dans une connaissance extrêmement détaillée de leurs ressources. Cette connaissance peut être codée dans des traditions transmises et raffinées de génération en génération, si bien que la justification pratique de certaines coutumes n'est pas nécessairement évidente aux yeux des chercheurs, pas plus qu'à ceux des gens eux-mêmes. Bien des indigènes voient clairement que leur survie à long terme dépend du soin qu'ils apportent à leurs terres pour le bien des générations futures. Comme Victor King le remarque à propos des indigènes de Bornéo, «la conception traditionnelle des natifs de Bornéo est que les ressources naturelles leur sont confiées pour les générations futures» (20).

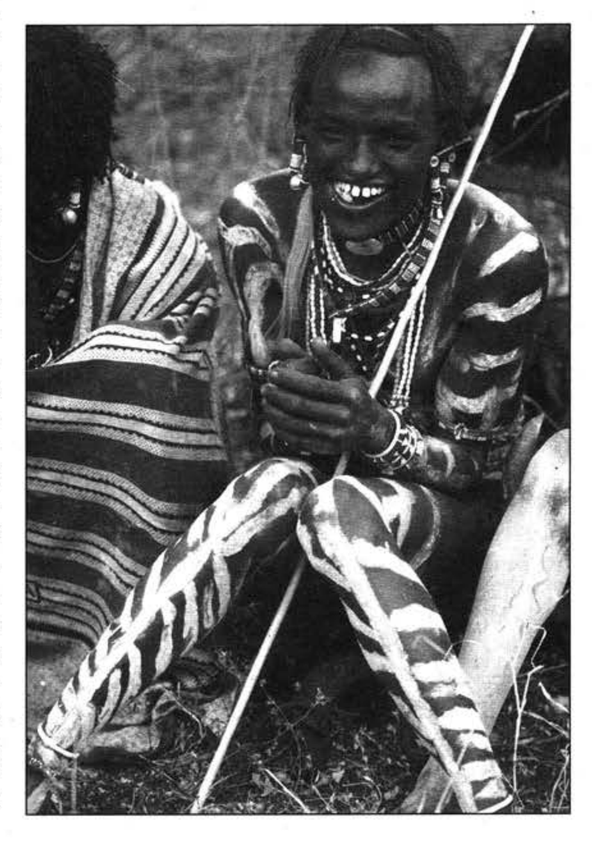
Cette combinaison d'une longue association passée avec leur milieu et d'un engagement à y rester donne aux peuples indigènes un très bon équipement intellectuel pour une gestion prudente du présent.

Pourtant, presque partout, les sociétés indigènes subissent un changement rapide et il n'est pas sûr que l'équilibre qu'elles ont en général maintenu perdure dans des circonstances différentes. En premier lieu, beaucoup d'indigènes ont perdu une grande partie de leur territoire ancestral au profit d'étrangers, ce qui a provoqué une trop grande concentration de population sur un trop petit espace, bouleversant les modèles traditionnels de propriété, d'utilisation et de gestion de la terre. La croissance démographique a également accentué la pression locale. Un besoin croissant d'argent, pour une part imposé de l'extérieur et pour une part généré de l'intérieur, charge lourdement l'économie et l'environnement en vue de la production d'un surplus commercialisable. Un nouvel outillage en acier, comme les tronçonneuses, les fusils de chasse, les machines agricoles et les engins de transport, les nouveaux produits agricoles et agrochimiques, peuvent transformer radicalement les modèles d'utilisation de la terre. En même temps, les systèmes de valeurs traditionnels, l'organisation sociale et les processus de prise de décision peuvent être également transformés — et pas seulement sous l'effet de pressions extérieures. Toutes ces forces finissent par bouleverser les relations des indigènes avec leurs environnements et peuvent avoir pour résultat une surutilisation des terres et une dégradation du milieu.

Des règles parfois extrêmement élaborées

Depuis que l'écologie est devenue une science à la mode, on a avancé que les sociétés indigènes n'ont pas seulement maintenu des relations relativement stables avec leur environnement — ce qui est un fait observable — mais qu'elles luttent pour cette condition et cherchent à la maintenir consciemment. Par exemple, l'anthropologue colombien Reichel-Dolmatoff considère que certains concepts des Indiens tukano, comme l'énergie vitale ou l'idée de dangers liés à une consommation excessive de nourriture ou d'assouvissement sexuel, sont analogues aux concepts écologistes d'énergétique et de rétroaction négative (21). De

(19) Cité dans Usher, *op. cit.*
(20) King, Victor, 1993, *The Peoples of Borneo*, Blackwell, Oxford, p. 167.
(21) Reichel-Dolmatoff, Gerardo, 1976, «Cosmology as Ecological Analysis : A View from the Rainforest», *Man*, 11 (3).




Enfant Yanomami



la même manière, McDonald (22) a expliqué que le système des tabous culinaires découvert dans de nombreuses sociétés amazoniennes est une sorte d'»agence primitive de protection de l'environnement». C'est aussi devenu un lieu commun dans certains cercles d'admettre que les peuples indigènes sont, à leur manière, pleinement conscients des dangers de la surexploitation du milieu; il a même été proclamé, pour finir, qu'ils avaient leur propre «cosmovision conservationniste».

Il s'agit sans doute là d'exagérations. Comme l'Indien kuna Nicanor Gonzales le fait remarquer : *Ce que j'ai compris en discutant avec les autorités, les groupes et les individus indigènes, c'est qu'ils sont familiers des lois de la nature. Ils ne sont pas pour autant conservationnistes; ils savent plutôt comment mettre en relation les humains et la nature [...] En ce sens, donc, je ne pense pas qu'on puisse dire que les peuples indigènes sont conservationnistes, comme cela est défini par les écologistes. Nous ne sommes pas des amoureux de la nature. À aucun moment les groupes indigènes n'ont intégré les concepts de conservation et d'écologie dans leur vocabulaire traditionnel. Nous parlons plutôt de Mère Nature. Les autres organisations ont besoin de clarifier ce point avant d'intervenir dans la résolution des problèmes avec les populations indigènes* (23).

Opportuniste plutôt que conservationniste

Les affirmations selon lesquelles les peuples modèrent consciemment leur démographie et leur utilisation des ressources en réponse à l'appauvrissement de leur environnement n'ont jamais été empiriquement démontrées. Au contraire, la recherche de terrain précise visant à établir des liens entre les systèmes de croyances indigènes et les modèles actuels d'utilisation des ressources a montré à quel point ces connexions sont en fait ténues. Lire une éthique de la conservation dans le symbolisme religieux ou dans les systèmes de croyance indigènes est hautement subjectif; et de nombreuses études montrent qu'il y a peu de corrélation entre les croyances prescrivant certaines pratiques et les attitudes réelles. De façon révélatrice, en Amazonie, les prohibitions alimentaires concernant certains produits sont transgressées. N'ayant pas d'instances de décision centralisées, ces sociétés égalitaires ne succombent pas non plus à la «tyrannie de la coutume». Beaucoup d'Indiens d'Amazonie, a-t-on découvert, ont une attitude plus opportuniste que conservationniste à l'égard de l'environnement et réalisent un équilibre écologique surtout parce que leur système politique traditionnel et leur type d'habitat les incitent à la mobilité. Les Indiens déplacent ainsi leurs villages, leurs territoires de chasse et de pêche une fois les lieux épuisés, parce que cela demande moins d'efforts que de rester sur place avec des apports nutritionnels diminués. L'équilibre est ainsi atteint non intentionnellement par rétroaction négative plutôt que grâce à une préoccupation consciente de l'utilisation excessive. Les demandes du marché et d'autres pressions qui sédentarisent et agrandissent ces communautés, troublant alors les modèles traditionnels de résidence et de peuplement, couplées avec de nouvelles techniques, telles que les hors-bord qui diminuent la durée des trajets et les machines agricoles, peuvent bouleverser ces cycles de rétroactions négatives et conduire les Indiens à surexploiter leur lieu de vie.

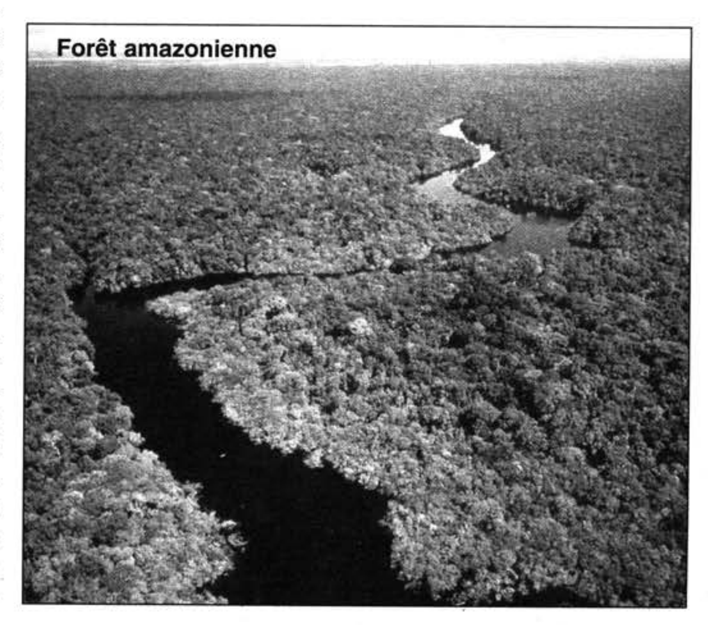
Les études de Robert Harm sur les Nunu d'Afrique centrale ont montré que l'équilibre qu'ils réalisent avec leur environnement n'est pas le résultat de leur souci d'éviter sa surutilisation mais, au contraire, la conséquence involontaire de leur système d'occupation des sols, par lequel les villages affirment leurs droits exclusifs sur certaines zones de forêts, de rivières, d'étangs et de marais. Comme en Amazonie, ce sont le système politique des sociétés et les types d'habitat qui concourent à l'équilibre. La conclusion d'une récente recension de la littérature amazoniste est que «les indigènes d'Amazonie ne fournissent pas un effort actif ou concerté pour conserver les ressources en poisson et en gibier. Cependant, il est clair que dans la plupart des cas une politique de conservation n'est pas nécessaire, car les besoins courants de consommation ne conduisent pas à la pénurie des ressources» (24).

---

(22) McDonald, D.R., 1977, «Food Taboos : A Primitive Environmental Protection Agency (South America)», *Anthropos*, (22).

(23) Cité dans Redford, Kent, H. & Stearman, Allyn MacLean, 1993, «On Common Ground? Response to Alcorn», *Conservation Biology* (7) (2), p. 427.

(24) On pourrait objecter qu'il est injuste et non pertinent de suggérer que beaucoup des systèmes indigènes d'utilisation des ressources sont involontairement et indirectement conservationnistes plutôt qu'expressément, dans la mesure où leur effet est bien un équilibre entre société et environnement. L'importance qu'il y a cependant à élaborer cette distinction entre ce que les anthropologues appellent fonction manifeste et fonction latente tient à ce que, dans certaines circonstances de transformation sociale et économique rapide, les gens sont moins susceptibles de modifier consciemment leurs pratiques et leur connaissance pour améliorer leur gestion des ressources s'ils ne perçoivent pas les connexions qui existent entre ces différents niveaux.


Forêt amazonienne



Les impacts sociaux de la préservation de la nature

«Nous avons été chassés dès le premier jour. J'ignorais que quelque chose était en train de se passer jusqu'à ce que la police fasse irruption dans mon campement. Ils avaient tous des pistolets. Ils m'ont hurlé dessus, m'ont dit de courir. Ils ne m'ont pas laissé l'occasion de dire quoi que ce soit. Ils s'approchaient et nous nous sommes enfuis : ils arrivaient si violemment! J'avais peur pour les enfants – j'en avais huit avec moi – mais nous n'avons rien pu faire d'autre que nous mettre à courir dans toutes les directions. J'ai pris un chemin et les enfants en ont pris d'autres. Tout le monde courait, paniqué, certains emportaient un enfant qui n'était pas le bon, dans la confusion. J'ai tout perdu. J'avais 31 vaches, des chèvres et des poules. Elles ont été tuées – 20 vaches ont été tuées et le reste emporté. Ils ont tout brûlé, même le lit, les meubles, la cuisine. Nous sommes pauvres maintenant».

Joy Ngoboka, expulsé du Corridor de gibier Kibale, Ouganda, 1er avril 1992.

Une désagréable vérité que les conservationnistes n'ont reconnue que récemment est que l'établissement de la plupart des parcs nationaux et des zones protégées a eu des effets négatifs sur ceux qui y habitaient antérieurement. La conception de la préservation comme conservation d'une nature sauvage a été si forte que les conservationnistes ont eu beaucoup de mal à admettre que les peuples indigènes ou d'autres résidents locaux puissent avoir quelque droit que ce soit dans les zones protégées. Cependant, le fait est – qu'on le veuille ou non – que la plupart de ces zones sont habitées. Des études récentes sur l'Amérique latine montrent que 86% des zones protégées y sont habitées. Près de 80% des zones protégées d'Amérique du Sud abritent des peuples indigènes. En Amérique centrale, le chiffre s'élève à 85%. A l'échelon mondial, selon les chiffres de l'IUCN pour 1985, près de 70% des zones protégées sont habitées.

Le premier parc naturel au monde, celui de Yellowstone, avait été conçu au départ par l'artiste romantique George Catlin comme une réserve à la fois pour la nature et pour les Indiens (voir la citation placée en ouverture). À l'époque où le parc a été créé, en 1872, les Indiens étaient toutefois généralement considérés comme de «Rouges démons sournois». Les Shoshone, résidents de Yellowstone, furent ainsi expulsés, pas exactement «de leur plein gré»; il s'ensuivit de violents conflits avec les autorités du parc : pas moins de 300 personnes furent tuées dans des affrontements en 1877, et neuf ans plus tard l'administration du parc fut transférée à l'armée des États-Unis.

Les choses devaient continuer comme elles avaient commencé. La délocalisation, souvent forcée, des peuples indigènes vers de nouveaux lieux a été une nécessité récurrente pour que les zones protégées soient aménagées conformément à l'image qu'on s'en était fait. L'un des exemples les plus grotesques de ce processus a été rapporté par Colin Turnbull dans son livre *The Mountain People* (traduit en français sous le titre : *Les Iks*) : ce livre décrit les conséquences qu'a eues pour les Iks, peuple vivant de chasse et de cueillette, leur expulsion de leurs territoires de chasse traditionnels pour l'établissement du parc national Kipedo, dans l'Ouganda colonial. Contraints à développer une agriculture de subsistance dans les hautes terres stériles qui entouraient le Parc, les Iks subirent une famine prolongée qui finit par entraîner un effondrement total de leur société, la disparition de toutes mœurs à l'exception de l'égoïsme le plus nu. La tradition de partage de la nourriture s'évanouit tandis que les Iks mouraient lentement de faim en cherchant à retarder l'inéluctable par la «fauche», la mendicité et la prostitution.

Opération plantage d'arbres au Sri Lanka

Une délocalisation forcée aux lourdes conséquences

Le procédé de délocalisation forcée pour ouvrir la voie aux parcs nationaux a été un problème particulièrement sévère pour les peuples indigènes des forêts situées à la ligne de partage des eaux ; en effet une forte protection est offerte à ces zones pour conserver leurs sols – et se prémunir ainsi contre l'envasement des projets d'ingénierie développés en aval. Ainsi le parc national Dumoga-Bone de Sulawesi, en Indonésie, bien qu'il soit présenté par l'IUCN comme un exemple réussi de gestion d'une zone tampon, a en fait nécessité l'expulsion du peuple indigène mongondow, contraint par les projets de peuplement agricole et d'irrigation des basses terres à gagner les coteaux.

Les derniers représentants du peuple aborigène sri-lankais, les Vedda, ont été semblablement expulsés du parc national Madura Oya, lors du démarrage du très controversé programme de développement du Mahaweli. Alors qu'ils réclamaient la reconnaissance de leurs droits territoriaux depuis au moins 1970, les Vedda ont été obligés d'abandonner leurs terres après l'inscription du parc au *Journal officiel* en 1983. On les a fait descendre de leurs collines boisées pour les installer dans d'étroits campements où des maisons et des petites rizières irriguées leur étaient octroyées. Les Vedda, qui vivaient traditionnellement de chasse, de cueillette et complétaient leur subsistance par l'essartage, eurent le plus grand mal à s'adapter à une vie sédentaire. Les enquêtes qui suivirent montraient que les Vedda souffraient du manque d'accès aux produits de la forêt, au gibier et aux terrains qu'ils cultivaient pour leur agriculture itinérante, et qu'ils étaient en train de perdre très rapidement leur propre langue. Seul un petit groupe avait persisté à rester dans les forêts, où il était perpétuellement harcelé par les fonctionnaires locaux. Les protestations internationales de soutien aux Vedda ont abouti à la promesse présidentielle qu'une partie de ces terres leur serait réservée — promesse qui, à cette date, n'a toujours pas été tenue.

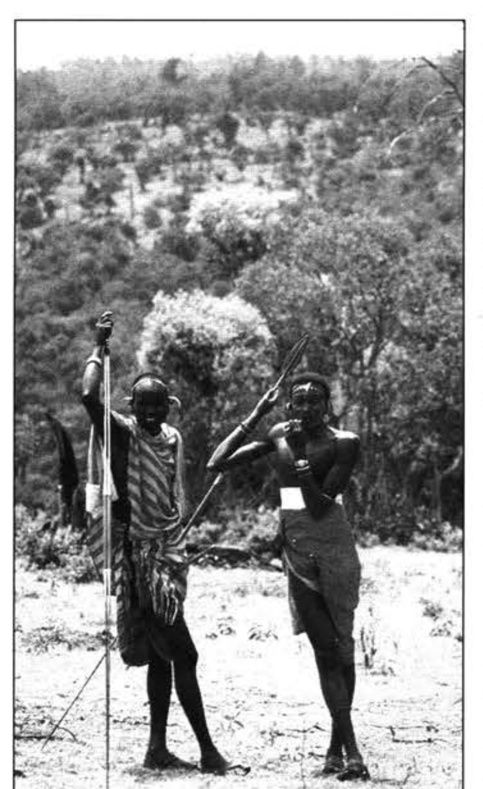
Les parcs nationaux mis en place pour protéger les gorilles des montagnes au Zaïre, en Ouganda et au Rwanda, ont également entraîné l'expulsion des Pygmées batwa, dont la position extrêmement marginale dans l'économie politique du pays a eu pour effet qu'ils ont été entièrement ignorés par les études d'impact sur les populations affectées par ce programme. Cependant, les Batwa ont acquis une notoriété internationale avec le film *Gorillas in the Mist* (Gorilles dans la brume), où ils sont explicitement rendus coupables du meurtre de la conservationniste Diane Fossey, ce qui perpétue le mythe selon lequel la conservation en Afrique ne peut être menée à bien sans de violents affrontements avec les populations indigènes.

Les délocalisations forcées n'appartiennent pas au passé. En Ouganda par exemple, des expulsions massives d'habitants des forêts et de colons paysans ont été récemment effectuées pour la réalisation d'un projet, financé conjointement par la Banque mondiale, la Communauté européenne, la DANIDA et le NORAD, visant à créer un corridor naturel pour la chasse entre la réserve forestière de Kibale et le parc national Queen Elizabeth. D'une manière absolument contraire aux normes édictées par la Banque mondiale et le Comité d'assistance au développement en matière de délocalisation dans le cadre de projets de développement, quelque 30 000 indigènes de la réserve forestière de Kibale et du Corridor de chasse ont été expulsés sans préavis, ce qui entraîna des violations graves des droits de l'homme : appauvrissement de masse, destructions par le feu, pillages, cheptel tué et même mort d'indigènes. Peu après les expulsions, le conseiller technique en chef pour la Commission européenne faisait ce rapport : *Cette opération couronnée de succès a réouvert la possibilité pour les éléphants de Kibale d'être à nouveau libres de migrer entre le parc national Queen Elizabeth et la forêt.*

Selon la Banque mondiale, qui considère elle-même la conservation en termes d'espaces sauvages, «la réinstallation est particulièrement importante lorsque les activités de la population locale sont incompatibles avec les objectifs de préservation des zones d'aménagement de régions sauvages» (25). Pourtant, il n'est pas du tout évident que les problèmes sociaux, politiques et environnementaux auxquels on expose les peuples en les transplantant hors des zones protégées puissent être justifiés, même en termes strictement environnementaux. En effet, non seulement ces problèmes créent un environnement politique dans lequel il sera difficile de faire fonctionner la zone protégée, mais ils perturbent aussi les environnements voisins dans lesquels les populations ont été déplacées.

L'étude du relogement forcé est presque devenue une science en raison de sa fréquence croissante comme auxiliaire des programmes de «développement» – la Banque mondiale, par exemple, s'attendait à avoir délocalisé de force au moins 3,1 millions de personnes entre les années 1986 et 1996. Comme une étude réalisée pour la Banque mondiale l'a noté, on peut s'attendre à ce que la délocalisation forcée «cause un stress multidimensionnel» (26). Ce stress inclut le «stress psychologique» qui comprend lui-même le «syndrome de douleur pour un foyer perdu», «l'anxiété pour l'avenir» et «des sentiments d'impuissance associés à l'incapacité à protéger son foyer et sa communauté des troubles extérieurs». Ces formes de stress peuvent devenir si fortes qu'elles entraînent des problèmes qui relèvent de la seconde catégorie de stress : le stress «physiologique», repérable par une augmentation réelle des troubles de la santé. Bien que ces conditions puissent être réversibles, les facteurs de stress qui tombent sous la rubrique de «stress socio-culturel» peuvent ne pas l'être. La «cessation d'un ensemble d'activités familières et satisfaisantes, d'ordre économique, social et religieux, liées à l'ancien foyer dont on a été dépossédé» se rattache à un effondrement général de la société, en particulier de ses structures politiques. Les leaders des communautés expulsées se retrouvent dans une «situation de non-victoire», puisqu'ils perdent leur légitimité s'ils approuvent le déplacement de leur peuple contre la volonté de la majorité, mais également s'ils s'y opposent, parce que preuve est alors finalement faite qu'ils sont sans pouvoir. Les sociétés qui sont chassées de leur pays ne perdent pas seulement la base économique de leur survie, elles font aussi l'expérience «d'une réduction majeure de leur inventaire culturel, due à une perte temporaire ou définitive des modèles de comportement, des pratiques économiques, des institutions et des symboles» (27).





Matériellement parlant, la plupart des expulsés sont dans une moins bonne situation après leur départ de leurs zones d'origine qu'avant. Les compensations sont généralement inappropriées, et l'indemnité en argent liquide est souvent gaspillée avec imprévoyance par des gens qui n'ont aucune habitude du marché des terres. Les peuples indigènes, peu accoutumés à traiter de la terre comme d'un produit à vendre, deviennent souvent des proies faciles pour des gens sans scrupule. Résumant l'expérience d'années de travail à tenter d'adoucir l'impact des programmes de réaménagement forcé, Thayer Scudder, de l'Université de Californie, a déclaré que «la délocalisation forcée est pratiquement la pire chose que l'on puisse faire à quelqu'un, à part le tuer» (28).

---

(25) Ledec, George & Goodland, Robert, 1988, *Wildlands : Their Protection and Management in Economic Development*, The World Bank, Washington D. C, p.97.

(26) Banque mondiale, 1982, *The Relocation Component in Connection with the Sardar Sarovar (Narmada) Project*, mimeo, The World Bank, Washington D. C.

(27) Scudder, Thayer & Colson, Elizabeth, 1982, «From Welfare to Development : A Conceptual Framework for the Analysis of Dislocated People», in Art Hansen & Anthony Oliver-Smith (eds), *Involuntary Migration and Resettlement : The Problems and Responses of Dislocated People*, Westview Press, Boulder, Colorado, p. 271.

(28) Cité dans Claxton, Nicholas, 1986, *The Price of Progress*, Central Television Documentary, Londres.



Déplacements forcés en Afrique du Sud

L'environnement souffre très souvent des implantations forcées dans de nouveaux territoires. Les équilibres traditionnels entre les hommes et leur environnement sont détruits. Les gens sont confinés dans des zones de terres étroites et mal adaptées; les institutions et les modèles traditionnels d'aménagement et d'occupation des sols, qui régulaient auparavant l'accès aux ressources, sont sapés. La gestion, à court terme, des comportements, remplace l'organisation à long terme. Le résultat final est la dégradation de l'environnement.

Bien que la délocalisation ait été et continue d'être l'une des manières les plus courantes de traiter les peuples indigènes dans les zones protégées, des alternatives ont été essayées depuis longtemps. Le maintien de la résidence des peuples indigènes a quelquefois été toléré, souvent pour encourager le tourisme, à condition que le peuple en question maintienne un style de vie «traditionnel» et ne change pas sa manière de chasser ou de cultiver. Cette politique, à laquelle la Banque mondiale — qui la rejette — fait référence sous le nom de «primitivisme renforcé», fut appliquée très vigoureusement par les régimes d'apartheid d'Afrique du Sud. Comme Robert Gordon (29) l'a bien montré, ce genre de politique est fondé sur des concepts racistes qui estiment que «l'on doit traiter le Bushman comme de la faune et prendre conscience du fait qu'il est incapable d'assimiler des idées européennes». En conséquence, le dernier groupe de Bushmen d'Afrique du Sud a été autorisé à vivre près du parc national Gemsbok, où ils étaient censés survivre grâce à des aides gouvernementales et à la chasse «traditionnelle». L'expérience consistant à préserver la «race» des Bushmen ne fut pas un succès, parce que ces derniers ont non seulement cherché à changer leur mode de vie — ils voulaient des vêtements, un habitat amélioré et des chiens de chasse — mais ils se sont aussi mariés avec d'autres Africains de la région. Après plusieurs années, l'un des gardiens du parc remarquait avec dégoût que «leur charme en tant qu'attraction touristique pouvait sérieusement être mis en doute, et je ne vois pas l'intérêt qu'il y aurait à les laisser rester pour une période indéfinie dans le parc. Ils se sont eux-mêmes disqualifiés...».

Au Botswana, la réserve centrale de gibier du Kalahari avait été à l'origine conçue comme une réserve destinée à protéger les Bushmen san et d'autres habitants traditionnels du désert, ainsi que leur habitat. À l'intérieur de la réserve, les San et d'autres chasseurs-cueilleurs sont autorisés à chasser sans permis aussi longtemps qu'ils utilisent des armes traditionnelles. Ainsi la réserve les protège, au prix de limitations au développement de leur économie. Cependant, les conservationnistes ont été de plus en plus préoccupés par les changements dans le mode de vie des Bushmen — qui ont adopté un petit élevage, se sont concentrés autour des puits où des services limités étaient offerts par le gouvernement et ont commencé à chasser avec des armes non traditionnelles — au point que les conservationnistes en ont appelé à des interdictions sur la chasse et même à l'expulsion des indigènes de la zone. Le gouvernement a cédé à la pression et a mis au point des plans de développement pour reloger les groupes qui habitaient la réserve. Ce revirement provoqua une protestation internationale de la part des mouvements de défense des droits de l'homme, qui firent remarquer que les mines de diamant, les fermes d'élevage et le tourisme causaient des dommages bien pires (30). En conséquence, le gouvernement fit marche arrière et le plan de relogement fut enterré.

Les conservationnistes doivent maintenant faire face à un nouveau problème. En raison de leur succès dans la généralisation d'un modèle de conservation qui exclut l'habitation humaine, la législation sur les parcs nationaux de nombreux pays exige le déplacement des résidents — de telles dispositions sont la norme en Afrique du Sud par exemple. Résultat : les conservationnistes pourraient être légalement obligés de déloger un peuple d'un parc national même s'il n'y avait aucune preuve que sa présence constitue une menace pour l'écosystème local ou pour la biodiversité.

Les peuples indigènes s'indignent particulièrement du fait que c'est précisément parce que les zones qu'ils habitent n'ont pas été dégradées par leur mode d'utilisation des ressources qu'elles sont aujourd'hui convoitées par les conservationnistes, lesquels cherchent alors à limiter leur activité quand ils ne les expulsent pas purement et simplement de leurs terres d'origine. Comme l'a dit un Karen face à l'expulsion de son peuple du sanctuaire naturel de Thuang Yai en Thaïlande : *«Quand nous nous sommes installés dans ces forêts voilà deux siècles, Bangkok n'était qu'un petit village entouré d'une végétation luxuriante. Durant ces nombreuses années, nous, les Karen, avons protégé nos forêts par respect pour nos ancêtres et nos enfants. Peut-être que si nous avions abattu la forêt, détruit la terre et construit une grande cité comme Bangkok, nous ne serions pas aujourd'hui confrontés à cette éventualité d'expulsion».*

Utilitarisme contre écologie profonde

Il est aujourd'hui possible de distinguer deux écoles d'environnementalisme. D'une part, il y a ceux qui plaident pour des ajustements dans les interactions humaines avec l'environnement biologique dans le but d'assurer un fonctionnement sain des écosystèmes et la conservation de la diversité des espèces, parce qu'au bout du compte la survie de l'homme dépendra d'eux. Ces groupes «utilitaristes» sont partisans d'une acceptation pragmatique de l'utilisation humaine de la nature, incluant «cueillettes», «coupes durables» et «récoltes annuelles admissibles», sans sentimentalité. D'autres environnementalistes défendent un nouveau respect de la nature fondé non seulement sur un rejet de «l'anthropocentrisme» et du «spécisme», mais

(29) Gordon, Robert J., 1985, «Conserving Bushmen to Extinction in Southern Africa», in Colchester, Marcus (ed.) *An End to Laughter? Tribal Peoples and Economic Development*. Survival International Review (44), Londres.
(30) *Survival International News*, 22, 1988, Londres.

Femmes du Botswana



aussi sur un respect du «droit des animaux». Pour ces groupes-là, tuer des animaux au sang chaud et d'autres êtres — et même couper des arbres de la forêt — sont des actes intrinsèquement immoraux et constituent une violation des droits individuels des autres formes de vie que la nôtre. Comme les partisans de la préservation de la nature sauvage avant eux, ces environnementalistes défendent l'idée de placer la nature hors d'atteinte des êtres humains pour la protéger.

Cependant, en pratique, la distinction entre l'approche de l'écologie «utilitariste» et celle de «l'écologie profonde» a toujours été floue. La plupart des groupes environnementalistes et conservationnistes, qui comptent sur un soutien de l'opinion publique dans les pays occidentaux industrialisés pour la collecte des fonds et pour leurs campagnes populaires ont chevillé leur travail à l'attrait qu'exercent les grands animaux à fourrure – la dénommée «mégafaune charismatique» – et à des photographies à sensation de baleines harponnées, de bébés phoques abattus ou d'éléphants massacrés. Puisqu'ils s'appuient sur un sentiment d'indignation, culturellement acquis, du grand public, ils ont consciemment et inconsciemment disposé leur agenda de façon à se conformer à ces perceptions culturelles.

Les peuples indigènes ont énormément souffert des effets de ces œillères culturelles. Dans l'Arctique, en particulier, où les températures sont trop basses pour l'agriculture, la chasse, l'abattage d'animaux ont été les fondements du mode de vie des autochtones. L'interaction avec le monde extérieur a inévitablement attiré ces peuples dans le marché international, et ils en sont ainsi venus à dépendre largement du commerce de peaux et de fourrures comme moyen d'existence. Mais les conservationnistes et d'autres militants plus récents des droits des animaux ont mené des campagnes réussies pour mettre fin à ce commerce. En commençant par les espèces classées comme menacées, mais en étendant par la suite leurs campagnes à tous les animaux à fourrure, les environnementalistes sont parvenus à réduire substantiellement ce commerce et ont, par conséquent, pratiquement détruit le mode de vie de ces peuples. Le résultat en a été une augmentation massive de la dépendance vis-à-vis des programmes d'assistance, l'effondrement des structures familiales, l'alcoolisme, les divorces, l'absentéisme, les suicides, et l'émigration chez des peuples dont la conception de la nature ne s'est pas accordée avec les vues occidentales, même si de profondes croyances religieuses y résonnent du respect des esprits des animaux.



Le projet Iwokrama au Guyana

L'un des projets de la Global Environment Facility (GEF) qui affectera des peuples indigènes est le programme portant sur la forêt tropicale humide Iwokrama, qui embrasse une zone de 360 000 hectares de forêt en Guyana centrale, entre les savanes du Rupununi et l'Essequibo. L'idée du projet était de réserver la moitié de la zone pour la consacrer à une exploitation forestière expérimentale, afin d'établir les critères d'une sylviculture durable, tandis que l'autre moitié serait protégée avec plus de soin et «passée au peigne fin» comme zone d'étude pour de nouveaux produits pharmaceutiques à base de plantes. Ce projet fut initialement attaqué par des ONG locales et internationales pour son incapacité à prendre en compte les besoins et les droits des Amérindiens qui habitent la zone en question et vivent de ses ressources. D'autre part, le projet répondait-il vraiment aux priorités de sauvegarde de l'environnement du pays, et ne risquait-il pas plutôt d'absorber toute sa — faible — capacité institutionnelle à traiter des affaires d'environnement? Ne risquait-il pas aussi de détourner l'attention de problèmes plus cruciaux, comme la nécessité d'une réglementation efficace de l'exploitation forestière et minière, la mise en œuvre d'une étude de l'impact social et des effets sur l'environnement des futures routes en provenance du Brésil, la défense des droits des Amérindiens sur leurs terres, ou le combat à mener contre les épidémies de malaria et de choléra? Un vigoureux projet sur les «biotechnologies et biofuturs» fondé sur un relevé détaillé des connaissances des Amérindiens concernant les plantes, ne prévoyant aucune disposition pour protéger leurs droits de propriété intellectuelle, suscitait une autre inquiétude. Les sponsors internationaux du projet accordèrent une attention très sérieuse à ces inquiétudes et le projet révisé propose désormais des mesures pour traiter chacun des problèmes évoqués — reste à savoir s'il s'agit des réponses appropriées.

La forêt réservée au projet Iwokrama comprend une population assez dispersée, même pour le Guyana, mais la zone entière a été revendiquée par les Indiens makuxi en 1966. Bien que cette revendication n'ait pas été soutenue par la Commission des terres – sous prétexte que la zone était trop grande pour que des Amérindiens puissent la développer et l'administrer – et qu'une zone plus petite leur ait été attribuée en 1976, certains Makuxi et d'autres Amérindiens continuent d'utiliser la zone la plus grande pour l'élevage, la chasse, la pêche, l'abattage de bois pour la communauté et l'exploitation minière à petite échelle.

Depuis que l'administration du Commonwealth et les différents sponsors ont été avertis par les protestations des ONG des conséquences sociales du projet, il y a eu un bon nombre de missions pour consulter les populations locales. Pourtant, alors que celles-ci ont aujourd'hui le sentiment que leurs soucis ont été entendus et que le projet va être modifié en conséquence, la position officielle reste que le projet «devra prêter une attention particulière à la participation des populations locales dans le développement futur» et que ses «suggestions devront être prises en compte» (31).

Les Amérindiens de la région espèrent que le projet leur apportera, en retour, de vrais bénéfices. À brève échéance, ils espèrent que le projet leur donnera du travail si l'on a besoin d'eux pour repérer les arbres et pour donner des informations tirées de leurs savoirs sur les plantes. Le programme devrait aussi stimuler le commerce d'artisanat. À plus long terme, ils espèrent que les membres plus jeunes de la communauté bénéficieront d'une formation donnée par les scientifiques de passage, qui pourrait leur permettre de prendre en main la gestion de la zone. Ceci, pensent-ils, les aidera à être reconnus comme membres à part entière de la société guyanaise, et en même temps, l'attention portée à l'utilisation tradition-

---

(31) NRI, 1993, *The Commonwealth and Government of Guyana Iwokrama Rainforest Programme : Executive Summary*, Phase I Site Resource Survey, National Resources Institute, Chatham, Royaume-Uni, p. 7.



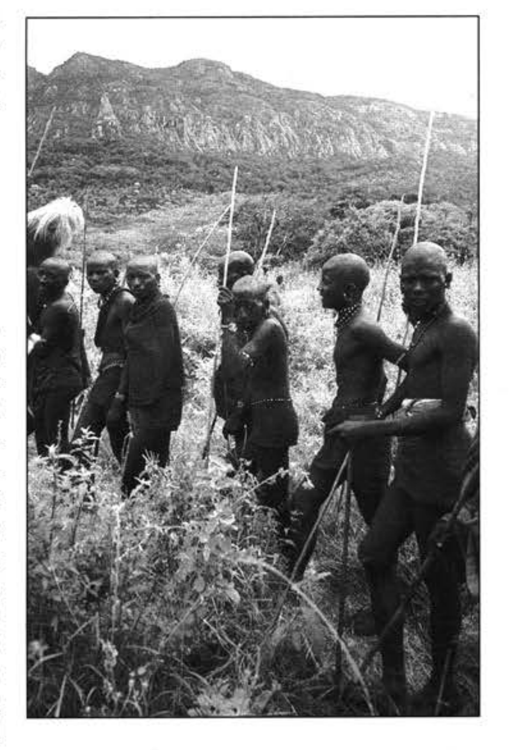
nelle de la forêt et à leur savoir botanique leur permettra de préserver une continuité culturelle, en incitant les jeunes générations au respect de la connaissance traditionnelle des anciens.
Pour que le projet fonctionne bien, les Amérindiens font remarquer que certaines conditions devront être remplies. Le programme doit d'abord contribuer à définir les frontières des zones indigènes en les démarquant effectivement. En outre, les Amérindiens doivent avoir des droits clairement établis leur permettant de continuer à chasser à des fins non commerciales, dans la réserve. Des postes de garde efficaces, coordonnés par radio, devraient être installés aux entrées de la réserve pour en contrôler l'accès. Une zone de forêt suffisante devrait être réservée pour fournir du bois à la scierie de la communauté. Une partie du profit tiré de tout produit pharmaceutique ou médicinal développé à partir de la recherche ethno botanique doit être placée dans un fonds de développement destiné aux communautés indigènes. Toutes ces questions doivent faire l'objet de contrats écrits, afin d'assurer la protection des intérêts des Amérindiens.

Beaucoup de sources de mécompréhension

Comme cette étude a tenté de le faire clairement apparaître, les peuples indigènes affrontent quatre problèmes majeurs, inhérents à l'approche conservationniste classique. En premier lieu, la plupart des conservationnistes ont placé la préservation de la nature au-dessus des intérêts des êtres humains. Deuxièmement, leur conception de la nature a été façonnée par une représentation culturelle de la nature sauvage, en complète contradiction avec la vision cosmique de la plupart des peuples indigènes. Troisièmement, les conservationnistes ont recouru, pour régler les interactions de l'homme et de la nature, à l'autorité d'État. Enfin, last but not least, la perception des indigènes par les conservationnistes a été teintée des mêmes préjugés que ceux auxquels sont confrontés les peuples indigènes partout ailleurs. Le résultat, on l'a vu, est que la marginalisation des populations indigènes a en quelque sorte quadruplé sous l'effet des exigences des conservationnistes.
Il est tout aussi clair que ce qui leur a été imposé constituait une violation des normes internationalement reconnues, particulièrement de celles qui concernent les droits indigènes à la terre et à une juste compensation en cas de déplacement forcé pour des raisons d'intérêt national. Les normes élaborées à propos du contrôle indigène sur l'utilisation des terres et à propos de l'autodétermination ont également été régulièrement violées.
La prise de conscience, par la communauté conservationniste, du fait que le respect des droits des peuples indigènes n'est pas seulement affaire de pragmatisme mais aussi question de principe a été longue à venir. Pourtant, il est de plus en plus évident, à mesure que le modèle de conservation que représente la zone protégée s'avère non viable de quelque manière qu'on le prenne, qu'il faudrait davantage prendre au sérieux des approches plus radicales de la conservation de la nature, fondées sur des processus de prise de décision fonctionnant de la base au sommet, et non l'inverse.

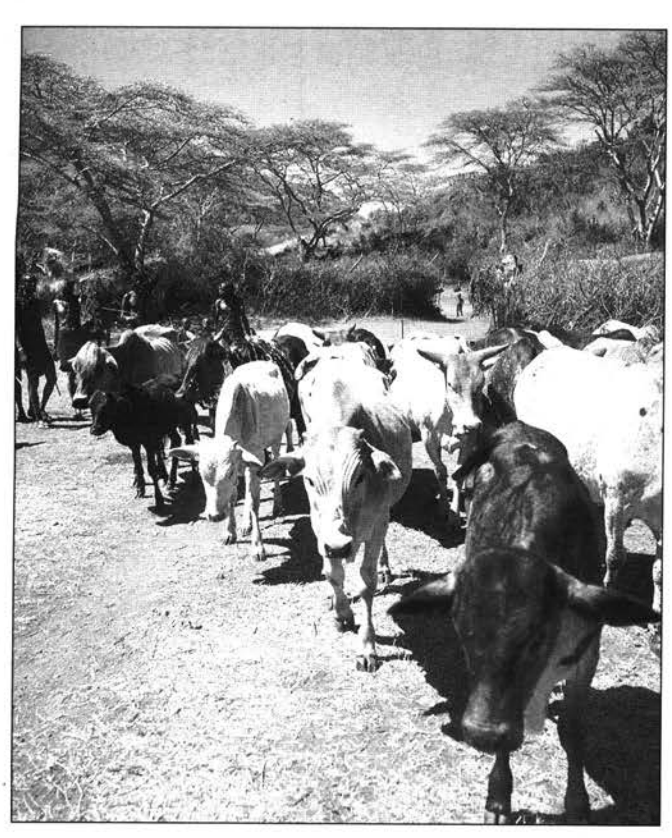
Reconnaître les droits des peuples indigènes

Il est temps que les conservationnistes, lorsqu'ils travaillent sur des zones habitées par des peuples indigènes, partent de l'idée qu'ils traitent avec des peuples détenant des droits légitimes à la propriété et à l'utilisation de leurs ressources naturelles. La création des zones protégées pourrait bien ne pas être l'option la mieux appropriée dans de telles circonstances, car, dans la plupart des cas, les droits de propriété indigènes sont niés par la législation. Cependant, il peut y avoir des cas — en particulier dans les pays qui ne respectent pas les traditions indigènes ou leurs droits fonciers — où la création de zones protégées offre le seul moyen légal disponible pour garantir les droits indigènes d'occupation et d'usage des terres, sinon leur propriété.
Pourtant, il y a un risque que le pendule n'aille trop loin dans l'autre sens, c'est-à-dire jusqu'à l'idée qu'une fois qu'une zone se trouve sous propriété et contrôle indigènes, le problème est réglé, et que tous les systèmes indigènes d'utilisation des ressources sont intrinsèquement durables. Ce n'est évidemment pas le cas. En effet, bien des communautés indigènes sont parfaitement conscientes du fait que, à mesure que les pressions extérieures sur les terres s'intensifient et que leur propre organisation économique et sociale se transforme pour s'adapter à leur intégration accrue à l'économie de marché, elles doivent élaborer de nouveaux mécanismes pour le contrôle et l'utilisation de leurs ressources. Des écologistes, des chercheurs en sciences sociales, des juristes et des conseillers économiques peuvent contribuer, par leurs connaissances, à aider ces communautés à accomplir cette transition difficile. Leur rôle, toutefois, est de se comporter en conseillers des entrepreneurs indigènes plutôt qu'en directeurs de leurs entreprises.
En Amazonie, par exemple, la pratique qui consiste à recruter des conseillers techniques pour les organisations indigènes a déjà 20 ans d'existence, et elle a conduit à des succès remarquables en protégeant certaines terres de toute intrusion de l'extérieur. Le succès est moindre, en revanche, en ce qui concerne la mise en place de systèmes de gestion des ressources qui soient véritablement «durables» tout en permettant la production d'un excédent pour le marché.



Accepter des fonctionnements différents

L'aspect le plus difficile du travail avec les indigènes a sans doute été l'identification de leurs institutions, par lesquelles la médiation avec les instances extérieures pouvait être le mieux assurée. Beaucoup de peuples indigènes ont rencontré des problèmes similaires au moment de décider quelles institutions devaient être investies de l'autorité pour gouverner leurs nouvelles activités, que celles-ci fussent orientées



nellement tiré leurs fonds de l'*establishment* et elles ont cherché à imposer leurs vues à travers le pouvoir de l'État. La mondialisation de la conservation ne fait qu'aiguiser cette tendance. Des consultants conservationnistes très motivés en viennent à occuper à l'intérieur de l'État l'espace politique que les représentants indigènes s'étaient efforcés d'occuper eux-mêmes; les institutions *ad hoc*, cherchant à obtenir des missions lucratives comme consultants et des projets à réaliser, conforment leurs méthodes de gestion aux exigences des agences internationales qui les financent plutôt qu'à celles des communautés indigènes dont elles cherchent à conserver les territoires. Alors que des budgets substantiels pour la conservation sont ainsi dilapidés dans des systèmes de cartographie par satellite, dans l'achat d'hélicoptères, de jeeps, de bureaux et dans des salaires de fonctionnaires, les peuples indigènes sont de plus en plus marginalisés par rapport aux instances de décision.

Il importe donc de trouver les moyens de rendre les organisations de conservation responsables devant ce qui joue pour elles le rôle de mandants peu communs — les peuples indigènes — de telle façon qu'elles soient obligées de traiter les préoccupations de ces peuples avec tout le sérieux auquel elles ont droit. L'expérience du Canada, de l'Australie et de l'Amazonie suggère déjà que cela ne pourra se produire qu'à travers une mobilisation des peuples autochtones eux-mêmes. Ces cas montrent aussi qu'il y a des raisons de garder l'espoir d'un dénouement heureux. Réconcilier l'autodétermination des indigènes avec des objectifs de conservation est possible à condition que les agences de conservation cèdent leur pouvoir à ceux qui sont actuellement marginalisés par les pratiques de développement et de conservation qui ont cours.

Si les conservationnistes doivent retenir — à nos yeux — une leçon de tout ce qui précède, c'est ceci : les décisions concernant la conservation de la nature sont par définition politiques — elles concernent l'exercice du pouvoir de décider des finalités de l'utilisation des ressources naturelles rares. Au bénéfice de qui ces ressources doivent-elles être utilisées ou conservées? Qui détient l'autorité requise pour prendre de telles décisions? Qui a le pouvoir de les contester? À qui l'autorité sur les ressources naturelles doit-elle être confiée pour assurer qu'elles seront gérées avec prudence et pour le bien des générations futures?

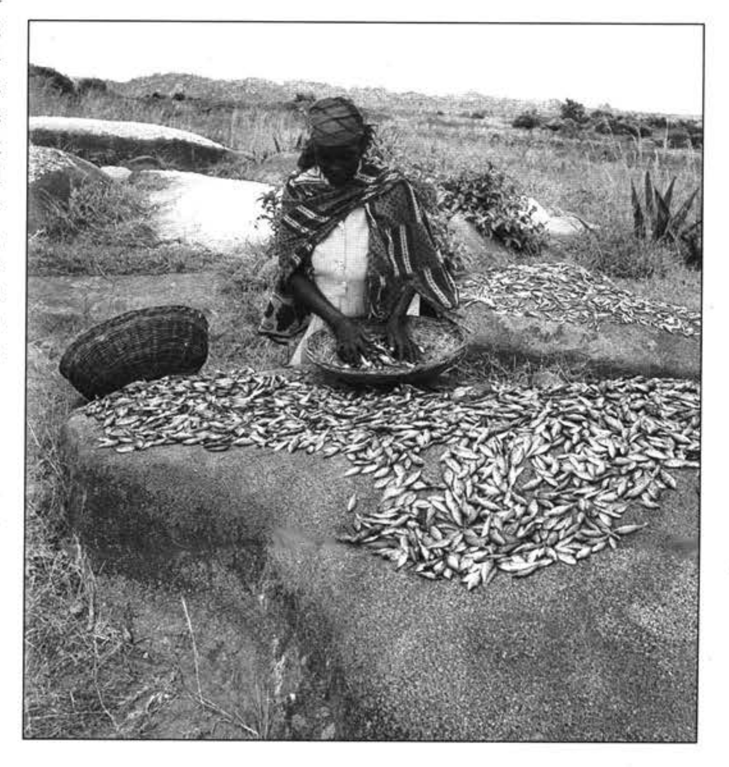
Marcus COLCHESTER ■

L'auteur, britannique, est anthropologue, membre du World Rainforest Movement, de Foest Peoples Programme.

Ce texte est extrait de *Salvaging Nature, Indigenous Peoples, Protected Areas and Biodiversity Conservation*, DP 55, 1995, Institut de Recherche des Nations unies pour le développement social, Genève. Il a été traduit de l'anglais par Jean-Claude Monod, pour la revue *Ethnies*, n°24-25, dont le dossier «Nature sauvage, nature sauvée, écologie et peuples autochtones» présente de nombreuses contributions sur cette question. Cette revue est publiée par *Survival International*, 45, rue du Faubourg-du-Temple, 75010 Paris, tél : 01 42 41 47 62.

vers la conservation ou vers le marché. En particulier dans les sociétés acéphales telles que celles des Indiens d'Amazonie et des groupes pygmées d'Afrique centrale, l'absence d'autorités centrales crée des problèmes complexes lorsqu'il s'agit d'obtenir des engagements, entre eux ou avec des étrangers. D'autre part, le risque que présentent des sociétés plus centralisées et plus hiérarchisées est d'attribuer une autorité indue à leurs chefs et d'attiser par là même des conflits d'intérêt au sein des communautés. Aucune généralisation ne peut être faite sur ces questions, sinon que c'est aux peuples eux-mêmes d'en décider.

Le problème vient de ce que les grandes organisations chargées de la conservation sont tirées simultanément dans deux directions opposées. D'une part, leur expérience de terrain leur montre qu'il est bon de confier le contrôle de la terre et des ressources naturelles aux institutions des peuples indigènes. D'autre part, la mode actuelle qui consiste à traiter les questions d'environnement comme des problèmes mondiaux encourage les interventions étatiques et internationales. Comme la conservation devient une préoccupation mondiale, des fonds substantiels sont mis à la disposition des organisations pour mettre en œuvre et gérer les projets de zones protégées dans les pays du tiers-monde; elles doivent agir comme consultants des agences de développement qui ont la responsabilité de gérer l'environnement mondial. Le risque principal pour les indigènes réside dans le renforcement des tendances autoritaires et verticales de la gestion. Les organisations de conservation ont tradition-





Forêts : bâtir sans se détruire

Le 4 avril, les Amis de la Terre et Robin des Bois ont lancé une campagne pour la sauvegarde des forêts tropicales intitulée «bâtir sans se détruire». Cette campagne, à destination des collectivités locales, demandent aux élus de vérifier au niveau de leur consommation de bois qu'ils n'utilisent pas des espèces menacées de disparition. Pour cela, avec le soutien des citoyens et d'autres associations, ils demandent que lors des commandes publiques soit précisé ce critère au sein d'autres préoccupations environnementales. Pour en savoir plus :

• *Hélène Ballande, Les Amis de la Terre, tél : 01 48 51 32 22.*

• *Jean-Pierre Edin, Robin des Bois, tél : 01 48 04 09 36.*

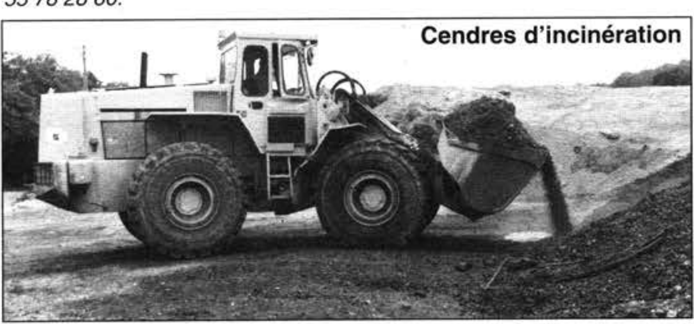


▲ Animaux : tapis de souris

Pour travailler sur son ordinateur, dans un décor champêtre, la PMAF, Protection mondiale des animaux de ferme, vous propose un tapis de souris «vachement» bien au prix de 45 F frais de port inclus. *PMAF, 4, rue Maurice-Barrès, 57000 Metz, tél : 03 87 36 46 05.*

▼ Dioxines

● **500 000 tonnes de cendres sous les routes.** Le CNIID, Centre national d'information indépendante sur les déchets, a mis la main sur un rapport du ministère de l'environnement sorti (et enterré) en mars 1997, juste au moment du changement de gouvernement. Ce rapport porte sur les cendres d'incinérateurs. Alors qu'un incinérateur peut légalement rejeter 600 ng (nanogramme ou milliardième de gramme) par an dans l'air, il peut en rejeter 2500 ng dans ces cendres... par tonne de déchets brûlés. Ces cendres contaminées sont «valorisables» dans les travaux routiers (depuis 1994, on ne peut les utiliser à moins de 30 m d'un cours d'eau, timide protection). Le CNIID a ainsi retrouvé de ces cendres sur des pistes forestières de Tronville (Meuse), ou même dans des champs comme amendement à Pluzunet (Côtes-d'Armor)... Le plus gros part en fait pour les routes, particulièrement en région Ile-de-France. Le 4 avril, le CNIID a demandé un traitement pour ces cendres et rappelle que le seul moyen d'éviter les dioxines est de ne pas en produire, ce qui supposerait au minimum l'interdiction des usages jetables du plastique. Contact : *CNIID, 51, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75011 Paris, tél : 01 55 78 28 60.*


Cendres d'incinération

● **Réponse ubuesque.** Le 6 avril, le ministère de l'environnement a répondu au CNIID qu'il n'y avait aucun mal à disperser les cendres sur des sols dont les concentrations sont dans les mêmes proportions de concentration en dioxine. Le CNIID lance donc cette annonce : les industriels encombrés par du cyanure peuvent le déverser dans le Danube à la même dilution que la récente pollution, les industriels qui ne savent que faire de leurs nitrates peuvent aller doubler les doses en Bretagne, ceux qui ont du plomb peuvent aller doubler les doses autour des usines de recyclage de batteries, pour les déchets pétroliers, visez les plages de l'Ouest, pour les déchets radioactifs les plages de La Hague, enfin, pour le trop-plein de désinformations, les services du ministère de l'environnement.

Nouvelle loi sur la chasse

Dominique Voynet a présenté au vote de l'Assemblée nationale un nouveau projet de loi sur la chasse qui s'appuie en grande partie sur les négociations menées ces derniers mois entre les chasseurs et les associations de protection de la nature. Si quelques points positifs sont à noter (interdiction de la chasse le mercredi... ce qui était déjà le cas dans de nombreux départements), la plupart des dispositions font la part belle aux chasseurs qui, jusqu'au dernier moment, ont menacé les députés. La loi prévoit des dérogations dans de multiples domaines : chasses de nuit (en totale contradiction avec la directive européenne sur la reconnaissance des espèces), chasse à la colombe... Un amendement «Bonrepaux» du nom du député de l'Ariège, vise à capturer les animaux sauvages jugés dérangeants (loups, ours, lynx) ce qui constitue un retour en arrière considérable dans la protection de la nature en France. La loi ne dit rien sur les dates de chasse, pour ne pas être une nouvelle fois en infraction avec les directives européennes et les chasseurs ont eu la promesse qu'un décret leur accorderait des dérogations. Les socialistes, avec la complicité de Voynet, continuent donc à obéir aux quelques centaines de milliers de chasseurs au détriment des millions d'autres utilisateurs de la campagne qui ne chassent pas.

Stéphane Pocrain, porte-parole des Verts a publié dans Vert-Contact, hebdomadaire des Verts, ce petit texte concernant la loi Voynet sur la chasse :

«Je l'avoue, je viens à ma page blanche avec plus d'incertitudes que de vérités. Comme les députés Verts sont venus au vote de la loi Voynet sur la chasse avec plus de réalisme que d'enthousiasme. Car chacun comprendra bien qu'en dépit des quelques avantages obtenus, la loi adoptée n'est pas la nôtre. Elle ne l'est plus depuis que les députés ont choisi de légaliser la chasse de nuit dans vingt départements, de mettre un terme à la réintroduction de l'ours dans les Pyrénées, ou de confier aux fédérations de chasse la gestion des indemnisations de dégâts de gibier. Le compromis initial a été dénaturé en séance par ce que l'on peut nommer poétiquement les dures lois du clientélisme. Pourquoi dès lors avoir voté cette loi ?

«Plus un chapeau est mou, plus on le mange facilement» dit la sagesse Verte. «Il faut parfois savoir plier pour ne pas rompre» répond la sagesse de la gauche plurielle. Entre les deux aphorismes, toute la difficulté de la période se trouve résumée par un principe élémentaire de mécanique des forces : tout corps plongé dans une coalition gouvernementale subit des pressions contradictoires dont il faut bien se dépatouiller. Application pratique et épineuse : comment contraindre nos partenaires de la gauche plurielle à voter la loi Voynet si les députés Verts eux-mêmes ne la votent pas ? Equation insoluble. Alors, des heures durant, nos députés font et refont leurs comptes avec la ministre : la loi risque, nous dit-on, de ne pas passer à quelques voix près. Comment expliquer, en cas de rejet, que les voix des Verts aient pu manquer à Dominique Voynet ? En conscience, les députés Verts choisissent donc de voter le texte pour éviter de transformer une bataille à l'issue incertaine en Waterloo parlementaire. Car si l'adoption de cette loi en l'état n'est pas notre victoire, son rejet par le Parlement aurait assurément été notre défaite.

C'est ainsi que la posture critique s'est effacée devant l'exigence de solidarité. Voilà comment les Verts vinrent au vote et durent, en quelques heures, faire volte-face et justifier leur retournement. Se dédire sans se contredire ? Un exercice de funambule sur la ligne de crête de nos contradictions. Sous nos pieds, l'abîme des volontés avortées. Devant nous ? La nécessité jamais rassasiée de faire la preuve de l'utilité des Verts pour transformer la société dans une cohabitation de combat».



Transports

● **Vélo : l'engin le plus efficace du monde.** *Sciences & Vie Junior* de décembre 1999 a fait un bilan du siècle en sélectionnant l'engin le plus efficace du monde. Résultat : c'est le vélo ! Son rendement est compris entre 81 et 98,6 %. Par comparaison, un moteur de voiture n'a un rendement que de 35 % environ, celui de nos muscles est de l'ordre de 30 %. Avec la même énergie, un cycliste va trois fois plus loin qu'un piéton et quarante fois plus loin qu'un automobiliste.

● **Le mythe de la voiture propre.** Les premières voitures à air comprimé ont commencé à être fabriquée à Carros, près de Nice, en mars 2000. Ces voitures sont présentées comme propres par son concepteur Guy Nègre. Enorme mensonge : si la voiture est sans émission pendant qu'elle roule, il a bien fallu comprimer l'air avant pour que cela marche. L'air comprimé est peut-être une variante intéressante de la voiture électrique (voiture moins lourde donc moins chère), elle pollue à chaque plein d'air, sauf si demain cet air était comprimé par des énergies renouvelables (même problème que la voiture électrique). Et même ainsi, cela ne résout pas les questions environnementales liées à la place que prend la voiture dans nos sociétés.


Manif à Lyon
1er avril 2000

Fête du vélo : 3 et 4 juin ▲

La fête du vélo aura lieu les 3 et 4 juin dans le maximum de communes. La coordination de cette fête est assurée par la *FUBicy, fédération des usagers de la bicyclette, 4, rue Brûlée, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 75 71 90.*

Marée noire 

● **Armée pollueuse.** L'armée, que nous payons avec nos impôts — alors qu'ici ce devrait être Total — cultive son image de marque en nettoyant les plages. C'est oublier un peu vite que c'est elle qui consomme le plus de carburant.

● **Dégazages clandestins.** Rien que du 18 au 23 février, les gardes-côtes ont repéré 39 pollutions par dégazage de pétroliers ou de cargos entre Ouessant et la Gironde. Seuls trois pris en flagrant délit ont pu être verbalisés.

● **Total joue la montre.** L'Erika continue à fuir. Total continue d'étudier les méthodes possibles pour aller pomper le fuel qui est resté dans les cuves de l'Erika. Environ 50 % de la cargaison est encore dans le bateau. Le pompage a été annoncé pour avril, pour mai, pour juin...

● **Total : aucune inculpation.** Le 11 avril, un rapport d'expertise est sorti, innocentant aussi bien Total que l'armateur. Si le bateau s'est cassé, ce serait uniquement la faute à l'équipage qui n'a pas détecté une fissure en-dessous de la ligne de flottaison. Aussi incroyable que cela puisse paraître, seul le capitaine de l'Erika est pour le moment inculpé. Pendant ce temps, Total a passé un accord avec le gouvernement prévoyant «de limiter les informations et documents confidentiels» et déresponsabilisant Total si celui-ci n'arrive pas à pomper le fuel restant dans l'épave. Vous avez dit démocratie ?

● **Crame ta bagnole !** C'est ce qu'ont pu lire sur une banderole les manifestants du 5 février à Nantes. Eh oui, au fait...



● **La totale.** Deux chanteurs toulousains, les JLM's viennent d'enregistrer une chanson sur la marée noire (3 mn). Les bénéfices seront reversés à Greenpeace. On peut se le procurer en téléphonant au *06 80 22 77 96.*

Pyrénées

Vallée d'Aspe

● **Victoire pour la Goutte d'eau.** Après la grève de la faim de six personnes dont Eric Pétetin, commencée le 15 mars, le Réseau ferré de France a fait marche arrière début avril annonçant qu'il arrêtait la procédure d'expulsion contre les occupants de la gare de Ceytte-Eygun. L'arrêt de la procédure garantit plusieurs années de répit pour les locataires et opposants à l'autoroute.

● **Bataille de chiffres.** Les opposants à l'autoroute ont réussi à collecter différents documents qui chiffrent le projet. Le coût du seul tronçon Pau-Oloron (30 km) était estimé à 1300 millions en 1993, 2800 millions aujourd'hui, le coût du tunnel du Somport est passé de 370 millions en 1993 à 497 millions aujourd'hui, la liaison entre les deux, en vallée d'Aspe, rien qu'en élargissant la RN134 (38 km), était estimée à 250 millions en 1991, plus de 1000 millions aujourd'hui. Le total, sans autoroute en vallée d'Aspe, atteint donc déjà 4297 millions. Or la loi LOTI dit qu'au-delà de 545 millions, il faut étudier les alternatives ferroviaires et maritimes ainsi que d'autres parcours routiers. Ce qui n'a jamais été officiellement fait. La SNCF a chiffré le coût de la remise en service de la liaison ferroviaire Pau-Canfranc : 441 millions de francs ! Elle a aussi chiffré la mise à la norme européenne de l'ensemble de la ligne entre Pau et Saragosse (écartement des rails à revoir côté espagnol) à 1528 millions de francs, soit trois fois moins que l'option route.

Dunkerque

pollution de l'air

Selon l'Observatoire régional de la Santé, c'est la région de Dunkerque (Sollac, Fort-Mardyck, Saint-Pol-sur-Mer, Grande-Synthe) où le taux de cancers des voies aéro-digestives est le plus élevé en France. Dans le collimateur : le groupe Usinor, Tioxide (accident à Calais en septembre 1999), les incinérateurs (avec un projet à Dunkerque). L'Adelfa, fédération d'association de défense de l'environnement s'inquiète également de la pollution des nappes phréatiques par les métaux lourds, de la présence détectée de plutonium dans les canaux de rejets de Graveline, sur les épandages de boues portuaires polluées, et l'emploi de plus en plus courant d'intérimaires dans la grande industrie, autant de sources possibles de cette montée des cancers. *(source : La voix du Nord, 25 février 2000)*

Marseille

décharge d'Entressen

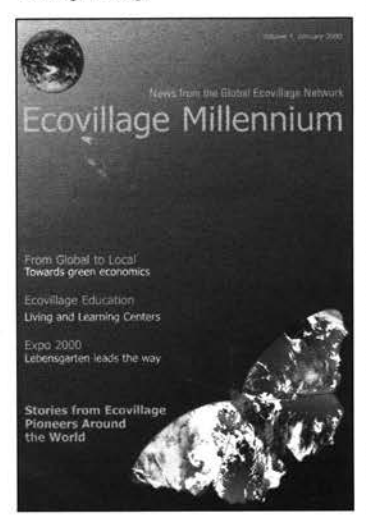
Situation incroyable, mais la décharge d'Entressen, 80 hectares sur la commune de Saint-Martin-de-Crau, fonctionne depuis 1902 et accueille chaque jour 1200 tonnes de déchets provenant de la région marseillaise. Le 6 octobre 1999, soit après 97 ans de fonctionnement, la préfecture a autorisé l'exploitation de la décharge ! L'association Ecolog'Istres a déposé un recours devant le tribunal administratif car cette autorisation plus que tardive n'a qu'un but : poursuivre le fonctionnement de la décharge au-delà de 2002, date à laquelle les décharges seront interdites sans tri et valorisation des déchets préalables. *(source : La Provence, 15 décembre 1999)*

Le Nef : progression quand même !

Malgré l'accusation de secte qui a brisé l'élan qui devait permettre de transformer la Nef de société financière en banque dès 1999 (voir n°257), la future banque alternative continue sa progression : augmentation de capital de 50 % (27,2 MF), augmentation du nombre de projets soutenus de 73 % (109 prêts), progression des crédits de 99 % (29 MF pour 1999, 69 MF en cours). On notera toutefois une évolution risquée de la Nef. Celle-ci a modifié ses statuts en cours d'année, donnant naissance au sein du capital, à un collège «institutionnel» qui permet d'ouvrir le capital à de grosses structures comme le Crédit Coopératif (11 millions) et la MACIF (2 millions). Même si ce collège restera statutairement toujours minoritaire devant celui des sociétaires (4000 au début de l'année), une telle entrée d'argent peut conduire à une dérive... Il n'est que voir ce que sont devenues les mutuelles et une fédération d'associations qui au début du siècle s'appelait le «Crédit agricole». Autres évolutions : dès sa première année, le compte épargne nature a collecté 7 millions de F (pour 259 comptes), mais cette démarche novatrice a été freiné à la suite du rapport, comme pour toutes les autres activités de la Nef. Cet été, la Nef devrait déménager à Lyon et quitter son cadre rural, afin de faciliter sa communication. La transformation en banque, n'est pour cette année, plus à l'ordre du jour, la Nef devant reprendre son souffle après une année de turbulences ayant entraîné un frein dans la constitution du capital. Afin d'éviter de nouvelles mésaventures, la Nef a décidé de faire appel à ses sociétaires pour développer un réseau de correspondants bénévoles chargé de favoriser le dialogue au niveau local. Ce réseau complétera le travail des 20 salariés actuels dont seuls trois actuellement sont chargés du contact sur le terrain. *La Nef, 46, rue de la Burge, 03160 Bourbon l'Archambault, tél : 0 811 90 11 90.*

▼ Ecovillage : un tour d'horizon

La coordination Global Ecovillage Network vient de publier (en anglais) «Ecovillage Millenium» qui présente en 44 pages l'histoire des premiers écovillages dans le monde, une quarantaine seulement. Disponible auprès de *GEN International, Skodsborgvej 189, 2850 Naerum, Danemark, site : www.gaia.org.*



Ecole Bonaventure : un camion !

Bonaventure est une association qui regroupe des enfants, des parents, des professionnels pour animer une «république éducative» en dehors de l'éducation nationale (voir silence n°215). Ce projet qui vit depuis 7 ans vit sans subvention aucune, l'autonomie économique passant par des adhésions et des appels à l'aide. Début 2000, le camion (9 places) pour transporter les enfants a rendu l'âme (13 ans, 200 000 km). Une collecte est lancée pour en racheter un autre. On peut envoyer ce qu'on veut à : *Bonaventure, 35, allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges-d'Oléron.*

Systèmes d'échange locaux

● **Rencontre inter-SEL.** Une rencontre inter-SEL se tiendra à Salvagnac (près de Gaillac, dans le Tarn) du 25 au 29 août. On peut en savoir plus en prenant contact avec le SEL 81 au *05 63 33 51 60 (M. et Mme Funel).*

● **Ecole différente et SEL.** L'un des inconvénients des écoles différentes est l'obligation pour les parents de payer une partie ou la totalité de la scolarité, et souvent de mettre la main à la pâte. Plusieurs enseignants essaient de réfléchir à un mode de fonctionnement d'une école différente gratuite par un fonctionnement au sein d'un SEL, système d'échange local. En passant par le SEL, des parents qui n'auraient pas le temps ou l'argent pour s'investir dans l'école, pourraient aider en proposant des biens ou services dans le SEL dans d'autres domaines. Pour essayer de mieux cerner cette idée et la concrétiser, un appel est lancé en direction de ceux qui veulent y réfléchir. Contacter : *Corinne Blanc, Domaine de Tayolle, 84320 Entraygues, tél : 04 90 23 38 90.*

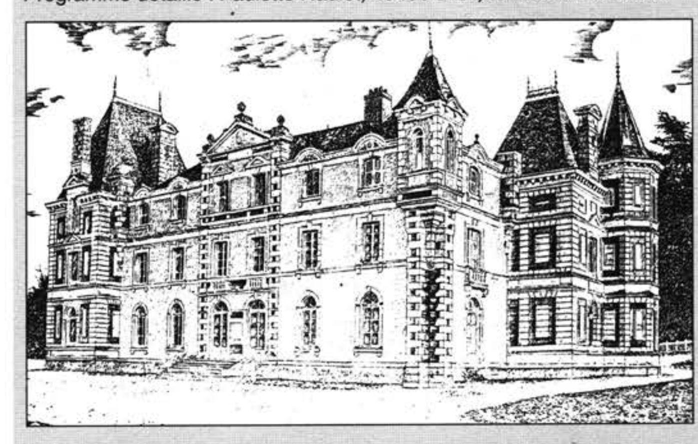
● **Amiens : création d'un SEL.** Une première réunion pour la création d'un SEL, système d'échange local, se tiendra à Amiens, salle Dewailly, le vendredi 26 mai à 20 h. Renseignements : *Lionel Monti, Optim, BP36, 80170 Rosières, tél : 03 22 85 85 83.*

Espéranto



● **Petite phrase.** *«L'espérantisme a toujours eu pour objectif de rapprocher les hommes par delà leurs différences raciales, culturelles et linguistiques et j'estime que, dans le monde troublé et dangereux qui est le nôtre, cette philosophie doit plus que jamais prévaloir. L'espéranto, considéré comme langue auxiliaire et respectant les langues et cultures nationales, me paraît avoir fait les preuves de son utilité comme le reconnaissent d'ailleurs de nombreux organismes internationaux»* Michèle Alliot-Marie, actuelle présidente du RPR lorsqu'elle était ministre des sports, avant 1996. *(source : Sat-Amikaro, janvier 2000)*

▼ **Maine-et-Loire : stages d'été.** La maison culturelle espérantiste, au Château de Grésillon, à Baugé, organise du 15 juillet au 19 août, cinq stages avec cours en langue internationale (2 ou 3 niveaux) : conférences, chant, théâtre, patchwork, yoga, découverte de la région... Programme détaillé : *Paulette Naulet, 49490 Breil, tél : 02 41 82 55 22.*



● **Loire : Journées de la solidarité.** Les Jeunes espérantistes organisent du 30 juin au 5 juillet, à Saint-Chamond (entre Lyon et Saint-Etienne), les Journées de la solidarité. Ces rencontres ont pour but d'échanger des expériences en matière de solidarité, d'offre pour le monde et pour les personnes que l'on rencontre. Programme : *JEFO c/o Clément Picard, 8, quai de Bondy, 69005 Lyon, tél : 04 72 07 04 19.*

● **Toulouse : festival d'art.** Du 5 au 9 juillet, à raison de deux à trois spectacles par après-midi (marionnettes, chansons, forums, stage de chant choral, etc.), des groupes de nombreux pays se retrouveront pour le KAFE, kultura Arta Festival d'Esperanto. Les spectacles auront lieu dans un vaste parc et sous chapiteau. Programme complet : *KAFE, Centre culturel espérantiste, 1, rue Jean-Aillet, 31000 Toulouse, tél : 05 62 48 07 19.*

● **Ariège : exploration archéologique.** Du 10 au 17 juillet, une exploration archéologique se tiendra en Ariège avec des personnes venues de plusieurs pays. Pour en savoir plus : *Claude Fressonnet, 09600 Montbel, tél : 05 61 68 17 44.*

La trame de l'underground

Petit annuaire recensant les activistes de la scène underground, musicale et militante française. Des contacts inédits, difficiles à réunir sur une mouvance mouvante. Pas mal de répétition d'adresses du fait du découpage en rubriques. Tendance anarchopunk. A commander à : *Le Rebouteux, 8, rue Saint Erhard, 67100 Strasbourg, tél : 03 88 84 73 58.*



Tee-shirts militants

L'association Enc'rage propose une série de tee-shirts militants (et peut en concevoir d'autres) sur les thèmes abordés dans la revue (nucléaire, OGM, armée, différences, etc.). On peut recevoir le catalogue : *Enc'rage, Sophie et Robert Latapy, 11, rue de l'Olivette, 34190 Ganges, tél : 04 67 73 51 10.*

Belgique

clarifier et vivre le but de ma vie

Le Chantier coopératif, au sein de l'éco-village de Terre d'Enneille, organise du 2 au 7 juillet une semaine pour vous aider à chercher le but de votre vie et ensuite comment y parvenir. Différentes méthodes vous seront proposées comme le jeu de la transformation. Groupe de 8 maximum. Inscriptions avant le 18 juin. *Chantier coopératif, Grande Enneille 102, B 6940 Durbuy, tél : 32 86 32 34 56.*

Dijon

resto végétarien

Le local, lieu de rencontre anarchiste, organise un restaurant végétarien tous les jeudis soir à partir de 20 h (prix modeste). Les soirées se poursuivent autour d'une vidéo. Contact : *Le local, 61, rue Jeannin, 21000 Dijon.*

Ariège

Ateliers de l'eau vive

Les Ateliers de l'eau vive, organisme de formation proche des idées de Steiner, organisent durant l'été des sessions sur des sujets divers dont : Pédagogie pour tous : les sens et le développement de l'enfant (15 au 20 juillet), le chemin de Goethe, la science et l'art (8 au 14 juillet). *Ateliers de l'eau vive, Chemin de la Jusles, 64110 Saint-Faust, tél : 05 59 83 04 63.*

Gard

manger bio à la cantine

Depuis 1993, les groupements de producteurs bio ont développé les repas bio en restauration scolaire et collective. Une dizaine de sites de la région ont accepté l'idée et en 1999, ce sont 300 000 repas bios qui ont été servis. Pour faire profiter d'autres régions de leur expérience, un kit «manger bio» comprenant un guide pratique pour la mise en place, 48 fiches recettes, des fiches pédagogiques sur l'alimentation, a été réalisé. Il s'adresse aux élus, gestionnaires, cuisiniers, éducateurs. Il est disponible contre 295 F + 50 F de port auprès de : *Civam, domaine de Puechlong, 30610 Saint-Nazaire-les-Gardies, tél : 04 66 77 11 12.*

Allier

festival de Chambonchard

Quinze jours après le premier festival, en juillet dernier, le gouvernement annonce l'abandon du projet de barrage sur le Cher. Résultat positif pour une lutte de plusieurs années, mais insuffisant pour garantir la vitalité de la vallée. C'est pourquoi le festival continue cette année, du 4 au 9 juillet avec des stages pratiques dans les différents secteurs de l'écologie : jardinage bio, construction en colombage, botanique, énergie solaire, peinture, sculpture-modelage, danses, écriture et chanson, massage, percussions africaines, caricature, mime, sourcier, ateliers pour enfants, etc. Fêtes en soirée, restauration bio et buvette. Pour en savoir plus : *Nature vivante, Chemin de la Cour, 03410 Domérat, tél : 04 70 64 17 48.*



Rhône

festival des Dindes folles

Le petit festival des Dindes folles se tiendra à Rivolet (près de Villefranche-sur-Saône), le week-end des 3 et 4 juin, au milieu des prés, avec de multiples scènes (25 spectacles), des stands (photo, dessin, sculpture, peinture), des jeux, des bars, des repas, etc. Programme complet : *Hippotoufer, Pierrefilant, 69640 Rivolet, tél : 04 74 67 47 51.*

Salons, fêtes, foires

● **Maine-et-Loire : Festi-Bio.** 10e édition. 27 et 28 mai. Château de Durtal. *Pionniers de la Bio, Mairie, 49125 Briollay, tél : 02 41 76 32 99.*

● **Alsace : foire écobiologique de Rouffach.** La 19e édition se tiendra du 1er au 5 juin, pour le pont de l'Ascension. Plus grosse foire bio en extérieur. 300 stands. Très nombreuses conférences touchant tous les secteurs développés dans Silence. Ambiance extrêmement chaleureuse. Thème de l'année : les Droits de l'Homme, avec l'exposition de trois de nos dessinateurs : Véesse, Lèbre et Dédé. Quelques conférences : jeudi 1er juin : une maison de la naissance en Alsace (11h), transports et développement durable (13h), mondialisation et droits de l'homme (15h) ; vendredi 2 juin : vaccinations obligatoires (11h), Tibet (11h), coût de l'arsenal nucléaire français (13h), énergies renouvelables et développement (15h), casseroles radioactives (17h) ; samedi 3 : épargne solidaire (11h), graines germées (11h) ; dimanche 4 : croissance économique et développement humain (11h), Taxe Tobin (13h), la malbouffe (13h), semences et pouvoir (15h), macrobiotique (17h), éco-village et biolopin (17h). Programme complet : Foire éco-biologique de Rouffach, 5, rue de Baer, 68250 Pfaffenheim, tél : 03 89 49 62 99.



● **Avignon : La bio dans la rue.** 4e édition. 3 et 4 juin, allées de l'Oulle. Thème de l'année : énergies renouvelables et économies d'énergie. *Avenir, 5, chemin du Miel Joli, 84140 Montfavet, tél : 04 90 32 16 70.*

● **Gers : salon d'agri bio.** 2e année. 3 et 4 juin. Terrasses du château de Lavardens. 30 exposants. *Cybèle, 32360 Lavardens, tél : 05 62 64 51 19.*

● **Gironde : Foire bio de Cadillac.** 13e édition. 4 juin. Place du marché et des remparts. 80 exposants. Bio, santé, environnement, habitat, humanitaires... Conférence sur les OGM. *Foire bio c/o Catherine Cauhape, 22, rue Martin Rey, 33550 Le Tourne, tél : 05 56 67 33 98.*

● **Cher : foire écobiologique.** 7e édition. 4 juin. Place de la mairie et rue principale de Saint-Laurent. *Mairie 18330 Saint-Laurent, tél : 02 48 51 51 07.*

● **Nord : Bio-nature.** 4e édition. 9 au 12 juin. Marq-en-Barœul. *Chantal Provost de Konepa, 28 bis, rue César Loridan, 59910 Bondue, tél : 03 20 23 02 93.*

● **Aube : foire bio-nature.** 2e édition. 10 au 12 juin. Parc de la Bêchère, Romilly-sur-Seine. *Mairie, 10100 Romilly-sur-Seine.*

● **Lot : fermes bio ouvertes.** 2e édition. 11 juin. *Lot ABNE, 46800 Saint-Matré, tél : 05 63 31 96 75.*

● **Pyrénées-Orientales : foire bio.** 8e édition. 11 juin. Espira de l'Agly. 60 exposants. *Civam Bio, 19 avenue de Grande-Bretagne, 66000 Perpignan, tél : 04 68 35 34 12.*

● **Var : foire bio de Signes.** 12e édition. 11 juin. 100 exposants. Centre-ville de Signes. *Nature & Progrès, 1601 chemin de Saint-Augustin, 83260 La Crau, tél : 04 94 57 73 57.*

● **Tarn : Biocybèle.** 18e édition. Dimanche 11 et lundi 12 juin (Pentecôte) à Rabastens. 150 exposants. Concert, spectacle, cirque. Conférences sur l'alimentation et la santé, les toilettes sèches, la maison bioclimatique, l'architecture en terre...*Nature & Progrès 34, place Courtade, 81600 Gaillac, tél : 05 63 57 60 00.*

● **Paris : foire bio.** 1ère édition. 16 au 19 juin, boulevard Ménilmontant. Marché a entrée libre, principalement nourriture, mais aussi vêtements, librairie, etc. *Alternatives Evénements, 5, résidence La Source, 91240 Saint-Michel-sur-Orge, tél : 01 69 01 57 26.*

● **Lot-et-Garonne : Festival nature gourmande.** 4e édition. 25 juin. Bazens. 80 exposants. *Civam bio 47, 271, rue de Pêchabout, 47000 Agen, tél : 05 53 77 83 52.*

● **Charente-Maritime : Naturalies d'Aytré.** 26e édition. 17 et 18 juin. 140 stands. Débats sur la mondialisation avec Attac et Confédération paysanne. *Naturalies, BP102, 17442 Aytré cedex, tél : 05 46 30 19 22.*

● **Hérault : journées éco-bâtiment.** Foire aux produits bâtiments le 18 juin à Bédarieux, place Ferdinand Fabre et salle Léo Ferré. Conférences sur les produits et les méthodes de construction. *Variance, 25, avenue Cot, 34600 Bédarieux, tél : 04 67 95 01 02.*

● **Haute-Loire : rendez-vous écobiologique.** 2e édition. 25 juin à la salle polyvalente de Chaspuzac (10 km du Puy). Thème de l'année : la santé. *Colporteur organisation, 34, route de Roderie, 43000 Aiguilhe, tél : 04 71 02 61 09.*

● **Indre-et-Loire : Journées bio.** 1ère édition. 24 et 25 juin au Prieuré Saint-Jean du Grais. 120 exposants. *Nature & Progrès, Prieuré St-Jean-du-Grais, 37270 Azay-sur-Cher, tél : 02 47 50 73 00.*

● **Jura : Tournesol.** 3e édition. 24 et 25 juin. Halle des Templiers de Dole. *Dole Ecologie, 61, rue Pasteur, 39100 Dole, tél : 03 84 72 81 32.*



Le Larzac face à l'effet «Bové»

Le Larzac est un pays de faux-semblants. A celui qui ne fait que le traverser, le causse n'offre que son aspect le plus tragique, un paysage de steppe désertique, ponctué de grands rochers tourmentés. Mais son apparente sécheresse cache une riche activité humaine, une activité militante initiée hier par la lutte contre l'extension du camp militaire, et poursuivie aujourd'hui par celle contre la globalisation de l'économie et la marchandisation de la vie.

La percée médiatique de José Bové a de multiples mérites dont l'un est de relancer le débat sur ce qu'est la non-violence.

Depuis l'été dernier, José Bové est le Larzacien le plus célèbre. Sa notoriété est aujourd'hui internationale. Depuis la retentissante affaire du McDo de Millau, la campagne qu'il mène contre la «malbouffe» et pour une agriculture paysanne apparaît comme un modèle d'éducation populaire. Il a réussi à faire saisir à des millions de citoyens à travers le monde le rapport de causalité directe entre les décisions de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et la vie de chacun. Car dénoncer la «malbouffe», c'est aussi faire le procès d'une agriculture productiviste assoiffée d'engrais et de pesticides, dévoreuse d'énergies non renouvelables, pollueuse des nappes phréatiques, jouant aux apprentis sorciers par le recours aux organismes génétiquement modifiés (OGM). Mais c'est aussi démonter le mécanisme d'une mondialisation libérale qui sacrifie la sécurité alimentaire des populations à la voracité des multinationales. Par l'écho que son action continue de susciter, José Bové apparaît aujourd'hui comme le «leader» incontesté du réveil de la conscience citoyenne.

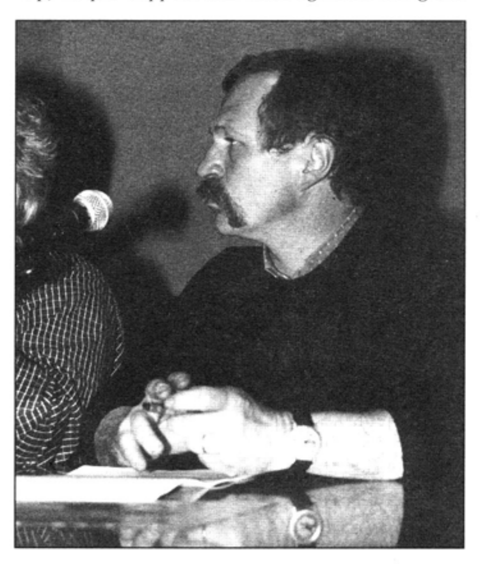
Vous avez dit leader ?

Or, depuis longtemps sur le Larzac, on pense, on décide et on agit ensemble. C'est qu'on se méfie justement des «leaders»... C'est la raison pour laquelle si certains ici ont apprécié la mise en valeur d'un Larzacien à travers les actions McDo et Seattle, d'autres ont pu être agacés par cette focalisation sur une seule personne.

Mais au-delà de ces réactions légitimes se posent des questions très importantes pour la compréhension et la continuité d'un tel mouvement social. Il ne faut en effet jamais oublier que le «leadership» d'une personne ou d'un groupe est le produit d'un mouvement, d'une histoire de plusieurs années. L'effet Bové n'échappe pas à la règle. Il ne s'agit pas d'un phénomène de «génération spontanée», mais bien du résultat de nombreuses années de pratiques syndicales. D'où l'importance de trouver les réponses aux questions qui se posent par rapport au mouvement social. Quelles sont les sources de ce «leadership» et comment peut-on en maîtriser les effets ? Quelle place les autres membres du mouvement s'attribuent-ils dans ce processus ?

Mais d'autres questions se posent avec autant d'acuité. Tout d'abord par rapport aux médias. Quelle part reste transmise par ces derniers du fond des problèmes posés ? En quoi participent-ils à la construction d'un mouvement social ? Ensuite par rapport à l'avenir. Quels enseignements peut-on déjà tirer de la dynamique enclenchée par l'affaire McDo ? Comment capitaliser cette émergence de la société civile ?

Sur le concept de «leader», les avis restent partagés au sein de la «communauté larzacienne». Alors que pour certains *«un nom sur un mouvement permet de le personnifier et ainsi de mieux faire entendre le message»*, pour d'autres *«l'effet Bové pose le problème du pouvoir des médias, qui veulent faire croire aux gens qu'ils ont besoin d'un leader, ce qui n'est pas formellement démontré»*. Par contre, tout le monde s'accorde sur le fait que José a hérité de son statut de leader plus qu'il ne l'a cherché : *«l'effet Bové est tombé à point par rapport aux interrogations des gens.*



A partir de là, José n'est pas seul, car le message qu'il porte va bien au-delà de son syndicat, au-delà même de ses sympathisants, il concerne l'humanité toute entière» ; *«le fond de l'action de José est justement de prendre le contre-pied des leaders, en redonnant la parole aux citoyens, en leur redonnant conscience d'eux-mêmes, à partir d'un message qui a pu passer grâce à sa personnalité propre, mais aussi au travail souterrain de la base»*. A tel point, que beaucoup se sentent «éclaboussés» par les retombées positives de l'effet Bové (les médias n'ont-ils pas aussi parlé du retour du Larzac sur le devant de la scène militante ?), mais aussi co-responsables de sa pérennité : *«l'avenir de l'effet Bové ne lui appartient pas, mais nous appartient à tous, car c'est à nous de maintenir la pression»* ; *«l'effet Bové ne sera pas éphémère si nous appliquons le programme dont il est porteur, c'est-à-dire si nous jouons notre véritable rôle de citoyen»*.



Quant au traitement médiatique, il est égratigné par la plupart, l'accent étant mis sur une recherche de sensationnel qui a parfois véhiculé des concepts que José est loin de cautionner, comme la pratique de la violence. Un jugement assez sévère, car anecdotique face au soutien des médias sans lequel l'effet Bové n'aurait peut-être pas été aussi retentissant. Telle est en tout cas la position d'Yves Garric. Ce journaliste à *France3 Quercy-Rouergue* ne cache pas son admiration pour José, qu'il connaît depuis longtemps : *«l'effet Bové date de vingt-cinq ans, car son avènement actuel est dû à son professionnalisme, son respect de la parole donnée, à sa fidélité»*. Et de s'adresser à la «communauté larzacienne» : *«José a réussi, lui, son effet Bové. C'est maintenant à vous de réussir le vôtre»*.

Pour José, la question du traitement médiatique se pose en d'autres termes, qui rappellent la nature profonde du combat actuel : *«N'oublions pas que les journalistes sont aussi des citoyens, et concernés en tant que tels par le mouvement citoyen que nous concourrons à faire émerger. Il faut savoir que s'appuyant sur ce mouvement, de nombreux journalistes, eux-mêmes victimes du système actuel dans le cadre de leur profession, ont pu se bagarrer dans leurs rédactions pour faire avancer une meilleure information»*. Quant à la question du «leadership», pour lui, les choses sont claires : *«L'effet Bové n'a pas posé de problèmes au sein de la Confédération paysanne, car celle-ci est caractérisée par ses actes et non par ses personnalités. Ce sont toujours les actions qui prévalent. Ce fut aussi le cas ici. Ce sont l'action anti-McDo à Millau et l'emprisonnement de plusieurs paysans aveyronnais qui ont tout déclenché. Si je me suis retrouvé sur le devant de la scène, c'est avant tout comme responsable syndical de l'Aveyron. Mais François* [François Dufour, porte-parole national de la

Confédération paysanne, ndlr] *a toujours été là, à Millau le jour de ma mise en détention, comme à Seattle pour le contre-sommet citoyen. Aux Etats-Unis, il a été très présent dans les médias français, moi dans les médias américains et les conférences à cause d'une meilleure pratique de l'anglais. Mais nous avons toujours travaillé ensemble. Nous avons sorti un livre ensemble [1]. La Confédération paysanne a toujours été dans une logique de contre-pouvoir, jamais de pouvoir. Et justement, nous saurons si nous avons réussi que lorsque nous pourrons passer le relais à d'autres».*

Provocation, répression et non-violence

Mais une autre question essentielle se pose, celle de la nature de l'action à mener. Gandhi disait qu'il faut provoquer la répression pour faire éclater l'injustice. Dans le contexte de l'affaire McDo et du procès qui approche, nombreux sont les Larzaciens qui s'interrogent sur l'articulation de ces deux dimensions essentielles de l'action. Les jeunes militants américains qui ont bloqué la conférence inaugurale du sommet de l'OMC à Seattle en novembre dernier, et qui ont récidivé récemment à Washington lors de l'assemblée générale de la Banque mondiale et du Fond monétaire international (FMI), l'ont très bien compris. A nous d'en tirer les leçons.

Pour permettre à l'opinion publique de se mobiliser sur une question qui concerne l'humanité tout entière et confronter les dirigeants à un problème nié, rien de plus efficace que la provocation. Mais encore faut-il que cette provocation soit publique et reste dans la limite du respect des personnes. La destruction de stocks de maïs transgénique Novartis à Nérac (Lot-et-Garonne) et de riz transgénique au Cirad de Montpellier par des militants de la Confédération paysanne (José Bové en tête) est devenue une référence en matière de lutte contre les organismes génétiquement modifiés. En effet, pour la première fois, des paysans ont osé détruire des semences...

Une simple peine de prison avec sursis pour la première affaire, une instruction «intelligente» en cours pour la seconde, le tout pour des dégâts relativement importants, mais une répression brutale et sans mesure à Millau (arrestation à l'aube, mandat d'arrêt, emprisonnement préventif) pour des dégâts moindres causés à un McDo en chantier : c'est peut-être l'effet d'accumulation qui est à la source d'un tel acharnement judiciaire. Mais c'est cet acharnement même qui a permis la médiatisation que l'on sait et l'écho inattendu qui a suivi, tant sur le plan national qu'international, pour une action certes symbolique, mais à l'origine très locale.

Le mot «provocation» n'est pas chargé pour tous ici des mêmes connotations. Négative pour certains, qui préfèrent parler de «dénonciation», la provocation par une action illégale doit, pour la plupart, rester exceptionnelle : *«c'est par le suffrage universel que s'exprime d'abord, et surtout la démocratie».* Mais d'autres se montrent moins «légalistes» : *«il y a bien eu provocation dans l'action du 12 août* [le démontage du McDo, ndlr], *et c'est tant mieux : annoncer publiquement ce qu'on va faire de manière illégale, c'est appliquer une technique de l'action non-violente pour en appeler à la conscience de chacun».* José, quant à lui, a plutôt vécu l'action anti McDo comme *«une réponse aux provocateurs que sont l'OMC et les Etats-Unis, qui obligent les gens à manger ce qu'ils ne veulent pas et prennent les producteurs en otages».*

Mais tout le monde s'accorde pour estimer que c'est bien la répression qui a donné un tel retentissement à l'action. L'image d'un syndicaliste considéré par la justice comme un dangereux criminel (jeté en prison, menottes aux poings, après qu'un mandat d'arrêt ait été lancé contre lui), une image relayée par les médias, a frappé l'opinion publique, qui y a vu une menace contre la liberté syndicale et, au-delà, contre la démocratie elle-même. A ce propos, beaucoup ici soulignent le véritable enfermement des magistrats de Millau dans *«une logique exclusivement pratique et technique du droit».* Pour eux *«le droit évolue»* ce qui implique *«l'illégalité d'aujourd'hui n'est pas celle d'hier ou de demain».* La plupart considèrent de plus que l'action anti-McDo a un lien avec le droit, puisque c'est une action en faveur des Droits de l'Homme. D'où un glissement de la notion de «provocation» à celle d'»acte juste». Mais à quel moment sommes-nous capables de passer par-dessus nos concepts établis pour reconnaître un acte juste dans l'illégalité, c'est-à-dire reconnaître une légitimité à un acte illégal ? Le genre de question que ne se posent visiblement pas les magistrats instruisant le dossier...

Pourtant, le problème posé, et tout le monde s'en félicite, dépasse largement le simple cadre traditionnel des luttes syndicales. *«En remettant en cause une vision globale de notre société, la Confédération paysanne rompt avec les habituelles revendications corporatistes»* remarque-t-on. Et du concept de «provocation», on passe vite à celui de «création». Le mot est de José, en référence à *«l'émergence à partir des citoyens d'une nouvelle institution du droit face à une économie non soumise au droit».* Pour lui, *«les Droits de l'Homme doivent être le socle incontournable d'un droit international s'appliquant à toutes les activités humaines, c'est-à-dire y compris au commerce. Or, il n'y a pas de recours possible et pas de juridiction existante pour contester les décisions de l'OMC. Notre action est donc une action pour le droit».*



Mais quelle place, désormais, la «base» peut-elle prendre dans ce combat pour le droit ? *«José gère bien la suite de l'action, mais n'est-il pas souvent seul devant, trop loin ?».* Une question qui trouve un écho dans d'autres situations. Qu'il tienne sa légitimité des urnes ou de la lutte sur le terrain, le leader, absorbé par son travail à un autre niveau, se voit souvent reprocher son «absence». Se pose dès lors aux Larzaciens une autre question : comment les acteurs du démontage-fondateur vont-ils reprendre la main ? La réponse à cette question ne saurait tarder. Après une «action-provocation» bien vite entrée dans l'Histoire, les Larzaciens vont devoir assumer l'organisation d'un rassemblement citoyen tout aussi historique (on attend plusieurs milliers de personnes) en parallèle au procès des inculpés de Millau, prévu le 30 juin prochain. Le premier procès où un problème de société sera ainsi posé.

Gilles GESSON
et Thierry CASTELBOU ■

(d'après des articles parus dans Gardarem Lo Larzac)

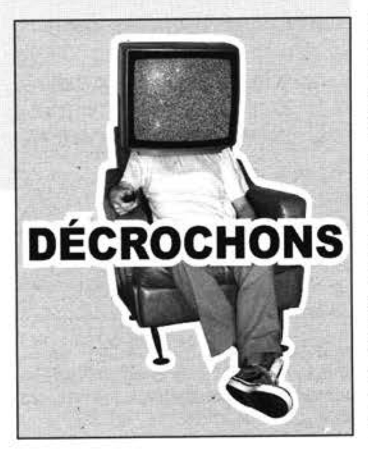
(1) «Le monde n'est pas une marchandise», entretiens de Gilles Luneau avec José Bové et François Dufour, éd. La Découverte, présenté dans le numéro 257 de Silence.

Deux milliards d'écoutes par jour

Les USA ont réussi un coup de maître. Contrôlant une bonne partie du marché des télécommunications par satellite, ils ont mis en place, avec la collaboration de la Grande-Bretagne, du Canada et de l'Australie, d'un vaste système d'écoute des communications dit réseau Echelon. Celui-ci permet à la NSA, National security agency, d'intercepter jusqu'à 2 milliards de messages par jour, que ce soit par téléphone, par télécopieur, ou par internet, et ceci en utilisant des ordinateurs qui repèrent des mots-clés. Selon un rapport rendu public par le Parlement européen, même le Vatican était (et est toujours) sur écoute.
Vexé que l'Europe ait révélé l'existence de ce réseau d'espionnage, les Etats-Unis ont révélé que la France possède un service similaire dont les dispositifs sont installés dans des bases militaires en Guyane, en Dordogne et en Nouvelle-Calédonnie. *(source : La Recherche, avril 2000)*

Semaine sans télé : censurée ▼

Décidément, notre démocratie ne veut pas parler des contestataires de la télévision : le BVP, bureau de vérification de la publicité (géré par des publicistes) après avoir bloqué un spot pour «la journée sans achat» (voir numéro de novembre) a de nouveau donné un avis négatif pour la diffusion d'un spot annonçant la semaine sans télé (voir numéro de mai). Prétexte : «une publicité doit assurer une promotion commerciale». Comme quoi, en démocratie, il ne suffit pas de payer pour pouvoir s'exprimer, il faut aussi avoir quelque chose à vendre !



USA drogues audiovisuelles

Environ 15 millions de la population des Etats-Unis (6 %) sont des drogués d'Internet, mettant en danger l'équilibre de leur famille, de leur travail, à la façon des alcooliques et des toxicomanes. C'est la conclusion de deux rapports présentés au congrès annuel de l'association des psychologues américains. L'une des enquêtes faite auprès de 18 000 utilisateurs d'Internet montre les symptômes communs à tous les drogués : une perte de la notion du temps, le besoin impérieux de se connecter (83 %) ou d'y passer du temps (58%).
Autre drogue, en France, cette fois-ci : la télévision. Selon un sondage paru dans *Le Parisien* du 6 septembre 1999, 29,7 % des Français se disent incapables de se passer du petit écran, seuls 8,5 % accepteraient de s'en passer définitivement (environ 2 % vivent effectivement sans télé), dans 59 % des foyers, la télé reste allumée même si personne ne la regarde et 56,8 % dînent régulièrement devant la télévision. Enfin, un tiers la laisse allumée en présence de visiteurs. *(source : Brisons nos chaînes, hiver 1999/2000)*

35 h ou précarité ?

Le passage aux 35 h dans la fonction publique va-t-il créer des emplois ? Rien n'est moins sûr. Ainsi, dans le cas de la Poste, l'Etat annonce la création de 20 000 emplois sur deux ans... oubliant de préciser que cela correspond aux départs à la retraite pendant ce même temps. Alors que les emplois étaient titulaires, 14 000 sont annoncés comme contractuels et à temps partiels. *(source : CNT)*

Justice : pour un appel en cour d'assises

Christian Marletta, dans un appel rendu public début avril, soutient le projet de réforme de la justice qui prévoit un droit d'appel en cour d'assises. Il rappelle qu'actuellement, le fonctionnement de la cour d'assises n'est pas conforme à la convention européenne des droits de l'homme qui préconise un droit d'appel pour toute condamnation. Il demande surtout que si une telle modification intervenait un amendement prévoie la possibilité pour des personnes comme lui déjà jugée, d'en bénéficier. Contact : *Christian Marletta, 3613 C - G3/20, Centre de détention les Vignettes, Chaussée de l'Andelle, 27107 Val-de-Reuil cedex.*

McCrado ▶



● **Attentat meurtrier.** Une bombe déposée devant le McDrive de Dinan a provoqué la mort d'une employée de 27 ans, le 19 avril dernier. Selon les enquêteurs, ce serait une hypothétique armée de libération bretonne qui aurait fait cet attentat. Quelques jours plus tôt, cette «armée» avait revendiqué un autre attentat à l'explosif contre un McDo à Pornic. La Confédération paysanne est intervenue pour condamner de telles méthodes. A qui profite cet attentat ? On peut raisonnablement trouver qu'il arrive à point nommé pour tenter de jeter le discrédit sur les pourfendeurs de la malbouffe. On ne voit pas en quoi cela fait la promotion de la cause bretonne.

● **Albi : pas de mendiants.** Rémy Millet, employé d'un McDo à Albi, répond à une jeune femme en train de mendier en lui donnant quelques tickets-restaurants. Il est immédiatement licencié pour «cause réelle et sérieuse pour non respect du contrat de travail et du règlement intérieur de l'entreprise concernant la politique repas». Si les plus pauvres ne peuvent plus manger chez McDo, ils risquent de ne plus avoir beaucoup de clients ! *(source : L'Humanité, 10 mars 2000)*

● **Procès de Millau.** En principe, les démonteurs du McDo de Millau de l'été dernier, sont convoqués au tribunal le 30 juin prochain. La confédération paysanne a choisi de faire ce jour-là le procès de la mondialisation et de la marchandisation de la vie. Un important rassemblement devrait donc se tenir à l'extérieur du tribunal, la Confédération paysanne ayant prévu d'organiser des départs en cars dans tous les départements. Les prévenus seront assistés par de très nombreux avocats : François Roux (défenseur des Kanaks, des paysans du Larzac), Marie-Christine Etelin (avocate de la Confédération paysanne), Henri Leclerc, président de la Ligue des Droits de l'Homme, Jean-Jacques de Félice (défenseur du Larzac et des antimilitaristes) auxquels s'ajouteront un avocat américain et un africain. Une douzaine de témoins sont cités à la défense : Bill Christianson de la National Family Farm Coalition qui défend les petites exploitations aux USA, Susan George et Agnès Bertrand de l'Observatoire de la mondialisation, Raphaël Hingria, syndicaliste-paysan du Honduras, animateur de Via Campesina, réseau entre organisations syndicales, deux autres membres de Via Campesina, un pour l'Asie, l'autre pour l'Afrique, Hiro Tefarere, syndicaliste polynésien, Louis Kotra Uregei, de l'USTKE de Nouvelle-Calédonie, Paul Ariès, auteur de livres sur la «macdomination»... Objectif annoncé : doubler la population de Millau, soit 20 000 manifestants. Un appel est lancé pour ceux qui ont du temps en juin pour aider à l'organisation pratique des animations de rues, de la manifestation, etc. Un autre appel, financier celui-là est également lancé. On peut prendre contact pour cela avec *Larzac-Solidarités, Les Mares, 12100 La Roque Sainte-Marguerite.*

Droit de vote des immigrés

Alors que les sondages indiquent une opinion favorable au droit de vote des étrangers et que les députés Verts ont proposé un texte de loi, *Télérama* du 1er mars rappelle que ce n'est pas une utopie : l'Irlande a accordé ce droit depuis 1963.

Télévision : 200 minutes par jour

Une étude indique qu'en moyenne, un Européen regarde la télévision 200 minutes par jour (3h 20 mn). L'espérance de vie en Europe étant de 80 ans, sur une vie, cela fait plus de onze ans passé devant le petit écran. Qui se plaint de manquer de temps ?



Maroc
manifs monstres

Alors que chez nous, les manifestations pour les droits des femmes ont du mal à mobiliser, au Maroc, le «plan d'intégration de la femme au développement» proposé par le gouvernement a provoqué de vives réactions. Ce plan prévoit de relever l'âge du mariage des filles de 15 à 18 ans, de supprimer la polygamie, de partager les biens en cas de divorce et de rendre facultatif — et non plus obligatoire — l'accompagnement de la femme par un tuteur lors du mariage. Ces avancées ont provoqué la réaction des islamistes qui ont réussi à mobiliser 200 000 personnes dans les rues de Casablanca le 12 mars dernier, avec une particularité : les femmes manifestaient séparées des hommes. Le même jour, à Rabat, une manifestation organisée par les organisations féminines réunissait le même nombre de personnes.

Autriche
régression pour les femmes

Le nouveau gouvernement droite-extrême-droite autrichien a clairement annoncé la couleur : le ministère des droits de la femme est devenu un sous-secrétariat dont le budget est déjà amputé de 40 %. Les organisations de femmes vont voir les subventions chuter et craignent maintenant des mesures anti-femmes.

Réseau Femme et Habitat

Ce réseau s'est constitué après une rencontre en 1988 à New-Dehli. Non hiérarchisé, il s'est développé pour recueillir et diffuser l'information, promouvoir des échanges, développer une campagne sur ces thèmes pour sensibiliser et informer le public, les ONG, les gouvernements. Son secrétariat a d'abord été au Kenya puis depuis 1995 en Colombie. Le réseau sert de relais entre les groupes locaux et la commission habitat de l'ONU. Contact : *Fedevivienda, clara Angel, Ave 39#14-75 AA 57059 Santafé de Bogota, Colombie, site : www.colnodo.org.co/home/kicwas.*

Architecture et féminisme

Alors que les femmes sont presque aussi nombreuses que les hommes à faire des études d'architecture (42 % des diplômes DPLG en 1997), elles disparaissent ensuite dans d'autres emplois : seules 15 % d'entre elles sont inscrites à l'ordre des architectes. Une réflexion sur cette disparité est engagée sur un site internet : *www.arvha.asso.fr*

Flexibilité des emplois

En 1955, seules 60 % des femmes travaillaient, mais la plupart avaient un emploi à temps complet (52 % de la population féminine). Aujourd'hui, environ 90 % des femmes sont sur le marché du travail, mais seuls 45 % de la population féminine ont un CDI à temps complet (contre 65 % des hommes, pourcentage inchangé).



Egalité de salaires ▲

● Selon Eurostat, les différences de salaires entre les genres sont encore une réalité bien présente. A qualification égale, les femmes gagnent en France 76,6 % du salaire masculin. Ces inégalités sont plus marquées au Sud (Grèce : 68 %, Portugal 71,7 %, Espagne 74 %, Italie 76,5 %) qu'au Nord (Danemark 88,1 %, Suède 87 %, Luxembourg 83,9 %, Belgique 83,2 %). Le décalage est toutefois en régression : pour les moins de 29 ans, en France, les femmes ont des salaires qui sont à 95 % de ceux des hommes. *(source : Alternatives Economiques, été 1999)*

● Un calcul de l'Organisation internationale du travail estime qu'à la vitesse actuelle de rattrapage des salaires des femmes, ce n'est qu'en 2470 que le salaire moyen mondial des femmes égalera celui des hommes !

▼ *Russie :* les mères de soldats

Elles se défendent d'être antimilitaristes. Elles sont simplement les mères de soldats envoyés au front, aujourd'hui en Tchétchénie, et dénoncent les manipulations sur le nombre de morts, mais également les méthodes musclées utilisées par l'armée pour endurcir les jeunes soldats. En effet, en dehors des conflits, ce sont 1500 soldats qui chaque année meurent à l'armée sans cause officielle. L'association a aujourd'hui 300 antennes dans tout le pays. Les mères réunissent des listes de noms de soldats disparus et demandent sans relâche des justifications aux autorités. Elles dénoncent le conflit tchétchéne qui, pour elles, n'est qu'une tentative de vengeance des généraux russes après leur défaite de 1994. Depuis août 1999, elles estiment le nombre de morts russes en Tchétchénie à près de 5000 alors que le gouvernement en reconnaît environ 1700.



Métiers féminins

Les métiers les plus féminins restent assistante maternelle (effectif féminin en milliers : 560, 99 % de femmes), employées de maison (241, 98 %), secrétaires (794, 97 %), aides-soignantes (328, 91 %), infirmières, sages-femmes (350, 89 %), caissières et employées de libres-services (225, 85 %), comptables (330, 82 %), coiffeuses (125, 82 %), agents d'entretien (843, 77 %), etc. *(source : Alternatives économiques, mars 2000)*

Militaires

Fin 1999, l'armée comptait 8,5 % de femmes soit 27 520 engagées. 56 % travaillent dans l'administration, un taux qui grimpe à 80 % dans l'armée de terre. Il est des parités qu'on pourrait éviter !

Sexisme des médias

L'association des femmes journalistes donne dans son livre *Dites-le avec des femmes* des données significatives sur le sexisme dans les médias. Dans les premières pages ou les interviews de télé, les femmes ne représentent que 17 % des personnes citées. Dans les illustrations, on compte aussi moins de femmes que d'hommes et certaines femmes sont dans des tenues qu'on ne trouvent pas pour les hommes : nues, en maillots de bain... Quand une femme est citée, elle est pour 34% inactive. Pour les hommes, le métier le plus cité est la politique (24%). Les hommes sont cités à plus de 90 % dans les domaines de la défense, des négociations internationales, de l'économie, de la politique (un tiers des citations, les femmes n'y pèsent que 6 %), de la guerre, du terrorisme. Les femmes ont leur meilleur présence dans le domaine du logement (33%), de la religion, des questions sociales, d'éducation, de crises internationales, d'arts et variétés (25 %). Lorsqu'on parle des victimes, les femmes montent à 36 %. Les femmes représentent 45 % des personnes dont seul le prénom est cité.

Sans domicile fixe

Une étude de la sociologue Maryse Marpsat montre que les femmes basculent moins vite dans la précarité que les hommes. Elles bénéficient en effet, pour une fois, de leur statut de dominées : meilleure protection de leur rôle de mère, réalisé ou potentiel. La sociologue montre qu'en fait le passage à la rue est ralenti du fait que les femmes à la maison, en situation de pauvreté, vivent déjà dans des conditions presqu'aussi mauvaises que les hommes à la rue. *(source : Ortzadar, janvier 2000)*



OMC : l'éducation, une marchandise ?

Pour la plupart d'entre nous, l'enseignement est avant tout un service public chargé d'assurer l'instruction des jeunes générations. Mais aux yeux d'investisseurs, il représente aussi un budget annuel mondial de 1000 milliards de dollars, 50 millions de travailleurs, un milliard de clients potentiels, les élèves et les étudiants. C'est dans ce contexte que les multinationales, via l'OMC, Organisation mondiale du commerce, essaient de mettre en place un processus de libéralisation de l'éducation. Pour cela, on assiste d'un côté à une virulente critique de l'enseignement public, de l'autre, on a des établissements privés en recherche de financement mûrs pour passer des accords commerciaux que la pudeur appelle «de partenariat». Ainsi telle firme va fournir du matériel informatique en échange d'un accès à Internet payant ou à des logiciels «pédagogiques» truffés de publicités plus ou moins déguisées. Depuis 1998, l'OMC a mis en place un groupe de travail chargé d'étudier les «simplifications législatives» à obtenir pour garantir la «liberté» du commerce dans le domaine de l'éducation. Certains penseront que la France dispose de solides protections contre ces dérives déjà si fréquentes aux Etats-Unis. Il n'en est rien : le groupe Vivendi, via sa filiale Havas, a pris le contrôle en 1999 du géant américain des logiciels éducatifs et de loisir Cendant Software. Vous pouvez également faire un tour dans le cartable de vos enfants pour y relever combien de marques et de pubs vous y découvrirez. Renseignez-vous aussi sur les vidéos qui se diffusent «gratuitement» dans les établissements, offerts par les grandes marques. Officiellement, c'est illégal, mais dans la pratique ? *(source : Courrier de l'Unesco, février 2000)*

Toulouse ▼

repas de quartier

Pour la sixième année, le carrefour culturel Arnaud-Bernard organise, le vendredi 16 juin, un repas de quartier. L'association appelle toutes les personnes qui veulent tisser du lien social a également organiser un repas de quartier chez eux, à cette date. Pour en savoir plus : *Carrefour culturel Arnaud-Bernard, 5, rue Arnaud-Bernard, 31000 Toulouse, tél : 05 61 12 11 16.*



Tunisie

silence sur les émeutes

Des témoins ont assisté les 3 et 4 février dernier à des émeutes lycéennes dans le sud de la Tunisie. Aucun média n'en a parlé. Le régime de Ben Ali est bien rodé : toute l'information est bien contrôlée et quand un journaliste occidental (Daniel Mermet en l'occurrence, «Là-bas si j'y suis» sur France-Inter) vient enquêter, son matériel est saisi, ce qui permet ensuite d'arrêter ceux qui ont osé s'exprimer.

Tunisie

Attac en prison

Le régime tunisien n'a pas supporté que certains essaient de constituer un groupe local relais d'Attac. Le 8 avril, à Soliman, Fathi Chamkhi et Mohamed Chourabi, membres du groupe Raid qui demandait son autorisation d'exister, ont été arrêtés accusés de diffusion de fausses nouvelles de nature à troubler l'ordre public, diffamation de l'ordre public, maintien d'une organisation non reconnue, appel aux citoyens à la rébellion et à violer la loi. Une confrontation devant les juges a eu lieu le 15 avril, en présence d'une dizaine d'avocats, soutenus par de nombreuses organisations des droits de l'homme. Les 19 et 20 avril, des manifestations de soutien ont été organisées par les groupes locaux d'Attac à Paris, Dakar, Casablanca, Montréal, Bruxelles, Genève, Lyon devant les ambassades et les consulats tunisiens. Une campagne de lettres est en route. Renseignements : *Jean-Luc Cipière, coordonnateur Attac France-Maghreb, tél : 06 11 64 55 54.*

Allemagne

Verts de base

Les mensonges de Joschka Fischer, ministre vert des affaires étrangères, pour justifier l'intervention de l'OTAN au Kosovo, a provoqué une vague de départs des Grünen, les Verts allemands. On parle de 10 000 départs sur 50 000 adhérents. Mi-janvier, une rencontre a vu la naissance des BasisGrün, les Verts de base, qui entendent retrouver les bases de la fondation des Verts : défense de l'écologie, justice sociale, non-violence et démocratisation de la vie économique et politique. *(source : Ecologie sociale, février 2000)*

Paris ▶

écolo-parade



La 2e écolo-parade se tiendra le dimanche 28 mai de la place de la Bastille au Jardin des Tuileries, de 14h30 à 19 h. Les chars colorés et sonorisés aborderont les thèmes du commerce équitable, de l'agriculture biologique, des transports non-polluants, de la prévention contre le sida, de la lutte contre l'extrême-droite... Après la timide mobilisation de l'année dernière, les Verts ont ouvert l'organisation à d'autres groupes : Rollers Scad, Paris Rando Vélo, Aides, CIRC, Chiche ! Agir pour l'environnement, le Monde Gaïa, Max Havelaar, Globenet, etc. Pour tout renseignements : *Ecolo Parade, tél : 01 40 31 02 37.*

Guy Hascoët : ministre symbolique ?

Premier budget pour le nouveau secrétariat à l'économie solidaire : 15 millions de francs ! Même pas le budget d'une association de réinsertion ! 15 000 fois moins que pour l'armée. Pas grave, comme le rappelle le livre d'Hascoët «le pouvoir est ailleurs» !

EcoRev'

Autrement les Verts, une des tendances des Verts, vient de lancer une revue critique d'écologie politique qui sera trimestrielle. Dans le numéro zéro, de nombreux articles intéressants. En particulier, pour amorcer le débat, un texte d'André Gorz sur écologie et capitalisme qui, dès 1974, montrait comment le capitalisme pouvait se repeindre en vert. Un article sur les évolutions des Verts «Que reste-t-il de nos amours» de Bruno Villalba, politologue proche du mouvement montre bien pourquoi tant de militants ne font que passer chez les Verts et comment l'oligarchie se met en place. Un long article intitulé «De l'économie à l'écologie» est par contre décevant : tout d'abord, le raisonnement devrait être «De l'écologie à l'économie» et deuxièmement, l'approche du potentiel des alternatives actuellement développées (SEL, tiers-secteur, développement personnel) est extrêmement faible. Le numéro 20 F. *Autrement les Verts, 34, rue Bichat, 75010 Paris.*

Ecologie sociale : journées d'été

Les journées d'été du «mouvement écologiste, égalitariste, libertaire» Ecologie sociale se tiendront à Noirmoutier (Vendée) du 25 au 27 août. Programme auprès de : *Ecologie sociale, BP 642, 85016 La-Roche-sur-Yon cedex.*

Paris

Contrôle de l'OMC

La coordination pour un contrôle citoyen de l'OMC organise une réunion de coordination le 7 juin à 18 heures, au local des Alternatifs, 40, rue de Malte, 75011 Paris (M° République et Oberkampf). Deux journées d'action y seront présentées : actions les 9 et 10 juin à Bruxelles lors du sommet des patrons européens (UNICE, european business Summit), actions les 26 et 27 juin à Genève devant le siège de l'ONU lors du sommet social «Copenhague+5». *CCCOMC, 40, rue de Malte, 75011 Paris.*

Energies

Grande-Bretagne potentiel éolien

Les études menées par Shell, Nuon, Border Wind arrivent aux mêmes conclusions : le potentiel éolien de la Grande-Bretagne est trois fois supérieur aux besoins électriques actuels. *(source : Tam-Tam, avril 2000)*



Formations énergies renouvelables

L'ADEME, agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, service du ministère de l'environnement, organise des formations destinées aux professionnels qui souhaitent développer leurs activités et participer aux programmes d'équipement en systèmes photovoltaïques ou éoliens : deux sessions «photon» (du 19 au 23 juin et du 25 au 29 septembre à Sophia-Antipolis, Alpes-Maritimes), une session «grand éolien» (du 16 au 20 octobre au Domaine de Lastours, Aude), une session «éole» (du 11 au 15 septembre au Domaine de Lastours, Aude). Pour en savoir plus : *Thérèse Giordano, ADEME, 27, rue Louis-Vicat, 75737, Paris cedex 15, tél : 01 47 65 22 15.*

Rhône maîtrise de l'énergie

Le groupe TPE Ecologie organise à l'ENTPE, école nationale des travaux publics, du 29 mai au 31 mai et du 5 au 9 juin, de 8 h à 18 h, une exposition sur «la réduction des consommations électroménagères», le lundi 5 juin, à 18 h, à l'espace-ville de l'ENTPE, une conférence sur «comment réduire sa consommation électroménagère» précédée à partir de 17 h d'animations et de démonstrations. *TPE Ecologie, rue Maurice-Audin, 69120 Vaulx-en-Velin, tél : 04 72 04 71 97.*



Annonces

Emplois

● L'Archipel, café-boutique alternatif, propose un stage animation pour une 3e année DEPA. Mise en place du programme d'animation, café-débats, soirées culturelles, animation de l'espace doc-info sur l'économie solidaire et les alternatives. *L'Archipel, 1, rue Anatole-France, 35000 Rennes, tél : 02 23 46 05 06.*

● Poste d'instituteur à pourvoir pour rentrée 2000 en région rurale, dans les Pyrénées audoises, classe unique de 11 élèves du CP au CM2 dans village à 1000m d'altitude. Logement à disposition. Environnement protégé en montagne. 80 km de Carcassonne ou Perpignan, ski à 25 km. *Tél : 04 68 20 47 29 (mère d'élève).*

Travailler ensemble

● Cherche associé(e) désirant s'investir dans un projet agricole basé sur le partage et la solidarité. Structure coopérative. Objectif : production et vente de produits bio (paniers, marché, magasin), réseau d'agriculteurs bio locaux, région Dordogne. Ce projet vise une agriculture durable, qui crée des emplois et respecte l'environnement. Il privilégie les rapports directs entre consommateurs et producteurs et favorise un mode de consommation autre que celui de la grande distribution. Il s'inscrit dans la création d'un réseau solidaire destiné à encourager l'autoconstruction d'un habitat écologique. Renseignements : *Agricoop, Le Bois Commun, 24390 Coubjours.*

● Couple de bergers avec un enfant, optique de soin alternatif : homéopathie et autres méthodes naturelles, cherche estive ovine pour début juin. Région indifférente. *Tél : 04 94 59 53 68.*

Vivre ensemble

● Banlieusard, 40 ans, toujours jeune, cherche à dépasser sa déprime et sa solitude dans un lieu de vie alternatif à la psychiatrie. Participe financièrement. *Jean-Louis Chauvière, 55 bis, rue Eugène-Cas, 93240 Stains.*

● Couple en recherche d'association et de lieu de vie dans l'esprit «Oasis en tous lieux» de P. Rabhi. Lui : 54 ans, formation école d'agrobiologie de Beaujeu, CES bio à l'Enita de Clermont-Ferrand, expérience de 5 ans en viticulture, cherche stage en exploitation agricole bio en vue association ou salariat (possibilités intéressantes de contrats aidés). Elle : 46 ans, professeur de technique Alexander, cherche à développer sur lieu de vie, activités corporelles et stages, création artisanale couture, chambres et table d'hôtes. Etudient toute proposition sérieuse dans le Sud-Ouest. *Tél : 05 65 33 43 63.*

● Pour créer un gîte-lieu d'accueil à but humanitaire et pour revivre une pluriactivité (production de fruits, légumes, plantes médicinales non intensif, boulangerie, pâtisserie artisanale...), je cherche une grande maison, une ferme, un hameau abandonné de préférence sur plateaux montagneux, mi-campagne, dans les départements du Gard, d'Ardèche, de la Drôme, de Corrèze, de Haute-Loire, de l'Hérault ou autres Sud-Centre France. Cherche des personnes intéressées pour faire grandir en commun un lieu où le temps peut être vécu dans la paix et dans la joie. Ecrire à : *Rémy Schaeffer, 54, rue Dieweg, 67600 Sélestat.*

● Loue terrain avec bon environnement à personne respectueuse de celui-ci. EDF, eau, gaz sur ma propriété à installer. Conviendrait à une grande caravane. Prix à débattre. Etudie toutes propositions sérieuses. *Tél : 04 74 85 26 76, le matin.*

● Petite communauté artistique en Charente (limite Dordogne) souhaite rencontrer personnes autonomes et créatives désireuses de développer un projet d'accueil lié aux activités culturelles proposées sur place (céramique, vitrail, peinture, sculpture). Disposons d'un gîte de 19 lits pour séjours et stages, une table d'hôte, une aire naturelle de camping et un jardin maraîcher. Grand local disponible, aménagé pour restauration, transformation de produits, animations, etc. Tous projets bienvenus. Pour coup d'œil, échangeons séjour contre coup de main. *Michel ou Hélène 05 45 24 95 72.*

● Places libres pour nouveaux membres (court ou long termes) dans ferme communautaire qui se base sur la non-violence. Les activités sont : agriculture biologique en traction animale, 10 vaches laitières (traite à la main), fromagerie, boulangerie, maraîchage, poules. Contact : *Anne Scheek, Communauté de la Grande Chouannière, 72170 Ségrie, tél : 02 43 33 39 65.*

Rencontres

● **Réf.258.01.** Sensible, doux, tendre, optimiste, écologiste, végétarien bio, non fumeur, 41 ans, papa d'un enfant, souhaite rencontrer maman ou future maman ou JF désirant l'être, souriante, gaie, enthousiaste, douce, sensible, intéressée par le développement personnel pour fonder famille très unie, pour vivre à la campagne, vie simple mais authentique très forte, très riche en sens dans une ambiance d'harmonie et d'amour en réglant tous les différents dans le dialogue constructif et la tendresse. *Ecrire à Silence qui transmettra.*

● H. 41 ans, orienté vie saine, préservation de la nature, rencontrerait JF pour partager vie à la campagne et créer un projet alternatif, *tél : 05 49 75 24 46.*

Echanges

● Pour reconstruire une ruine en terre datant de 1530, l'habiter et y accueillir, je cherche en troc ou en JEU (jardin d'échange universel) ou autre compensation : maçon, charpentier, couvreur, plombier et électricien solaire. Je cherche aussi des poutres de 7m, du bois de charpente, du plancher, des ardoises, des panneaux solaires et éolienne d'occasion. J'offre en échange miel, confiture de cassis, noisettes, 120 textes personnels, conseils en santé et réalisation de projets, expo et animation sur la paix, pressoir et moulin à pommes, moulin artisanal à céréales SAMAP, etc. *Alexis Robert, Perluc, 35360 Landujan, tél : 02 99 07 22 40.*

Recherche

● Un toit pour l'hiver ! Citadins ayant trouvé la terre promise (un mas en ruine, une montagne vierge et sauvage) et tentant de faire revivre cet endroit fabuleux, recherchent bâtisseurs enthousiastes (pas forcément qualifiés) pour mettre un toit sur la tête de deux petits enfants (et des parents aussi) avant l'hiver. Aide appréciée pour gros travaux (jardinage, débroussaillage, garde d'enfants...), en échange du gîte (camping), du couvert, de balades à cheval. Attention, pas d'EDF, pas de PTT, pas de route (ville à 12 km dont sentier pédestre de 1,5 km. Ravitaillement à dos de mule. A bientôt les courageux ! *Marc Faisans, Mas de la Griffe, 66110 Amélie-les-Bains, tél : 04 68 87 84 22 ou 06 11 81 16 94 (répondeurs).*

● J'ai un projet d'habitat éco-bio sur terrain sans EDF. Je possède un faible budget. Je cherche installation d'énergie solaire d'occasion, système de traitement des eaux usées, WC sec, matériaux d'isolation, conseils techniques bienvenus. Merci de faire vos offres au *05 49 75 24 46.*

● Amiosynthèse. A 40 ans, je suis enceinte pour la deuxième fois. Pour mon premier enfant, je n'avais pas fait d'amiosynthèse. Ma gynécologue me la propose pour mon deuxième enfant. J'aimerais lire des témoignages de femmes sur cet examen médical. Pourquoi ont-elles ou n'ont-elles pas pratiqué. Quels ont été leurs sentiments pendant cet examen, dans l'attente du résultat ? Si l'examen a révélé que leur enfant serait handicapé, ont-elles pris la décision d'avorter ? Comment a réagi leur entourage ? A quel mois s'est alors passé l'avortement et quels sont maintenant leurs sentiments ? Je sais que ce sont des questions très intimes, mais j'ai besoin de savoir ce que des femmes ont vécu et ressenti car je me sens assez seule avec ces questions. Je n'ai pas d'amies qui ont été enceintes à mon âge. Elles sont donc peu informées. En salle d'attente, je n'ai eu que des réactions sur des «monstres qui coûtent cher à la société», ce qui me révolte, mais en même temps je me trouve ridicule avec mes questions qui chipotent sur un avortement à 4 ou 5 mois. Et ma gynécologue me répond que c'est «ma propre décision». Je serai aussi intéressée par des lettres d'hommes qui ont vécu cette expérience au côté d'une femme. Je répondrai à vos lettres. Avec mes remerciements. Noëlle Vise, 22, rue de Forbin, 13002 Marseille.

● Couple 33 ans, 3 enfants, cherche ferme ou petite exploitation agricole à acheter, avec terrain en vue élevage en Lozère. *Tél : 04 66 45 44 26.*

● Eleveur cherche terres pour chevaux et vaches jersiaises, possibilité de les placer dans un projet d'éco-village ou communautaire ou de mettre en gérance ou en pension (35 vaches jersiaises, 20 chevaux arabes). Cherche également berger(e) pour garder troupeau de chèvres et moutons. *Sylvain Dworczak, Roquecourbe, Route de Poulx, 30320 Marguerittes, tél : 06 19 97 54 83.*

● L'association A pas de Loup, qui recense et propose des actions pour volontaires, cherche un local à Paris pour une permanence. Pas de gros besoins (10 m2), mais forcément petit budget. *A pas de loup, 48, avenue Félix-Faure, 75015 Paris.*

● Jeune couple (artiste et enseignante), sans enfant, cherche pour rentrée 2000 (septembre), location pas chère en appartement ou petite maison dans quartier sympa de Rennes ou de Strasbourg, ou campagne avoisinante. Dans la limite d'une certaine autonomie et respect des libertés individuelles, nous serions prêts à offrir coups de mains et services (covoiturage, bricolage, soutien-scolaire...) et à nous inscrire concrètement dans une dynamique alternative. *Ecrire à Gwen et Matt c/o Mme Maurissen-Ruglioni, Quartier Banon, 04380 Thoard.*

● Cherche à prendre contact avec des lecteurs-trices du Vaucluse et des Bouches-du-Rhône. *Patrick Fermont, c/o M. Ré, chemin de la Liberté, route Jean Moulin, 13660 Orgon.*

● Cherche pour ma maman, âgée de 91 ans, très gentille et presque complètement valide, un accueil à la campagne pour le mois d'août dans famille sympathique si possible avec animaux et potager. Rémunération à hauteur de 6-7000 F. *Laurence Savignon, tél : 01 49 88 07 99.*

A vendre

● Pour une bonne action d'aide à écodéveloppement au Togo, vends éolienne tripales en carbone Unicum 7000, 7,5 kWa, 380 ou 220 V, diamètre 7,5 m. 30 000 F à débattre (livraison possible). *Rémy Jean-Louis, 45, route des Lacs, 39130 Le Fuasnois.*

● Vends 7000 disques vynil tous styles : pop, rock, jazz, chansons, variétés, et textes Brassens, Brel, Bertin, Ferrat, Ferré, etc. 33 ou 45 tours, très bon état. Liste contre enveloppe timbrée. Vends également anciens n° de Discocase (dont j'ai été rédacteur en chef), 35 F l'unité (port compris), 6 n° encore disponibles. Multiples adresses toujours actuelles des presseurs de disques dans le monde entier.*Bruno Mazzioli, rue G. Malville, 58000 Sermoise.*

Vacances

● Faites le plein d'oxygène, sans TV, ni internet ! Sud-Aveyron (Parc naturel des grands causses). A louer, maison de campagne typique à personnes de confiance. Havre de paix en pleine nature pour 6-7 personnes. Vue magnifique sur la vallée du Tarn. Location une semaine : 1700 F (pas disponible en août). *Tél : 04 78 28 29 22 (HB).*

● Stages lacto-ovo-végétarien en Inde. L'association Génération Partage propose séjour d'une ou plusieurs semaines dans une ferme située dans un sanctuaire d'oiseaux du Kérala, à 25 km des plages. Non-confessionnel, apolitique, ce lieu de ressourcement propose un large éventail d'activités, thérapies, loisirs et sports selon besoins et goûts de chacun. 572 F la semaine hors voyage (4 à 7000 F AR) et inscription à l'association (300 F). *Renseignements : 05 61 64 94 38.*

● Haute-Savoie, entre lacs d'Annecy et du Bourget, à louer maison de pays (120 m2) tout confort, cheminée, au calme, près d'un étang préservé pour 2/5 personnes. A la semaine ou +. Conditions au *04 50 51 55 46 (HB Jean-Claude) ou 06 84 10 87 70.*

Gratuites : *Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés.*
Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois.
Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.
Domiciliées : *Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 30 F en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.*
Sélection : *Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.*

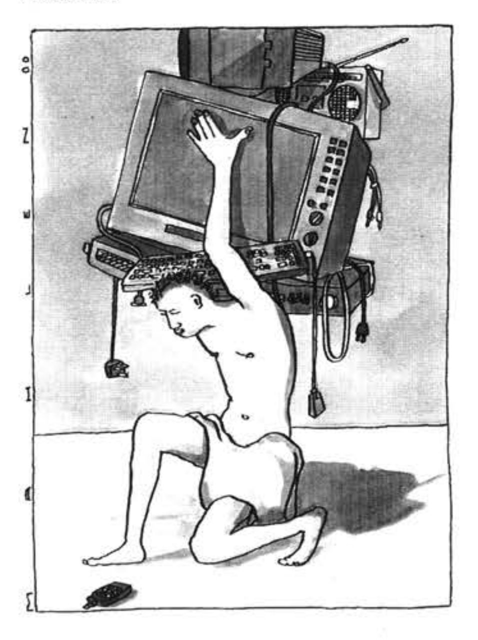


La communication du globalisme

Les réseaux modernes de communications sont mis en avant comme étant un bon moyen de "rapprocher les gens" : les publicités montrent souvent des amitiés renforcées grâce au téléphone, ou des enfants qui comprennent mieux les pays lointains grâce aux documentaires télévisés ou à Internet. Pourtant, si cela était leur principal but, il serait invraisemblable que tant de milliards de dollars aient été investis dans ces réseaux. C'est plutôt leur capacité à élargir la portée des économies industrialisées, des entreprises multinationales et des gouvernements qui fait que ces réseaux soient subventionnés.

"[Merrill Lynch a récemment] signé un contrat de 400 millions de dollars avec l'entreprise AT&T pour gérer l'immense système de communication de Merrill... Dans sa tentative de bâtir des réseaux pour lier ses 54 200 employés dans 870 sites autour du monde, [Merrill Lynch] est devenu l'archetype des clients qui font évoluer l'industrie de haute technologie"
Le New York Times (1).

"Le 'Defense Satellite Communications System' (DSCS) est une partie essentielle du système de communication de Défense Globale. Il est... conçu pour fournir un service vital de direction, de contrôle et de communication aux forces armées des Etats-Unis et des Alliés partout dans le monde..."
Feuille de Données, U.S. Department of Defense.



Des réseaux de communication efficaces sont tellement importants pour les économies industrialisées que beaucoup de pays ont placé cette infrastructure sous la tutelle de leurs gouvernements. British Telecom fut une entreprise publique jusqu'en 1985, et n'a été complètement privatisée qu'en 1993. La Japonaise Nippon Telephone and Telegraph, l'entreprise la plus importante au monde, a été détenue par le gouvernement jusqu'en 1985. D'autres pays détiennent toujours une partie de leur infrastructure de communication : Telefonica de Espana, par exemple, est 32% publique, et le gouvernement italien contrôle 53% de STET, sa plus grande entreprise de télécommunication (2).

Ça se passe dans l'espace

Même dans des pays comme les Etats-Unis, où l'infrastructure de communication a toujours été principalement privée, le secteur public a fourni une grande partie des fonds de recherche et de développement pour la faire avancer. Il suffit de penser aux sommes astronomiques dépensées par les nations développées pour leurs divers programmes spatiaux — sans lesquels les satellites telecom en orbite ne seraient rien de plus qu'une fantaisie — pour comprendre la taille des subventions en jeu. La "course à l'espace" entre les Etats-Unis et l'ancienne Union soviétique, par exemple, a fini par engloutir une grande partie des budgets des deux pays. Avant même que les Etats-Unis n'aient réussi un vol sous-orbital habité, la National Aeronautics & Space Administration (NASA) était déjà le septième plus grand ministère du pays (3). Une grande partie des budgets militaires des deux pays a été consacrée à acquérir la capacité de lancer et de guider leurs arsenaux de missiles à tête nucléaire — et de riposter à une attaque si besoin. Quelques résultats civils de cette recherche sont l'étendue internationale des réseaux de satellites de télévision tels MTV et Star-TV, les banques avec des distributeurs automatiques dans chaque pays, et la prolifération des téléphones mobiles.
Ayant subventionné la recherche et le développement nécessaire pour mettre des satellites en orbite, les gouvernements sont maintenant en train de laisser les clefs aux entreprises. Un exemple typique de cette tendance est le projet qui s'appelle Sea Launch (Lancement Marin), dans lequel des satellites vont être lancés d'une plate-forme de forage de pétrole, modifiée et placée sur l'équateur. Ce projet est subventionné par un consortium international d'entreprises, dont Boeing Commercial Space Company (qui a profité de décennies de subventions de la NASA), une entreprise aérospatiale russe et deux fabricants de fusées ukrainiens (ces trois derniers étant le produit de programmes spatiaux et militaires de l'ancienne URSS). Sea Launch compte demander 40 millions de dollars par lancement, moins que les 55 millions demandés par Ariane espace (consortium subventionné lourdement par plusieurs gouvernements européens), et moins que les 50 millions par lancement demandés par Lockheed Martin (dont le savoir-faire vient des années de contrats militaires subventionnés par le gouvernement américain) (4).
Fin 1996, il y avait déjà près de 200 satellites commerciaux en orbite autour de la terre. Mais les plus grandes sociétés de télécommunication comptent porter ce nombre à plus que 1000 dans les années à venir. Teledesic, basée aux Etats-Unis, va lancer 840 satellites pour uniquement rendre possible son réseau de communication mobile. Motorola va lancer 66 satellites pour son projet de "téléphone de poche" (5).
Le financement public est également derrière beaucoup de technologies informatiques qui rendent possible la communication autour du monde, dont Internet, à l'origine, un projet militaire américain. Comme Nathan Newman de Progressive Communications l'explique : *"Internet est le bon exemple d'un produit d'organisation centrale dans sa forme la plus pure : une organisation planifiée sur des décennies, d'importantes subventions gouvernementales émanant d'une administration centrale et des experts concevant et surveillant le déroulement du projet... La comparaison a parfois été faite avec le réseau autoroutier qui relie les Etats américains entre eux, mais l'analogie serait vrai seulement si les employés du gouvernement fédéral avaient d'abord imaginé l'idée de la voiture, subventionné la naissance de l'industrie automobile, inventé les technologies du béton et du goudron, puis bâti le système entier..."*(6).

---

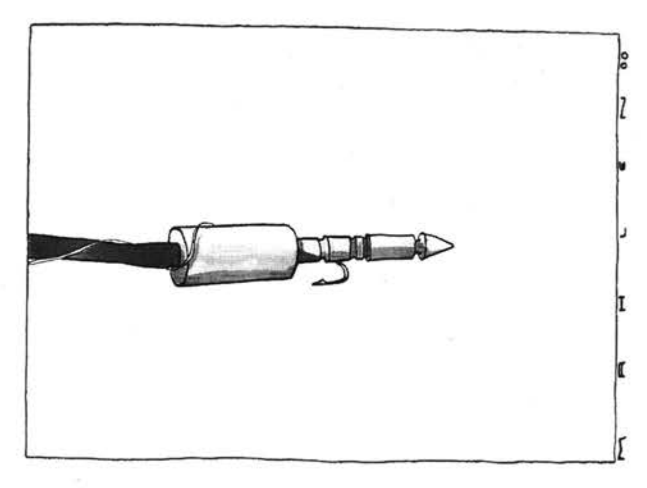
(1) Seth Schiesel, «The N°1 Customer : Sorry, it isn't you» [«Le premier à décider, désolé, mais ce n'est pas vous], *The New York Times,* 23 novembre 1997, sect. 3, p.1.
(2) Patrick J. Spain et James R. Talbot, *Hoover's Handbook of Business 1995-1996* (Austin, Texas ; Reference Press, 1995).
(3) Tables historiques du budget des Etats-Unis, www.wais.access.gpo.gov ; schémas pour la période de 1962 à 1996, pp.65-69.
(4) Scott Lafee, «Sea Launch is Go», *New Scientist,* vol. 152, n°2052, 19 octobre 1996, pp.36-39.
(5) Ibid.
(6) Nathan Newman, «Comment le commerce privé fait dérailler Internet», ENODE, Vol. 1, n°6, 15 décembre 1996, enodelist@garnet.berkeley.edu.

La réglementation des ondes radios dans l'intérêt des sociétés

Les gouvernements ont également créé un environnement réglementé dans lequel prospèrent des entreprises de communication dominées par des corporations. Aux Etats-Unis, par exemple, la Federal Communications Commission (FCC) coordonne et accorde des licences à des milliers d'utilisateurs commerciaux d'ondes radios et attribue des longueurs d'ondes à des intérêts privés — allant des réseaux de radiodiffusion et de télévision aux entreprises de téléphones cellulaires et de récepteurs d'appels.

Comme la plupart des agences de réglementation, le FCC est très partial envers tout ce qui est grand et global. Par exemple, ses règles interdisent la radiodiffusion aux stations de moins de 100 watts. Bien que de telles "micro-radios" de basse puissance soient idéales pour des radiodiffusions très localisées, décentralisées et de bon marché, le FCC s'est donné beaucoup de mal pour s'assurer que des messages subventionnés par des sociétés continuent à dominer les ondes. Selon un communiqué de presse, la petite station du reporter Jim Brewer, à Tampa, en Floride, a été carrément fermée par un commando multi-juridictionnel mené par le FCC : *"Avec des armes automatiques braquées sur eux [Brewer et sa femme] ils ont été plaqués au sol où ils ont été menottés face à terre avec des fusils dirigés sur leurs têtes. Ils ont été détenus chez eux pendant douze heures et ne pouvaient même pas aller aux toilettes seuls, pendant que des agents dépouillaient leur maison de tout ce qui avait un lien avec l'équipement de radiodiffusion. La police a isolé le pâté de maisons où se situait le site de la station de radiodiffusion et une grue a été amenée pour démanteler l'antenne radio".*

Tout en interdisant les petites émissions locales et non-commerciales, le FCC se met en quatre pour accorder à des sociétés de communication corporatistes des droits remplaçant ceux des communautés locales. Ayant déjà décidé que toutes les chaînes commerciales de télévision doivent être capables d'émission digitale avant l'an 2002, le FCC est conscient qu'au moins 350 chaînes seront obligées de bâtir des nouvelles tours de communication, d'une hauteur de 300 à 500 m. Comme on pouvait s'y attendre, un grand nombre des communautés où des telles antennes doivent se situer sont en train de protester vigoureusement. En réponse, le FCC étudie un règlement qui empêcherait les conseils locaux d'urbanisme et de zonage de restreindre le "droit" des sociétés de communication à placer des tours de communication où ils veulent (7)(8).



Public ou privé ?

Pendant les premières années de radiodiffusion, il y avait une saine discussion sur comment utiliser les ondes dans des buts commerciaux ou pour l'intérêt public. Il est clair que le monde commercial a gagné. Aux Etats-Unis, une loi récente du Congrès a scellé cette victoire en déréglementant efficacement toutes les industries de communication et permettant que ce soit le marché, et non l'intérêt public, qui détermine la voie du développement futur de l'infrastructure de communication. Selon l'expert en médias Robert McChesney, cette loi "est largement considérée comme étant une des plus importantes lois fédérales de cette génération". Néanmoins, *«le débat entourant la Loi de Télécommunication de 1996 était une farce. Une partie de cette loi a été en effet écrite par des membres d'un groupe de pression travaillant pour le compte de sociétés de communication concernées par la loi. Le seul 'débat' a été de savoir si les émetteurs, les entreprises de communication grande distance, les fournisseurs locaux de téléphonie ou les entreprises de câble seraient privilégiés dans la course à la dérégulation"* (9).

La possibilité que le public, et non les entreprises, devrait contrôler les ondes n'était même pas considérée. Une conséquence de la nouvelle loi était de remettre aux sociétés médiatiques des tranches supplémentaires du spectre d'émission. Des estimations de la valeur de ce cadeau vont de 11 à 70 milliards de dollars (10).

Communications corporatives

La capacité de communiquer instantanément à travers les continents n'est pas indispensable pour de petites entreprises localisées. Mais les immenses sociétés multinationales ont besoin de maintenir un contrôle serré et centralisé sur leurs filiales très dispersées, donc une infrastructure de communication sophistiquée et globale est absolument nécessaire. Des fabricants, d'IBM et Daimler-Benz à Nike et Unilever doivent coordonner des livraisons de matières premières et de pièces détachées entre leurs nombreuses filiales et des entrepreneurs individuels. Ils doivent également prévoir l'expédition des produits finis aux intermédiaires, aux distributeurs, et aux points de vente de la marque. De grands détaillants comme Home Depot, Tesco et Continente doivent surveiller les stocks de centaines de sites, parfois distants de milliers de kilomètres, et coordonner les livraisons des fournisseurs nationaux et internationaux par bateau, rail, camion et avion. Chaque société multinationale a besoin de communiquer les décisions du siège social aux filiales et agences dans différents pays et effectuer de rapides transferts financiers.

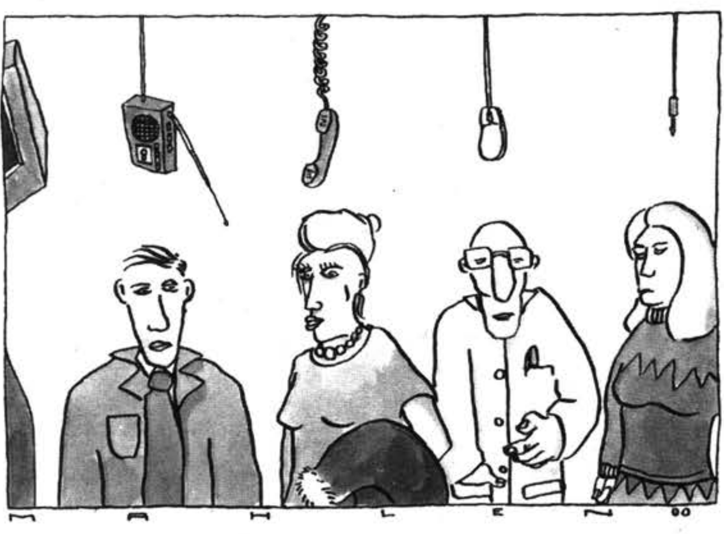
(7) Thomas A. Fogarty, «Towering trouble : laws and labor may delay transmlission of digital TV», *USA Today,* 17 novembre 1997, sect. E, p.1.
(8) Shay Toten, «A towering Debate», *Vermont Times,* 12 novembre 1997, p.1.
(9) Robert W. McChesney, *Corporate Media and the Threat to Democracy* (New York : Seven Stories Press, 1997), p.42.
(10) Alexander Cockburn, «The Airwaves : Al Gore's Amazing Gift», *The Nation,* 10 mars 1997, p.9.



Des ordinateurs très rapides connectés aux réseaux de communication par satellite permettent aussi aux banques, entreprises de services financiers, spéculateurs monétaires, et d'autres ayant des investissements globaux de transférer des sommes énormes de continent à continent grâce à une touche de clavier. David Korten décrit comment *"un individu devant un ordinateur peut maintenir un contact ininterrompu avec les fluctuations de prix dans tous les marchés importants et faire du négoce avec n'importe lequel ou dans tous ces marchés. Un ordinateur peut être programmé à faire la même chose sans intervention humaine, exécutant automatiquement des transactions impliquant des milliards de dollars en une fraction de seconde"* (11).
Grâce à de telles technologies, 1,3 milliards de milliards de dollars ont été échangés tous les jours en 1995 — trente fois le PNB journalier de tous les pays développés du monde pris ensemble (12).
Est-ce que des petits commerçants, de petites fermes familiales ou des gens qui produisent pour des marchés locaux ont besoin d'une infrastructure de communication si hautement développée ? Pas du tout, et en vérité leur gagne-pain est menacé par des entreprises qui *peuvent* l'utiliser. Tandis qu'ils sont laissés de plus en plus en arrière, leurs impôts continuent à contribuer à maintenir l'infrastructure qui est en partie responsable de leurs difficultés. Et comme d'habitude, on leur dit que le responsable c'est l'évolution naturelle.
A un autre niveau, ce phénomène est en train d'arriver à des cultures entières. Du Chiapas au Timor-Oriental, de petites économies locales sont poussées de côté par des gouvernements qui cherchent une place plus importante dans l'économie globale, une plus grande uniformité de leurs populations et plus de terres à consacrer à la production pour des marchés globaux. Trop souvent, des hautes technologies militaires — qui dépendent des réseaux modernes de communication pour l'intelligence, l'organisation et l'exécution — sont employées à ces fins. La victoire américaine dans la guerre contre l'Irak, dont le but était de préserver l'Ordre d'un Nouveau Monde dirigé par des sociétés, était aussi en grande partie un produit de ces capacités high-tech. Et les frappes récentes contre des cibles au Soudan et en Afghanistan, indiquant que la guerre contre le terrorisme sera également faite en utilisant ces technologies, ont donné un sens nouveau au slogan d'AT&T, *"tendre la main pour toucher quelqu'un"*.

Comment apprendre au monde à chanter (un air corporatif)

Une toile de communication à travers le monde est cruciale pour les entreprises d'une autre façon : ça leur donne la possibilité de transmettre leurs messages commerciaux à des centaines de millions de gens, jour et nuit, d'un bout de la planète à l'autre. Il a souvent été observé que le vrai but d'un média comme la télévision n'est pas de livrer du divertissement au public mais de livrer le public aux annonceurs. Dans l'économie globale, ceci est plus vrai que jamais.
La publicité est elle-même un produit de l'expansion industrielle économique. Quand la première voiture *Model-T* a été construite à l'usine d'Henry Ford à Détroit en 1909, l'évenement a été un tournant pas seulement pour l'industrie automobile, mais également pour quasiment toutes les autres industries. La fabrication en série a rendu possible la production meilleur marché de quasiment *n'importe quel* article dans des quantités jamais atteintes auparavant. Les industriels américains, qui auparavant avaient cherché à développer leur production, devaient maintenant penser également en termes d'expansion de consommation. Après tout, il n'y aurait pas de raison de fabriquer en série des millions d'articles si la capacité d'acheter ne se mesurait que par milliers.



Les industriels avaient donc besoin d'élargir leurs marchés pour leurs produits d'une façon significative. Ceci pouvait être en partie accompli par la fusion des petites économies locales à l'intérieur des économies beaucoup plus grandes, quelque chose déjà en train de devenir réalité grâce à l'infrastructure de transport en expansion. Il fallait cependant surmonter les différences régionales entre ces marchés. L'Amérique était une nation d'immigrés et avait peu d'uniformité ; les goûts et préférences locaux, régionaux et ethniques différaient beaucoup. Mais la publicité offrait aux entreprises le moyen d'homogénéiser ces goûts. C'était désormais possible de fabriquer les désirs en série en même temps que les produits pour les satisfaire.
La publicité a aussi permis à l'industrie de faire de gros changements dans l'idéologie à la mode et le regard sur le monde. Comme Stuart Ewen a montré dans son livre important *Captains of Consciousness* ("Capitaines de la Conscience"), la publicité a modifié des valeurs américaines de longue date comme la frugalité et l'indépendance, les remplaçant par une nouvelle norme culturelle basée sur la consommation apparente et une préférence pour ce qui est acheté au-dessus ce qui est fait à la maison. A travers des techniques de publicité de plus en plus sophistiquées, *"l'excès a remplacé l'économie comme une valeur sociale"* et des populations entières ont été investies avec *"un désir psychique à consommer"* (13).
En moins d'une génération, le consumérisme a été accepté par quasiment tout le pays. Cette publicité, datant de 1953, pour le grand magasin New Yorkais Gimbels, a proclamé la nouvelle idéologie : *"Le salut économique, aussi bien national que personnel, n'a rien à voir avec l'économie. La survie économique dépend de la consommation. Si vous voulez avoir plus de gâteau demain, il faut manger plus de gâteau aujourd'hui. Plus vous consommez, plus vous allez posséder, plus rapidement"* (14).
La propagation de cette idéologie n'était pas limitée aux entreprises et leurs alliés dans la publicité. Cette même année, le président du Council of Economic Advisers [Conseil de Conseillers Economiques] du Président Eisenhower a dit que *"l'ultime but"* de l'économie américaine était de *"produire davantage de produits de consommation"* (15).
Au fil des années, les publicités sont devenues plus sophistiquées, plus efficaces, et plus pénétrantes. Il a été estimé que l'Américain moyen est exposé à 16 000 images commerciales tous les jours — pas seulement dans les revues et journaux, la télévision et le radio, mais aussi sur les murs, voitures et camions, emballages de nourriture, tableaux sportifs, stylos et crayons, arènes sportives, avions supersoniques, et partout où un message commercial peut être martelé (16). Cette tendance a atteint des niveaux absurdes. Un des miracles tristes de la vie moderne est la façon que les enfants, adolescents, et adultes essayent d'exprimer leur 'identité' en

(11) David Korten, *When Corporations Rule the World*, pp.187.8.
(12) Bernard Lietaer (interview), «Beyond Greed and Scarcity», *Yes ! Magazine*, printemps 1997, p.37.
(13) Stuart Ewen, *Captains of Consciousness : Advertising and the Social Roots of the Consumer Culture* (New-York : McGraw Hill, 1976), p.25.
(14) *Fortune*, décembre 1953, p. 99. Cité dans Robert B. Reich, *The Work of Nations* (New-York : Alfred A. Knopf, 1991), p.45.
(15) *Ibid.*
(16) Leslie Savan, *The sponsored Life* (Philadelphia : Temple University Press, 1994), p.1.

portant des vêtements portant les logos des entreprises. La pratique est devenue si commune en Amérique que le *New York Times Magazine* a récemment sorti un article de 'style' avec des jeunes enfants portant des pulls Tide. Alors que l'idée de lancer des grands panneaux d'affichage en orbite autour de la terre a été considérée comme un peu folle, il y quelques années, elle pourrait être plutôt une prophétie : la station spatiale russe (Mir) et son équipage ont déjà été sollicités pour promouvoir des produits comme Pepsi-Cola et du lait israélite (17).

Téléconsumérisme

Aujourd'hui, la télévision est utilisée comme le moyen par excellence pour manipuler les désirs des individus. En Amérique, les publicitaires cherchent à influencer des enfants dès 2 ans. Des enfants qui n'ont pas encore 5 ans regardent en moyenne trois heures et demi de télévision par jour ; certains adultes la regardent près de 5 heures. En un an, l'adulte américain moyen voit donc quelque 21 000 annonces télévisées (18).

Le critique de technologie Jerry Mander affirme que la télévision est utilisée par les entreprises pour répandre l'évangile de la consommation à tous les coins de la planète.

"Par sa capacité à imprimer des images identiques dans les cerveaux de millions de gens, la télévision peut homogénéiser perspectives, connaissances, goûts et désirs, afin qu'ils ressemblent aux goûts et aux intérêts des gens qui transmettent ces images. Dans notre monde, les transmetteurs d'images sont les entreprises... et la communication par satellite le mécanisme par lequel la télévision est transmise aux endroits de la planète qui ont, jusqu'à récemment, été épargnés par cet assaut" (19).



Ce n'est pas seulement le contenu spécifiquement commercial de la télévision qui est si efficace quand il s'agit d'assaillir les endroits reculés du monde. La culture de consommation envahit aussi le tiers monde à travers le mode de vie aperçu *entre* les annonces. S.M. Mohamed Idris du Consumer's Union [Union des Consommateurs] de Penang a écrit : *"La culture de consommation du Nord pénètre actuellement tous les aspects de la vie dans le Sud. Cette culture est en réalité, une manière de penser et un mode de vie engendrés par des publicités, des films, des chansons populaires, des revues, des bandes dessinées, et d'autres canaux des masse-médias. Comme résultat de ce bombardement, le consommateur se sent anxieux s'il ne fume pas une cigarette, s'il n'achète pas telle marque de pommade pour ses cheveux, s'il n'utilise pas telle marque de rouge à lèvres, s'il ne change pas de voiture toutes les deux ans, si la couleur des rideaux de sa maison ne va pas avec la couleur de sa moquette"* (20).

Des entreprises qui cherchent à homogénéiser des goûts afin d'agrandir leurs marchés comprennent bien ce pouvoir des masse-médias. Anthony J.F. Reilly, Président-Directeur Général du H.J. Heinz Corporation, a déclaré avec précision que dans le tiers monde, *"dès qu'il y a de la télévision, des gens de n'importe quelle couleur, culture ou origine veulent dire à peu près les mêmes choses"* (21). Selon un analyste de développement, "les marchés de l'Inde semblent plus accessibles" maintenant que des messages publicitaires arrivent par satellite :*"... une moitié des 35 millions de télévisions actuellement présentes en Inde reçoivent des chaînes de satellite ou de câble, ce qui fournit une nouvelle fenêtre sur le monde extérieur pour plus de 60 millions de personnes.* ***Un gros marché de consommateurs a été créé presque du jour au lendemain****"* (c'est nous qui soulignons) (22).

Comme Robert McChesney le dit : *"Le média corporatif est en train de bombarder intensivement les gens avec des publicités et des opérations commerciales»* (23). MTV atteint plus de 250 millions de ménages sur cinq continents, ce qui permet aux entreprises de globaliser le "marché des jeunes" pour des chaussures de sport Nike, des Pepsi-cola, et des jeans Levi's (24). Des feuilletons américains comme "Dynasty" et "Baywatch" sont diffusés aux coins les plus lointains de la planète, donnant une impression déformée de la vie moderne urbaine, et créant une gamme de désirs entièrement nouvelle que les entreprises s'impressent à satisfaire. Et CNN, qui est diffusé dans 145 pays, du Bangladesh au Zimbabwe, assure que chaque culture reçoit la version commerciale des événements mondiaux (25).

Ceux qui croient qu'Internet est un moyen de communication global dirigé par et pour le peuple devraient réexaminer leurs pensées. Comme le directeur des services Internet d'AT&T le signale, l'Internet pourrait être le meilleur moyen de publicité jusqu'ici : *"Si c'est bien fait, personne ne va ressentir de conflit entre le commercial et le divertissement"* dit-il (26).

---

(17) Michael Specter, «Mir Bobbles Dim the Evil Empire's Aura», *The New York Times,* 24 août 1997, section E, p.5 ; «Pepsi-Cola is Filming the World's First Commercial in Space», Pepsico news release, New-York, 21 mai 1996.
(18) David Korten, op. cit. 11, p.152.
(19) Jerry Mander, *In the Absence of the Sacred* (San Francisco : Sierra Club, 1991), pp.97-8.
(20) S. M. Mohamed Idris, «The Third World : A crisi of Development», in *The future of Progress* (Totnes, UK : Green Books, 1995), pp.110-111.
(21) Cité dans Alan Thein Durning, «Can't live without it», *Worldwatch,* mai-juin 1993, p.13.
(22) Taylor Moore, «Developping Countries on a Power Drive», Electric Power Research Institute, (EPRI), http://www.epri.com.
(23) Robert W. McChesney, *Corporate Media and the Threat to Democracy,* p.23.
(24) «MTV : Music Television Global Fact Sheet», MTV Networks, 17 février 1995.
(25) «CNN/CNN International Country and Territory Client List», daté de juin 1994, CNN Public Relations, One CNN Center, Atlanta, GA 30348.
(26) Robert W McChesney, op. cit. 23, p.34.

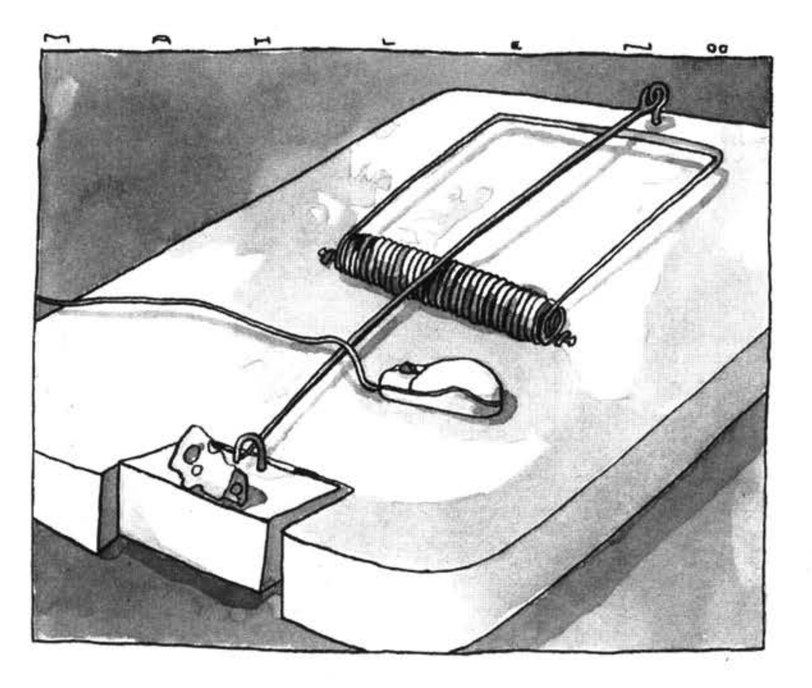


Parole libre à vendre

Bien que l'infrastructure moderne de communication aujourd'hui soit faite sur mesure pour les besoins des gouvernements, de l'armée, du monde financier et des entreprises, des limitations sur sa portée sont souvent vues comme des obstacles aux droits *individuels*. Par cette logique tordue, la publicité devient une forme de "parole libre" ; le bombardement du Sud avec des images déformées dont le but est d'homogénéiser des cultures devient "libre circulation d'information" ; des gens esclaves de leurs ordinateurs, fax, modems, téléphones portables et messageries deviennent des exemples de "la commodité de la vie moderne".

De la même façon, les options disponibles semblent souvent dépendre des choix purement individuels : il suffit d'éteindre la télé, ou choisir de ne pas tenir compte de ses messages, par exemple. A certains niveaux, c'est sûr, des décisions personnelles doivent être faites, mais à d'autres niveaux des politiques publiques sont en train d'imposer des changements dans lesquelles les gens n'ont pas de choix du tout. Ceci est particulièrement vrai dans le Sud, où des traditions culturelles de longue date peuvent être effacées en une génération par un régime constant de Disney, Rambo, CNN, Star-TV, et de publicité des grands groupes.

Il y a d'autres questions à poser, des questions dont les réponses dépendent de la force de notre foi dans le modèle industriel. Est-ce que les entreprises ont un droit inaliénable d'accéder aux spectres d'émissions ? Ont-ils le droit illimité de placer leurs satellites de communication où ils veulent pour atteindre tout le monde sur la planète ? Est-ce que des cultures — ainsi que des individus — ont le droit de se déclarer extérieurs aux messages commerciaux que les autres veulent leur envoyer ? Les réponses à ces questions et d'autres du même genre auront un impact significatif sur le type de monde que nous sommes en train de fabriquer.



Steven GORELICK ■

(traduction
Aurea Tiberghien)



Fermons Eurosatory ▶

Le salon de l'armement Eurosatory se tient à l'aérodrome du Bourget (près de Paris) du 19 au 21 juin. Pour dénoncer ce salon odieux, différents groupes se sont réunis au sein d'une coordination internationale contre les ventes d'armes pour organiser des manifestations. Les actions suivantes sont annoncées publiquement. Un contre-salon sur le thème des «autres formes de défense et des droits humains» se tiendra à Paris le samedi 17 et dimanche 18 juin. Une présence silencieuse est également organisée pendant l'ensemble du salon, le plus près possible de l'entrée. Une conférence sur les «transferts d'armements» aura lieu les samedi et dimanche soir, enfin une campagne de lettres est en cours, adressée à des exposants et aux ambassades. D'autres actions symboliques seront annoncées au dernier moment. Celles-ci sont préparées par les différents groupes membres du collectif, indépendamment de la coordination. Elles viseront à mettre l'éclairage sur les conséquences des ventes d'armes. Une action portera ainsi sur la question de la torture.
Pour en savoir plus :

- *Coordination de l'action non-violente de l'Arche, Jean-Luc Brémond, La Borie-Noble, 34650 Roqueredonde, tél : 04 67 44 09 89.*
- *Collectif Fermons Eurosatory, BP 3607, 75325 Paris cedex 07, fax : 01 45 55 92 36.*

FERMONS EUROSATORY
SALON DE L'ARMEMENT

Opinion et dissuasion nucléaire

Selon un sondage de la Sofres de décembre 1999, commandé par la commission défense de l'Assemblée nationale, 52 % estiment les dépenses militaires actuelles justifiées, 33 % souhaitent qu'elles soient diminuées. 58 % se disent favorables au maintien de la force de frappe, 22 % pour son abolition, 20 % sont sans opinion (le sondage ne précisait évidemment pas que cette arme a été déclarée illégale au niveau international). Un autre sondage commandé par le ministère de la défense en juin 1999 indiquait que 34 % des Français estimaient possible une défense sans force de dissuasion. En 1996, un sondage indiquait seulement 23 % pour diminuer la force de frappe, 32 % pour la moderniser, 39 % pour la maintenir en état. La principale évolution est en fait dans le transfert des pro-force de frappe dans le camps des indécis. *(source : Stop-Essais, mars 2000)*

Armée et marchands d'armes

L'armée est-elle payée par les marchands d'armes ou par nos impôts ? Réponse : par nos impôts. L'armée travaille-t-elle pour les marchands d'armes ou pour nous ? Réponse officielle : pour nous. Alors comment se fait-il que dans les salons d'armement, les démonstrations de matériel soient assurées sur des appareils de l'armée française, par la patrouille de France, etc. en particulier dans les salons asiatiques d'armement (Asian Aerospace qui s'est tenu à Singapour du 17 février au 4 mars). Des parlementaires se sont étonnés de cette aide de l'armée, en totale contradiction avec les propos de nos ministres socialistes qui affirment ne pas aider aux ventes d'armes dans des régions susceptibles de déboucher sur des conflits. Nos ministres sont-ils au-dessus des marchands d'armes ? *(source : Lettre de l'observatoire des transferts d'armements, 1er trimestre 2000)*

Toujours en guerre !

On nous dit que nous connaissons la plus longue période de paix en France... Pourtant selon les caisses de retraite des anciens combattants, nous avons presque toujours été en guerre depuis 1939 :

- De 1939 au 8 mai 1945 : Europe
- 8 mai 1945 au 2 juillet 1962 : Algérie
- 15 juin 1945 au 27 août 53 : Corée.
- 16 août 1945 au 11 août 1954 : Indochine
- 30 mars 1947 au 1 octobre 1949 : Madagascar
- 1er janvier 1952 au 2 juillet 1962 : Tunisie
- 1er juin 1953 au 2 juillet 1962 : Maroc
- 17 décembre 1956 au 31 décembre 1958 : Cameroun
- 1 janvier 1957 au 31 décembre 1959 : Mauritanie
- *Pas de guerre officielle de juillet 1962 à mars 1969 ! Les militaires ont dû drôlement s'ennuyer !*
- 15 mars 1969 au 31 décembre 1994 : Tchad
- 23 mars 1978 au 22 mars 1996 : Liban
- 13 mai 1978 au 12 mai 1981 : Zaïre
- 20 septembre 1979 au 19 septembre 1982 : République Centrafricaine
- 30 juillet 1987 au 29 juillet 1996 : Golfe persique
- 1er avril 1991 et toujours en cours : Irak
- 1er novembre 1991 au 31 octobre 1994 : Cambodge
- 1er janvier 1992 et toujours en cours : Yougoslavie
- 3 décembre 1992 au 3 décembre 1995 : Somalie.
- 15 juin 1994 au 4 juin 1997 : Rwanda.

Depuis 1945, la guerre est donc hors métropole donc plus discrète. Cet état de guerre permanent se traduit quand même chez nous par des mesures anti-terroristes : depuis 1991, nous sommes soumis au plan Vigipirate dont on apprend régulièrement qu'il est réactivé (la dernière fois, le 24 décembre 1999). *(source : Union Pacifiste, janvier 2000)*

Recherche sur la non-violence

L'IRNC, institut de recherche sur la résolution non-violente des conflits, développe actuellement trois axes de recherche : la médiatisation de la non-violence, en relation avec l'Unesco, avec l'élaboration de documents destinés plus particulièrement aux jeunes ; l'intervention civile non-violente avec en préparation une enquête sur les motivations des volontaires pour ces missions ; qu'est-ce qu'une culture de non-violence, toujours en liaison avec l'Unesco. Plus cet institut perçoit d'argent, plus il peut engager de recherches. Une souscription permanente lui fournit une part de ses revenus. On peut y participer en faisant un don. *IRNC, 14, rue des Meuniers, 93100 Montreuil, tél : 01 42 87 94 69.*

RIRe : réseau d'information aux réfractaires

Alors que le Journal des objecteurs disparaît fin 1994, certains décident de reprendre le flambeau de l'information et en octobre 1994 naît à Marseille, le RIRe, réseau d'information aux réfractaires. D'ouverture plus large que les seuls objecteurs, il se veut aussi plus radical dans sa lutte contre la militarisation de la société. Alors que le Journal des objecteurs dépendait du Mouvement

◀ Objection : discrimination

Depuis la mise en place en 1963 du statut d'objecteur de conscience, celui-ci prévoit une durée de service national double du statut de l'appelé au service militaire. Dans les années 80, un mouvement de désertion au bout d'un an prend de l'ampleur, les objecteurs abandonnant leur poste au bout de la moitié du temps prévu. Depuis les procès se sont éternisés. Alors que le service national a été supprimé, et donc le service pour les objecteurs aussi, le Comité des droits de l'homme de l'ONU a condamné la France le 3 novembre 1999 pour violation, estimant que rien ne justifiait ce double temps de service. Ceci devrait mettre fin à quelques procès encore en cours. 36 ans pour condamner la France, cela donne une idée de l'efficacité redoutable de l'ONU. Le fait que la France ait un droit de véto à l'ONU explique sans doute la lenteur de cette cour de justice. *(source : Canard enchaîné, 9 février 2000)*



Nord Sud

FMI : sortir de l'imPAS ! ▼

des objecteurs de conscience avec un programme bien précis, la nouvelle revue se veut plus décentralisée, laissant de grandes possibilités de débat entre courants antimilitaristes. La fin du service militaire annoncé en février 1996, fait naître le désir de mener des campagnes plus larges... Cela permettra d'aborder la question des sans-papiers via le problème des réfractaires à l'armée algérienne, ou encore la question des OGM avec la privatisation des semences. Aujourd'hui, si la revue bimestrielle s'est bien améliorée, le débat en son sein porte sur la nécessité de l'action : une revue doit-elle animer des campagnes (contre Eurosatory en juin 2000 par exemple) ou rester un simple réseau d'information ? On peut recevoir un numéro spécimen gratuit sur simple demande à : *Rire, BP2402, 13215 Marseille cedex 02.*

Paris
gouttes de paix

Nées dans une école de Belleville, les Serruriers magiques ont créé plusieurs spectacles avec des enfants du primaire. Cette année, c'est «Gouttes de paix» où jouent une trentaine d'enfants. Le sujet : la violence à l'école et les possibilités de l'éviter. Le spectacle tourne maintenant en public. Prochain spectacle : le 23 juin, à 20h30, à la Maroquinerie, 23, rue Boyer, 75020 Paris. Contact : *Les Serruriers magiques, 7, rue Barbusse, 94340 Joinville-le-Port, tél : 01 48 89 95 68.*

Nord-Pas-de-Calais
formation non-violente

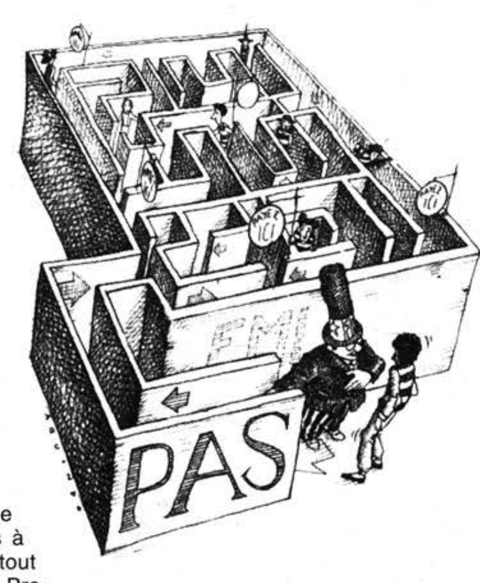
Un institut de recherche, d'information et de formation du Mouvement pour une alternative non-violente (IFMAN) vient de voir le jour à Roubaix. Il propose de multiples formations : initiation à la médiation (13-16 juin), conflits, violence, pouvoir (19-21 septembre), paroles et sanctions qui donnent sens à la loi (3-5 juillet), écoute et relation d'aide (7, 14 et 21 octobre), éducation, coopération et conflits (2-3 et 23-24 octobre). Formations à la demande sur les thèmes de la négociation, de la citoyenneté, de la vie associative, des jeux coopératifs, etc. *Ifman Nord-Pas-de-Calais, 24, place de la Liberté, 59100 Roubaix, tél : 03 20 52 19 54.*

Brésil
500 ans de résistance

Le 22 avril, le Brésil a fêté le 500e anniversaire de l'arrivée de l'homme blanc sur son territoire. Les indiens ont organisé des marches de protestation rappelant qu'à l'époque le pays comptait cinq millions d'habitants répartis en un millier de tribus. Il n'en reste plus aujourd'hui que 330 000 répartis en 210 tribus. Plus de la moitié des territoires indiens ne sont toujours pas reconnus contrairement à la Constitution du pays. L'espérance de vie des Indiens du Brésil n'est que de 42,6 ans contre 67 ans pour les autres. Il y aujourd'hui au Brésil environ 50 tribus qui vivent complètement en dehors du système, mais dont la survie est menacée par l'avancée des compagnies minières et forestières. *(source : Survival International, avril 2000)*

Finistère
connaître l'Afrique

Du 3 au 15 juin, le CICODES, centre de documentation tiers-monde, organise à Concarneau des animations sur le thème «connaître l'Afrique». Programme : *CICODES, 15, rue Jean-Rameau, 29000 Quimper, tél : 02 98 95 87 40.*



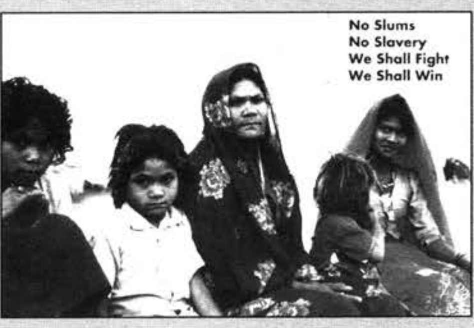
Agir Ici anime, en collaboration avec AITEC, le CRID, les amis de la Terre, le Secours catholique, Terre des Hommes et le soutien d'une cinquantaine de groupes, une campagne pour la création d'un mécanisme de recours pour les populations affectées par les Programmes d'ajustement structurel (PAS) du Fonds monétaire international (FMI). La campagne propose des cartes postales à faire signer pendant tout l'été et à envoyer au Premier ministre et au ministre de l'économie.
Actuellement, deux milliards de personnes sont «ajustées» par le FMI. Qu'est-ce à dire ? Le FMI a dans un premier temps prêté de l'argent à de multiples gouvernements pour de soi-disant «développements». Ces derniers n'ayant jamais dégagé les ressources envisagées, les pays emprunteurs se sont retrouvés avec une dette énorme. Pour les obliger à rembourser, le FMI n'accepte de leur accorder de nouveaux prêts qu'à condition d'accepter des PAS qui ont tous la caractéristique de dégommer tous les budgets sociaux des gouvernements (éducation, santé) et de privatiser les rares entreprises d'Etat rentables. Le FMI impose également la liberté des prix des marchandises, ce qui provoque un effondrement des productions vivrières et la hausse des denrées alimentaires de base. Même lorsque les gouvernements changent, aucun ne peut résister à la pression internationale, et tous ces pays, dits du Sud, se retrouvent le couteau sous la gorge à financer, par les intérêts, les prêteurs du Nord, dans un processus sans fin.
La campagne demande la mise en place d'un mécanisme de recours qui permette aux populations victimes des PAS de dénoncer les conséquences de ces mesures et surtout de demander le respect des droits fondamentaux des humains et de leur environnement. Pour en savoir plus : *Agir Ici , 14, passage Dubail, 75010 Paris, tél : 01 40 35 07 00.*

▼ *Inde :* marche pour la terre

Lors de la création de parcs régionaux, de grands travaux, de politique forestière gouvernementale, de nombreux petits paysans se sont trouvés privés de terres. Le mouvement *Ekta Parishad* a lancé une initiative de grande envergure : une marche de 3000 km à travers l'Etat de Madhya Pradesh. Elle bouclera son périple mi-juin. En soutien à cette action, une campagne de lettres est animée en France par Réseau-Solidarité qui commercialise également des cartes postales : 9 cartes pour 50 F port compris. A commander à : *Réseau Solidarité, 10, quai de Richemont, 35000 Rennes.*









Plutonium soluble dans l'humidité

Jusqu'à maintenant on croyait que le plutonium, présent dans les déchets radioactifs, n'était pas soluble dans l'eau. Mais une étude américaine menée par John Haschke du Los Alamos National Laboratory montre que dans certaines conditions d'humidité et de vapeur d'eau, entre 25° et 350°C, le plutonium peut réagir avec l'oxygène de l'eau, se déplacer et provoquer la libération d'hydrogène, ce dernier étant susceptible d'exploser. Cela provoque actuellement un débat sur les conditions de stockage de ce dangereux poison. D'une part, il n'est plus possible de l'enfouir sans prendre en compte les risques d'écoulement vers une nappe phréatique, d'autre part, la manipulation de vieux fûts devra se faire avec précaution pour éviter l'explosion d'une possible bulle d'hydrogène. Ceci remet complètement en cause la possibilité d'enfouir les déchets sans surveillance. *(source : La Recherche, avril 2000)*

USA
zones polluées

Bien sûr, Tchernobyl, c'est la faute au régime politique. C'est oublier un peu vite que le 29 mars 1979, il y a donc vingt ans, le réacteur de Three Mile Island, en Pennsylvanie, s'emballait en relâchant un nuage radioactif. Les 400 000 habitants de la ville voisine de Harrisburg étaient évacués pendant quelques jours. Mais ce n'est pas la pollution nucléaire la plus importante du pays. Du côté des militaires, on a fait beaucoup mieux. Le site de Hanford qui a servi à préparer le combustible pour les armes nucléaires comporte neuf réacteurs nucléaires qui ont fonctionné de 1944 à 1980. Ce site de 1450 km2 est totalement pollué : on estime à 530 000 curies d'iode radioactif les rejets dans l'air, l'équivalent d'un accident nucléaire majeur. Jusqu'à la fin des années 60, la Columbia River recevait des millions de curies d'effluents liquides. Dans les années 50, le gouvernement décidait d'enfouir sous le site des déchets radioactifs. Cet immense réservoir de 1,9 millions de litres a connu, presque cinquante ans plus tard, le 18 novembre 1998, une fuite de gaz radioactifs. Une étude portant sur les anciens employés estime que 25 % d'entre eux sont déjà morts d'un cancer ou souffrent d'un cancer. Bref, avec nos propres déchets, nous n'en sommes qu'au début de nos ennuis. *(source Tam-Tam, mars 1999)*

Tchernobyl

● **Traitement des déchets contaminés à Tchernobyl.** Un consortium belgo-franco-italien devrait ériger d'ici 2001 une usine de traitement de déchets radioactifs à Tchernobyl. Le 16 septembre 1999, la firme étatique ukrainienne Energoatom a signé le contrat avec Belgatom, la Société Générale des Techniques Nouvelles (SGN), une filiale de la Cogéma sise à Saint-Quentin en Yvelines, et Ansaldo. La Banque européenne pour la reconstruction et le développement financera le projet s'élevant à 770 millions de F. Les opérations s'apparentant à une *«sorte de démantèlement»* (Jean-Luc Thierry de Greenpeace) n'ont rien de commun avec les processus en vigueur à La Hague. Le centre fluidifiera annuellement 2 500 m3 de résidus. *(correspondance René Hamm)*

● **Hausse des cancers en France.** La région Champagne était l'une des rares régions à posséder un registre des cancers au moment où le nuage de Tchernobyl, en mai 1986, a survolé le pays. 14 ans après, ce registre des cancers montre une multiplication par quatre des cancers de la thyroïde chez les jeunes de 19 à 25 ans, dans cette région pourtant peu touchée par la radioactivité ukrainienne. A Kiev, capitale de l'Ukraine, proche de la centrale accidentée, ce même taux a été multipliés entre dix et cent. C'est donc probablement dans cet ordre de grandeur qu'ont été multipliés les cancers de la thyroïde en France, mais également dans une bonne partie de l'Europe.

Tchernoblaye : fin de manif agitée

Dimanche 23 avril, un bon millier de personnes se sont retrouvées pour participer à une marche pacifique en direction de la centrale de Blaye (Gironde), centrale dont deux réacteurs ont été inondés lors de la tempête du 27 décembre dernier (voir numéros 255 et 256). Le public était venu en famille et la manif se déroulait tranquillement quand soudain les forces de l'ordre ont barré la route à environ 2 km du site de la centrale. Alors que la manifestation était autorisée, après une simple sommation sans haut-parleur, une pluie de gaz lacrymogènes est tombée sur la manifestation. La sono de la manifestation a essayé d'avertir de la présence des enfants, mais en vain. Si les manifestants avaient voulu être violents, seraient-ils venus en famille ? Les télévisions présentes n'ont pas parlé de cette charge des forces de l'ordre. Chantal, une manifestante nous écrit : «cela me rappelle l'Allemagne et l'époque du nazisme avec la rétention de l'information : les gens pendant longtemps ne furent pas au courant qu'il y avait des gens qui essayaient de résister». L'action initialement prévue devant les grilles de la centrale — une digue de paille pour rappeler l'inefficacité des protections en cas de grande marée — s'est faite en retrait à la sortie du dernier village.


Fin décembre 1999 : le site inondé

Tchernoblaye : procès !

Le maire du Blayais, commune où se trouve la centrale de Braud-et-Saint-Louis, n'a pas apprécié de voir fleurir les appels à une manifestation contre «Tchernoblaye» et rappelant que nous avons frôlé l'accident majeur le 27 décembre dernier. Ne pouvant interdire la manifestation, il a fait un procès en référé contre les organisateurs pour leur interdire d'utiliser ce jeu de mot qui nuit à l'image de marque de sa commune. Mi-avril, il a été débouté par le tribunal de Bordeaux. La prochaine fois, promis, il demande à EDF de fermer la centrale avant qu'elle explose ! Ce serait encore plus mauvais pour son image de marque.

Becquerel, Sievert et les autres

Afin de monter un spectacle, carnaval, actions de rue, un stage d'expression dramatique se tiendra dans la deuxième quinzaine de juillet, animé par Jean-Claude Hirsch et François Grange. Si cela vous intéresse, prendre contact avec la *CRII-Rad, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence.*

Lignes à haute tension à risques

Le 14 mars dernier, le député PS du Val d'Oise, Jean-Pierre Blazy a fait voter un amendement à la loi de 1976 sur les installations classées y incluant les lignes à haute tension. Cet amendement a été adopté à l'unanimité, transformant ainsi potentiellement 120 000 km de lignes en zones à risque. Concrètement, cela va obliger à recenser les maisons situées sous les lignes et à en estimer le danger. Cela peut déboucher, si les nuisances électromagnétiques sont jugées trop dangereuses, à déplacer certains bâtiments comme des hôpitaux ou des crèches. Les associations anti-ligne à haute tension demandent déjà un recensement immédiat des maladies constatées sous ces lignes. EDF n'a pas apprécié cet amendement surprise et fait le pressing actuellement pour que les sénateurs bloquent cet amendement. *(source : France-Soir, 10 avril 2000)*

Essonne
36 ans dans une maison radioactive

En 1964, une famille achète une maison au 36, chemin des Couvents à Gif-sur-Yvette (Essonne), sans aucun avertissement. En 1975, ils apprennent que la maison est située sur le terrain de l'ancienne Société nouvelle du radium, entreprise qui réalisait des sources radioactives pour la recherche et la médecine. En 1975, des travaux de décontamination sont effectués par le centre d'études nucléaires de Saclay (décapage du sol, pose d'une chape de plomb en sous-sol). La maison est ensuite considérée comme sans danger. La CRII-Rad a effectué récemment des mesures qui donnent des concentrations de radon 226 de 100 à 1000 fois supérieurs à la normale. Le flux de rayonnement est jusqu'à 2500 fois supérieur à la normale au rez-de-chaussée, encore anormal au deuxième étage. L'irradiation des habitants est estimée par la CRII-Rad à 80 fois la limite autorisée. Elle a ensuite mesuré les taux de radioactivité dans les rues voisine : là aussi, on a une radioactivité bien supérieure à la normale. La CRII-Rad a demandé des mesures sanitaires immédiates. *CRII-Rad, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence, tél : 04 75 41 82 50.*



Déchets : forte mobilisation

Le 15 avril, à Quintin (Côtes-d'Armor), plus de 10 000 personnes ont manifesté contre le projet d'enfouissement des déchets nucléaires en massif granitique.
Le même week-end, plus de 5000 personnes ont manifesté à Athis-de-l'Orne (Orne), quelques centaines à Lascaux (Dordogne) et plus de 1000 à Glénat (Cantal).

Mission Granit suspendue !

Après un mois de périples et de réceptions parfois musclées, les trois hauts fonctionnaires chargés de prospecter pour trouver un nouveau site d'enfouissement des déchets nucléaires ont obtenu du gouvernement, mi-avril, la suspension de leur mission. Le problème, c'est que la loi oblige l'Andra, agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, à «consulter les populations». Celle-ci a alors annoncé de nouveaux modes inédits de consultation de la population : celle-ci peut lui envoyer des messages électroniques ! Et les déchets, on peut les mettre sur Internet ?

Bure : les Verts divisés

En 1995, Dominique Voynet a lancé symboliquement sa campagne pour les élections présidentielles à Bure, sur les terres de l'ANDRA. Depuis, devenue ministre, elle a signé l'autorisation de commencer le chantier. Le 15 avril, à l'initiative d'Elisabeth Roulet, des Verts-Savoie, une motion de soutien a été votée au CNIR des Verts demandant une présence résolue des Verts pour occuper le site. Les Verts de Franche-Comté, région d'origine de Dominique Voynet, ont également publié dans leur revue locale «Feuille verte» un appel contre le désinvestissement des Verts sur le terrain antinucléaire. Entre «réalistes» à la tête des Verts et «militants», il va falloir choisir.

Alpes-de-Haute-Provence : cherchez la faille

Le collège de Sainte-Tulle risque de ne pas voir le jour d'ici 2001 comme prévu initialement. En effet, le premier permis de construire a été refusé car le site prévu se situe sur une faille qui longe le val de la Durance et le risque sismique n'est pas négligeable. Enfin, un principe de précaution bien appliqué. Les militants de l'Aprii-Rad, association locale pour l'information sur la radioactivité demande que ce principe soit étendu : le centre nucléaire militaire de Cadarache est construit sur cette même faille. Le dernier tremblement de terre important (force 9) a eu lieu le 1er juin 1909 et a fait 46 morts. *Aprii-Rad, impasse de l'Ancien-Gué, 84240 La Tour-d'Aigues, tél : 04 90 07 50 68.*

Bure : camp d'occupation dès le 1er juillet

Les quatre collectifs locaux d'opposition au chantier de l'Andra ont décidé de commencer le camp d'occupation dès le 1er juillet. Le lieu devrait être un peu plus éloigné que lors de la dernière manifestation du 18 mars, l'Andra ayant étendu ses grillages. Si vous voulez y participer prendre contact avec :



- *CEDRA 52, BP17, 52101 Saint-Dizier cedex, tél : 03 25 04 91 41.*
- *Coordination nationale contre l'enfouissement des déchets radioactifs, 33, rue du Port, 55000 Bar-le-Duc, tél : 03 29 45 45 55.*
- *Collectif d'action contre l'enfouissement des déchets radioactifs, Cacendr, 56, rue du Colonel-Moll, 54520 Laxou, tél : 03 83 90 00 69.*



Médecins fiables ?

Une étude portant sur 150 000 ordonnances a détecté 10 700 prescriptions inutiles et 2800 à risques... selon les critères officiels de la médecine. *(source : Sciences et Avenir, juillet 1999)*

Ondes électromagnétiques : la télévision aussi

Depuis plus de dix ans, des chercheurs se sont penchés sur les effets des ondes électromagnétiques provenant des télévisions. Mais ces travaux sont évidemment peu médiatisés. Ainsi, en 1990, le professeur Marcel Rufo, de la faculté de médecine de Marseille, mena une étude auprès de 289 enfants. Celle-ci montre qu'au delà de 50 minutes de télé par jour, on a une baisse de la mémorisation par trois et un effondrement des résultats scolaires. On a parallèlement une augmentation de la nervosité, de l'agressivité, des insomnies... Ceci indépendamment des programmes de télé. Bien que l'information soit à l'époque parue en première page de *France-Soir*, aucune conclusion n'en a été tirée.
Jacques Surbeck, directeur de recherche et membre de la commission internationale de la santé au travail a montré en mettant de jeunes animaux devant des télévisions allumées que l'on observe des problèmes neuro-endocriniens à la puberté puis une augmentation des impuissances et des troubles du comportement. Une étude sur sa propre fille de huit ans montre que celle-ci a son propre champ électromagnétique complètement saturé au bout de vingt minutes passées devant un écran. Si ce chercheur ne se prononce pas sur les programmes, il met en garde contre le rayonnement qui passe à travers les murs : les enfants sont d'autant plus sensibles qu'ils sont plus jeunes, ne surtout pas mettre un lit d'enfant à proximité d'une télévision (même derrière un mur), ne surtout pas installer de jeux vidéos sur une télévision, ce qui oblige l'enfant à se tenir très près de l'écran, regarder la télévision le plus loin possible et le moins possible (au-delà de huit fois la diagonale, les nuisances deviennent négligeables), ne pas dépasser 20 minutes d'émission, laisser au moins 12 heures entre deux émission.
Et les ordinateurs ? A priori, les dangers sont exactement les mêmes, même s'il existe moins d'études pour le moment sur le sujet. Le travail à longueur de journée sur écran est sans doute d'autant plus dangereux que la personne qui travaille est jeune. *(source : Brisons nos chaînes, printemps 2000)*

OGM

● USA : cantine sans OGM. Le mouvement contre les OGM a du retard aux Etats-Unis, mais la ville de Berkeley, en Californie vient de prendre une mesure qui devrait provoquer des suites : toutes les cantines scolaires de la ville sont bio, avec interdiction des OGM, mais également des aliments irradiés et du lait provenant d'élevage avec hormone de croissance. *(correspondance Francis Desmoulin)*



● Principe de précaution. Le 21 mars dernier, la Cour de justice européenne a déclaré recevable les recours intentés par la Confédération paysanne, Greenpeace et Ecoropa devant le Conseil d'Etat. Celui-ci s'était en effet défilé en demandant conseil à la Cour européenne lorsque les groupes lui avaient demandé de se prononcer sur l'application du principe de précaution concernant les OGM. La balle est donc de nouveau devant le Conseil d'Etat qui doit maintenant se prononcer.

● Ariège : fauchage chez l'INRA. Le jeudi 13 avril, 300 personnes du collectif anti-OGM, avec le renfort de José Bové, sont intervenus sur un champ expérimental de l'INRA, institut national de la recherche agronomique, pour faucher deux hectares de colza transgénique. Les organisateurs ont dénoncé une fois de plus ces essais en plein champ qui risquent de provoquer une pollution irréversible. une critique également de l'INRA : un service soi-disant public puisque les agriculteurs ne lui demandent absolument pas de travailler dans ce secteur. La collusion entre la recherche publique et les multinationales semencières est ainsi une nouvelle fois dénoncée.

● Toulouse : Carrefour et le double langage. Les manifestants ariégeois ont ensuite été bloquer les caisses d'un magasin Carrefour de Toulouse pour dénoncer la communication de cette chaîne qui se vante de la traçabilité de ses produits... sans préciser qu'elle diffuse également de multiples autres marques qui elles comprennent des OGM. Le directeur de l'hypermarché en affirmant que 1500 des 1700 produits proposés sont garantis sans OGM par Carrefour, avoue ainsi que 200 ne le sont pas.

● Lyon : animation pour les enfants. Action OGM Lyon vient de se transformer en Terra Incognita et se destine à créer des animations sur les problèmes d'environnement, de santé et d'écologie. Elle propose une animation pour les enfants le samedi 27 mai à partir de 14 h, place Sathonay, Lyon 1er, dans le cadre de la fête des plantes organisée par la mairie. *Terra Incognita, 44, rue Burdeau, 69001 Lyon, tél : 04 72 07 69 28.*



On ne naît pas tueur, on le devient

Le conditionnement mental par la télévision est-il comparable à celui de l'armée. C'est ce qu'affirme un ancien psychologue de l'armée américaine.

Je passe mon temps à voyager autour du monde pour enseigner à des médecins, des policiers et des militaires, ce qu'est la guerre et ce que tuer veut vraiment dire. J'ai beau être un expert international ès «sciences de tuer» [killology], j'ai été atterré comme tout le monde, le 24 mars 1998, lorsque deux garçons de 11 et 13 ans ont massacré, dans ma propre ville, quatre écolières et une enseignante, et blessé dix autres élèves. Avant de prendre ma retraite militaire, j'étais officier d'infanterie et psychologue. J'ai passé près d'un quart de siècle à étudier comment tuer les gens. Pourtant, tuer son prochain n'est pas un geste naturel. On doit apprendre à le faire. La thèse que je défends ici est que nous conditionnons nos enfants à tuer de la même manière que l'armée conditionne ses soldats.



On s'abstient naturellement de tuer ses semblables

Lorsque des animaux à bois ou à cornes se battent, ils entrechoquent leur tête, mais évitent de se blesser mutuellement. En revanche, lorsqu'ils se battent avec des animaux d'autres espèces, ils s'en prennent à leurs flancs, pour tenter de les étriper et de les saigner. Les piranhas plantent leurs dents dans tout ce qui se présente, mais ils se battent entre eux à coups de queue. Les serpents à sonnette mordent toutes les espèces étrangères, mais ils se battent entre eux au corps-à-corps. Il en va de même pour les êtres humains.

Lorsque la colère ou la peur les submerge, à moins qu'ils ne soient sociopathes, ils s'abstiennent de tuer leurs semblables. C'est pourquoi ils se battent en faisant beaucoup de cinéma, en produisant des bruits effrayants, en prenant de grands airs, en essayant de s'intimider mutuellement — jusqu'à ce que l'une des parties fuie ou se soumette.

A l'époque moderne, le taux d'usage des armes à feu sur le champ de bataille a commencé par être incroyablement bas. Durant la seconde guerre mondiale, le brigadier-général SLA Marshall confia à une équipe de chercheurs la mission d'interroger les soldats sur ce qu'ils avaient réellement fait pendant les combats. L'équipe découvrit que, lorsqu'ils avaient un adversaire en ligne de mire, seuls 15 à 20 % des fusiliers tiraient vraiment. Seul un petit pourcentage des soldats était donc naturellement capable de tuer — quand bien même la plupart d'entre eux étaient prêts à mourir pour leur patrie.

Lorsque l'armée prit conscience de ce «problème», elle s'y attaqua systématiquement. Avec succès, puisque le taux de tir est monté à 55 % durant la guerre de Corée et à plus de 90 % durant la guerre du Vietnam.



Brutalité militaire

Les méthodes mises au point par l'armée sont la brutalisation des soldats, leur mise en condition psychique et l'usage de modèles. La brutalisation et la désensibilisation sont les moyens privilégiés des *boot camps*, camps destinés à «dégrossir» les jeunes recrues. Dès l'instant qu'elles descendent du bus, elles sont malmenées physiquement et verbalement. On les contraint à des pompes sans fin, à des heures de garde-à-vous, à des courses innombrables avec paquetage complet, toujours sous les hurlements de sergents professionnels. On leur rase la tête, on les rassemble toutes nues, on leur colle sur le dos le même uniforme, on leur fait perdre leur personnalité. Cette brutalité vise à casser leurs habitudes et leurs normes, à leur injecter un nouveau style de vie et à leur faire révérer de nouvelles valeurs : la destruction, la violence, la mort. Au bout du compte, les recrues perdent leur sensibilité à la violence, qu'elles acceptent comme un savoir-faire normal, essentiel pour survivre dans le monde brutal qui est désormais le leur.

Brutalité télévisuelle

Or nos enfants subissent un traitement de désensibilisation à la violence très similaire. Pas à partir de l'âge de 18 ans, comme les recrues, mais de 18 mois, c'est-à-dire dès qu'ils sont capables de discerner ce qui se passe sur un écran de télévision et commencent à imiter certains gestes qu'ils voient. L'enfant ne commence toutefois à comprendre le sens de ces actes qu'à partir de l'âge de 6 ou 7 ans. Mais, à ce stade, son degré de développement mental est encore insuffisant pour lui permettre de faire clairement la distinction entre la fiction et la réalité. Lorsque de jeunes enfants voient, à la télé, poignarder, violer, brutaliser, humilier ou assassiner, pour eux, c'est comme si cela se produisait vraiment.

Lorsqu'un gamin de 3, 4 ou 5 ans regarde un film et passe la première heure et demie à établir un rapport avec l'un des personnages, puis voit, dans les trente dernières minutes, sans rien pouvoir faire, son nouvel ami poursuivi et assassiné sauvagement, cela équivaut, moralement et psychologiquement, à lui présenter un petit camarade, à le laisser jouer longuement avec lui, puis à égorger son nouvel ami sous ses yeux.

Les enfants, aujourd'hui, sont soumis à ce genre de brutalisation non pas une fois, mais des centaines de fois. On leur dit, bien sûr : «C'est pour rire ! Regarde, c'est juste la télé». Les gamins hochent la tête et répondent «d'accord», mais la vérité est qu'ils ne sont pas encore capables de faire la différence.

David GROSSMAN ■

Lieutenant colonel à la retraite de l'armée américaine.
Professeur émérite de psychologie
de l'université d'Etat d'Arkansas.

Résumé d'un article traduit
dans le Courrier International du 16 mars 2000.



Fraudes à la Commission européenne

de Paul van Buitenen
Ed. Castells,
20 bis rue de La Boétie
75008 Paris
2000 - 285 p. - 139 F.

Paul van Buitenen, fonctionnaire à la Commission européenne depuis le 1er février 1990, avait transmis *"à grand regret"*, le 9 décembre 1998, à Magda Aelvoet, la présidente de la fraction verte du Parlement strasbourgeois, un mémoire de 34 pages relatant comment son employeur étouffe irrégularités et fraudes perpétrées dans ses services. Le 16 mars 1999, le rapport des cinq "sages", basé en partie sur son témoignage, avait poussé à la démission Jacques Santer et ses dix-neuf collègues (cf. *Silence* de juin 1999). L'expert-comptable, *"gestionnaire de budget"*, démonte certains mécanismes illicites et s'attarde sur les agissements de l'ex-Premier ministre de François Mitterrand ; le sous-titre de l'ouvrage *"Edith Cresson dans la tourmente"*, est censé titiller la curiosité du lectorat français. L'on notera les variantes de l'accroche, indiquant la stratégie de ciblage élaborée par les éditeurs. Le titre original en flamand, *Strijd voor Europa*, signifie *Combat pour l'Europe ;* la version allemande, *Unbestechlich für Europa* (cf. *Silence* de janvier 2000), se traduit par *Incorruptible pour l'Europe.* L'intègre Batave décrit notamment le rôle des Bureaux d'assistance technique qui exécutent les commandes de l'instance bruxelloise. Ainsi, la société Agenor engrangea, suite à diverses manipulations en amont, la quasi-totalité de la manne du programme *Leonardo da Vinci,* doté pour la période 1995-2000 de 620 millions d'euros (4,61 milliards de F), avec l'objectif de soutenir les initiatives des Quinze en matière de formation professionnelle. Les candides apprendront avec effarement comment adapter un cahier des charges pour favoriser un soumissionnaire (cette pratique a cours dans de nombreuses administrations, comme par exemple les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg...) ou encore de quelle manière un fournisseur peut décrocher un contrat après que ses responsables eurent fixé eux-mêmes l'une ou l'autre condition d'adjudication... Paul van Buitenen évoque les largesses dont bénéficia René Berthelot, nommé *"visiteur scientifique"* par Edith Cresson ; le dentiste retraité de Châtellerault, cité dont la susnommée fut maire, perçut au total quelque 1,3 million de F (une des rares révélations inédites du livre pour qui connaît le dossier !) pour 24 pages dont la plupart rédigées par des *"nègres"* (autre scoop !). René Berthelot n'apprendra jamais si son amie, aujourd'hui dans le collimateur de la justice belge, s'en sortira une fois de plus sans encombre : il s'est éteint, le 2 mars 2000, au Centre Hospitalier Universitaire de Poitiers. Si l'adhérent du parti écologiste Agalev expose clairement son parcours semé d'embûches à travers *"la jungle"* d'une institution qui cultive le *"non-dit"* et le *"secret"*, il ne semble pas cerner la corrélation intrinsèque entre les orientations politiques, éminemment sujettes à caution, de la Communauté et les abus (népotisme, corruption, trafics d'influence, faux en écriture...) consubstantiels à des projets où les milliards se brassent à tire-larigot. Sa *"confiance"* en la nouvelle équipe autour du Transalpin Romano Prodi ne manque pas d'interloquer. Toutefois, son essai permet d'appréhender le fonctionnement de la Commission et les difficultés auxquelles il s'est heurté à cause de sa probité. Nonobstant la justesse de sa démarche, soulignée par la plupart des organes de presse, il subit les foudres de ses supérieurs, qui le suspendirent pendant quatre mois avec réduction de moitié du salaire, puis le mutèrent, alors que les intrigants et les profiteurs, qu'il estime au nombre de cinquante (sur 16 000 employés), continuent de sévir...

RH.

Anarchisme, violence, non-violence

de Xavier Bekaert
Ed. Alternative libertaire (Bruxelles)
et Monde Libertaire (Paris)
2000 - 48 p. - 20 FF ou 100 FB.

De par son fonctionnement, l'Etat fait de la violence un de ses outils. Et bizarrement, c'est à ceux qui contestent le plus cette violence qu'est accolée l'image de la violence. Ce petit livre se plonge dans les écrits des théoriciens anarchistes pour voir comment a été abordée la question de la violence, mais également celle de la non-violence. L'auteur commence à la source : les citations de Gandhi sur le sujet : *«une société organisée et régie par le principe de la non-violence totale serait l'anarchie la plus pure (...) elle est réalisable dans la mesure où la non-violence est réalisable (...) Le stade le plus proche de l'anarchie serait une démocratie basée sur la non-violence»* (janvier 1940). La divergence entre anarchistes et non-violents est ailleurs et l'auteur l'exprime clairement : *«certains non-violents ont critiqué les anarchistes pour l'utilisation qu'ils firent de la violence et certains anarchistes ont critiqué les non-violents pour leur participation à diverses structures gouvernementales ainsi que pour la structuration hiérarchisée de certains de leurs mouvements»* (p.8). La divergence ne



porterait donc par sur la fin, mais sur les moyens. Rappelant avec justesse les analyses de Jean-Marie Muller *«la perversion des moyens entraîne inéluctablement la perversion de la fin poursuivie»*, l'auteur se prononce en faveur de pratiques qui dès aujourd'hui préfigurent la société de demain. Or cette recherche de pratiques cohérentes (que nous appelons à Silence des pratiques alternatives) est un point commun que l'on retrouve dans les deux mouvements. Analysant les différents écrits de la pensée anarchiste au XIXe siècle, Xavier Bekaert retrouve la non-violence chez des auteurs comme Tolstoï, Tucker, Godwin, Proudhon... alors que des auteurs comme Stirner, Bakounine ou Kropotkine n'envisagent pas le changement de société sans une phase violente. Ces derniers qui inspireront la période des attentats (1892 à 1894) vont forger durablement l'image de l'anarchiste violent. Les penseurs plus contemporains débattront sans cesse autour de cette idée de violence. Si l'ouvrage est une amorce de débat fort intéressante, on s'étonnera de l'absence d'une analyse de la revue «Anarchie et non-violence» qui dans les années 60 a beaucoup débattu sur le sujet. On s'étonnera aussi que ne soit qu'effleurée la question de la religion, car l'une des coupures entre anarchistes et non-violents vient en grande partie que les théoriciens des premiers sont athées et ceux des seconds sont croyants.

MB.

Nous avons également reçu

● **L'égalité animale expliquée aux humains** *de Peter Singer. éd. Tahin Party, 20, rue Cavenne, 69007 Lyon. 2000 - 80 p. - 15 F.* Depuis 1975, l'auteur publie de nombreux textes sur l'éthique et la philosophie concernant la condition animale. Ses écrits ont provoqué la naissance des mouvements antispécistes ou de libération animale. Une présentation simple de sa pensée.

● **Le compost.** *N° spécial de Biodynamis (Colmar).* Le compost est le moyen le plus intéressant de rendre à la terre ce qu'on lui emprunte. Vision biodynamique qui fait la part belle à la chromatothérapie, une méthode de cristallisation permettant de comparer les qualités des produits obtenus.

● **Guide de la bio Nord-Pas-de-Calais-Picardie.** *Ed. A Pro Bio, 241, avenue de la République, 59110 La Madeleine. 2000, 60 p. 10 F.* La liste des producteurs, transformateurs, grossistes, distributeurs et des associations des deux régions. Complet et pratique.

● **Mais qu'est-ce qu'elles voulaient ?** *de Maryelle Budry et Edmée Ollagnier, éd. d'En Bas (CH-Lausanne), 1999, 240p. 98 F.* Six femmes ayant vécu la naissance et le développement du MLF en Suisse dans les années 1970 se sont retrouvées pour faire un bilan de ce mouvement, mais aussi pour porter un regard sur leur vie d'aujourd'hui. Toutes en cheveux gris, fières de leur passé, chacune fait aussi son bilan de femme. Un regard vers le passé bien vivant.

● **La vie sur Terre** *de Baudouin de Bodinat, éd. de l'encyclopédie des nuisances, 74, rue de Ménilmontant, 75020 Paris, 1999, 124 p. 80 F.* Second tome des «réflexions sur le peu d'avenir que contient le temps où nous sommes». Une promenade littéraire, bien écrite, mais d'un pessimisme total. No future ?

● **L'accident nucléaire de Three Miles Island** *de Michel Llory, éd. L'Harmattan, 1999, 366 p.* Encore un livre sur le nucléaire chez cet éditeur, réalisé par un retraité d'EDF. L'auteur essaie de jouer sur la corde «tirons les leçons des accidents pour en éviter d'autres» et évidemment ne s'interroge pas sur l'utilité du nucléaire. Et évidemment, EDF, avec son esprit solidaire, est à l'abri d'un grave accident. Propagande même pas discrète.

● **Vos vacances à la ferme bio** *de Michel Teller et Manfred Weiss, éd. Nature et Progrès, (Jambes, Belgique) ou Tourisme écologique (14, rue de France, 57200 Sarreguemines), 2000, 200 p. 60 F + 15 F de port.* 275 adresses d'exploitations agricoles bio en Europe qui accueillent des vacanciers. Un gros travail et une présentation très bien faite.

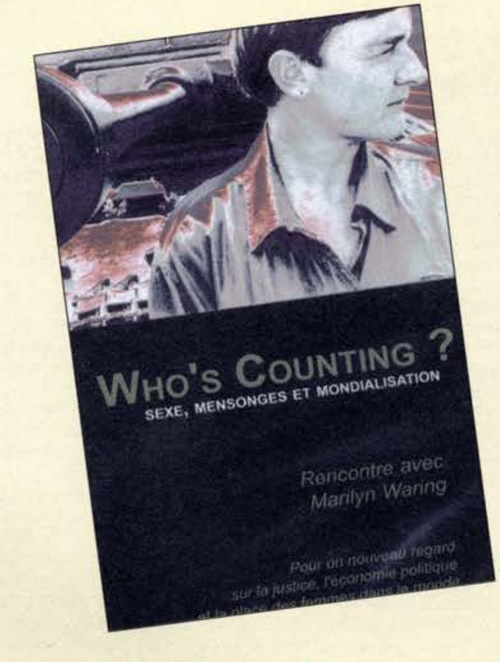
Du bon usage de la distance chez les sauvageons

d'Azouz Begag
et Reynald Rossini
Ed. du Seuil, point Virgule
1999 - 215p

«A l'heure où les thèmes de l'éloignement des mineurs récidivistes de leur quartier, de la dérive des banlieues, de la proximité des services publics reviennent avec force sur la scène de l'actualité politique française, il n'est pas inutile de remixer la question de l'exclusion avec celle de la mobilité». Ainsi commence le livre d'Azouz Begag, sociologue lyonnais bien connu et de Reynald Rossini. Pour aborder ce lien entre ville et banlieue, entre le proche et le lointain, les auteurs ont choisi dans la première partie de ce livre, d'étudier le problème des transports en commun dans trois agglomérations : Lyon, Grenoble, Saint-Etienne.
Lieu de promiscuité sociale forcée, les transports deviennent un catalyseur de l'insécurité urbaine. Certaines bandes de jeunes (13-14 ans) n'utilisent plus les bus pour se déplacer mais comme un terrain de jeu et un lieu d'affirmation sociale. Des expérimentations sociales se sont développées parmi lesquelles les dispositifs de médiation. Sans réelle légitimité dans l'entreprise de transport (statut précaire) sans pouvoir coercitif, sans réelle préparation à cette délicate fonction de proximité et d'utilité sociale confiée à des personnes qui ont connu elles-mêmes des difficultés d'insertion professionnelle, la position des médiateurs n'est pas facile. Néanmoins après une enquête minutieuse, les auteurs concluent que les médiateurs exercent une présence dissuasive. L'action est particulièrement efficace auprès des jeunes scolaires, elle n'est pas suffisante pour influencer ceux qui ne craignent plus les sanctions sociales. Un climat plus serein est constaté, la réhumanisation des services de transport par la présence régulière d'adultes est appréciée par les usagers de tout âge. Les médiateurs pensent qu'ils ne devraient pas être les seuls à assurer la régulation des dysfonctionnements. C'est pourquoi il faut stimuler cette mission en l'intégrant à la question plus générale de la pédagogie de la civilité dans les espaces publics.
On sait bien que les transports collectifs ne sont pas seuls capables d'enrayer le processus d'assignation à résidence, de stagnation sociale des populations des quartiers sensibles et les phénomènes d'immobilisation générée par la crise économique. C'est pourquoi dans la deuxième partie de leur ouvrage les auteurs essayent de comprendre les liens entre exclusion et immobilité à partir d'ateliers d'écriture qu'ils ont réalisés avec des élèves de 4e et 3e dans des collèges de banlieue de Lyon et Grenoble.
La banlieue est une mosaïque de micro-territoires. L'espace public est le plus souvent un lieu de conflits entre génération chez des habitants qui vivent beaucoup hors des appartements. Le dedans, c'est-à-dire le quartier ou le sous-quartier devient l'univers sécurisant, le dehors est l'espace du risque. La plupart des sorties sont organisées par des structures sociales, on a l'impression que l'apathie domine et que les initiatives personnelles de mobilité et d'activité sont inexistantes. Le centre commercial de banlieue a un statut particulier, il est le lieu de rendez-vous et l'endroit où on se mesure aux autres tout en restant chez soi. Dans les quartiers sensibles la communauté de vie est une communauté de vue, imposée et subie. Le quartier, la vie collective laisse peu d'expression au privé, peu d'espace au secret, notamment pour les filles qui sont sous le double contrôle de la famille et du quartier. La mobilité urbaine peut devenir échappatoire, motivée par le désir de quitter le quartier trop exigu sur le plan social et spatial.
Le langage des banlieues participe aussi à l'enfermement, à la réclusion. Il y a, chez les jeunes, de très nombreux problèmes de maîtrise de la langue française ce qui entraîne l'appauvrissement de l'utilisation des codes usuels de la communication. La langue de banlieue est symbole de repli sur soi, d'effacement de l'individu, de sa personnalité au profit d'une soumission aux standards défensifs d'un groupe minoritaire ancré dans une culture d'opposition et de rébellion aux codes d'usage.
La distance, plus mentale que réellement géographique, qui sépare les quartiers sensibles du reste de la ville élargit le fossé entre deux mondes différents. Les auteurs concluent à un risque d'enfermement qui se manifeste par une solidarité interfamiliale très présente, certes intéressante mais qui participe à un contrôle social excessif, un rôle marquant des mosquées dans la régulation sociale interne au quartier, le foisonnement d'antennes paraboliques, le développement de zones de non-droit contrôlé par un fonctionnement mafieux, la disparition progressive des équipements socioculturels, l'existence d'une forte population qui ne vote pas, une langue parlée spécifique. Actuellement seuls les bus, les écoles, les associations maintiennent le lien entre l'intérieur et l'extérieur et donnent quelque espoir à la mixité sociale en essayant de lutter contre la marginalisation tendancielle qui éloigne ces quartiers du reste de la ville.
Lorsqu'on referme cet ouvrage, intéressant et très documenté, on est un peu dépité par un tel constat. De fait la société duale avec un fonctionnement à deux vitesses s'installe en France. Il est temps d'enrayer ce processus en maintenant à tout prix des liens entre les quartiers sensibles relégués et le reste de la cité. Il faut réduire l'écart en trouvant la bonne distance qui individuellement et collectivement permet la rencontre malgré les différences et qui met en jeu en même temps la reconnaissance de l'identité et l'appartenance à la société.

Yvette Bailly

La vidéo du mois



Who's Counting ?

Sexe, mensonges et mondialisation.
Rencontre avec Marilyn Waring
Ed. Si les femmes comptaient
Diffusion : Diabolo Vad,
50, rue du Marathon, 14000 Caen,
tél : 02 31 44 04 41.
1996 - 94 mn - 155 F (25 F de port)
pour format VHS (Béta également disponible)

Marilyn Waring est une Néo-Zélandaise, professeur d'université, économiste, mais aussi éleveuse de chèvres. Sa vie publique commence en 1975, à l'âge de 22 ans, date à laquelle elle est élue députée de son pays. Deux ans plus tard, elle devient présidente du Comité des dépenses publiques (organisme qui examine le budget parlementaire de Nouvelle Zélande). Pour elle, c'est alors l'occasion de confronter ses convictions féministes et humanistes avec l'univers austère des politiques et des économistes.
Sa fonction lui permet de voyager. Elle multiplie les rencontres. Notamment dans les pays dits «en développement», où elle a des échanges enrichissants avec les femmes des nations visitées. Elle constate vite que ces dernières, malgré les lourdes responsabilités qu'elles doivent assumer au quotidien, n'ont pratiquement aucun poids dans l'économie libérale. Parallèlement, elle poursuit des recherches sur la mondialisation qui la mènent notamment aux Etats-Unis. Elle cherche à savoir *«pourquoi, alors que la richesse semble s'accroître, l'environnement et des millions de gens sont laissés pour compte».* Elle s'aperçoit à quel point la seule chose qui compte dans le système dominant, c'est l'argent.
Ce film, en tous points sensationnel, nous montre le cheminement de cette femme. Ses propos fourmillent d'idées. Ils sont d'une clarté et d'une ironie exemplaires. Elle démythifie notamment le langage, le jargon économique. En quinze séquences provocatrices, limpides, pédagogiques, elle montre, images à l'appui, les aberrations, les dégâts et les mensonges de la mondialisation (environnement dégradé, inégalités sociales, développement des ventes d'armes...). Elle s'insurge aussi contre le traitement infligé à celles qui représentent plus de la moitié de la population mondiale. Sa façon d'aborder ces sujets, de poser des questions n'est pas sans rappeler parfois les films de Michael Moore (The big one, Roger and me...) Cette façon un peu naïve, provocatrice, mais qui tape là où ça fait vraiment mal.
Ce long métrage veut faire prendre conscience de ces problèmes, dans le but de faire émerger une autre vision de l'économie et de changer notre façon de vivre. Si la planète terre vous tient à cœur, si l'économie productiviste, les guerres et les ventes d'armes, la condition des femmes, la nature saccagée, la pauvreté vous préoccupent et vous révoltent, ce film est fait pour vous. C'est aussi un très bon document pour introduire un débat public sur ces questions.

M.J.



Vert un dialogue ?

Un choix fondamental s'impose aux Verts. Il n'est pas possible dans une démocratie de vouloir être à la fois le pouvoir, et l'opposition. Si un mouvement pense que la meilleure manière de faire progresser l'écologie est de conquérir un maximum de postes dans les exécutifs, c'est son choix. Mais cet objectif atteint, celui-ci doit en tirer toutes les conséquences et admettre la nécessité de contre-pouvoirs. Gilles Buna est arrivé à la tête de mairie du premier arrondissement de Lyon au terme d'un accord avec la gauche. La gestion d'un arrondissement l'oblige à une attitude de compromis. Il ne peut en même temps revendiquer le rôle d'opposition dans sa municipalité, sous peine d'atteinte à ce qui est le fondement même de la démocratie.
Quand, suite à un article attaquant la gestion de la mairie du premier arrondissement de Lyon, un militant écologiste se fait traiter de «malade mental», de «débile», par le chef de cabinet du maire, et, lors d'un droit de réponse, accusé d'être un tenant de l'abominable «théorie des avant-gardes», il devient légitime de se poser des questions quant à la conception actuelle de la démocratie du pouvoir en place.
Cette propension de certains membres des Verts à qualifier tout ce qui va à leur encontre soit d'extrémisme, soit de démence, est insupportable. La minorité ou l'opposition, y compris dans un même camp, y compris passionnément, doit pouvoir s'exprimer. N'est-ce pas d'ailleurs la base de l'organisation des Verts ?
Des militants ont soutenu que la place des écologistes n'était pas en politique, qu'ils y nuisaient finalement à leur combat. Cette réflexion peut paraître aujourd'hui bien incongrue à certains «politiques» de l'écologie. Une autre thèse veut que les écologistes en politique se restreignent à un rôle de contre-pouvoir. Ces abords plus libertaires de l'écologie politique les rapprochent-ils pour autant de thèses extrémistes ? Non, bien au contraire, et le débat sur l'écologie et la démocratie est infiniment plus large que ne voudraient le laisser entendre certains. Par contre, lorsque des individus se servent des valeurs développées par l'écologie avec pour seule fin d'atteindre des postes à forte reconnaissance sociale, sans pour autant avoir la volonté ou la capacité réelle de changement, c'est au final la démocratie qui en pâtit. «A quoi bon voter si malgré le discours le résultat est similaire ?»
La description idyllique des pentes de la Croix-Rousse des trois élus Verts ne résiste pas une seconde à la réalité. Des véritables avancées en matière d'écologie urbaine ont été réalisées dans beaucoup de villes européennes. Ce quartier en est encore très, très loin. Et si «Les mairies d'arrondissement ne disposent pas de services techniques, n'ont pas de compétences et de finances pour faire des expériences nouvelles, alternatives et écologistes», il n'en reste pas moins qu'elles possèdent certaines marges de manœuvre. Leur réponse le démontre. Mais la volonté de lutter contre l'envahissement automobile suppose de se confronter à des habitudes bien ancrées et ceci ne va pas forcément dans un sens électoraliste.
(...) J'espère qu'il se trouvera toujours des individus pour contester, revendiquer, proposer et poser un regard critique sur l'action politique. La démocratie reste un idéal à conquérir et ne s'accommode pas de ceux qui refusent la contradiction. Depuis la création de «Pour une Croix-Rousse sans voitures» notre association n'a jamais été invitée à aucune réunion, malgré nos demandes écrites et orales. Nous serons donc ravis de participer à la vie locale sans avoir à nous imposer dans des réunions auxquelles nous n'avons pas été conviés.
Sur la réponse des élus (...) il ne faut pas détruire le premier étage d'un immeuble montée Saint-Sébastien afin d'*agrandir* la rue. (photo 1) C'est une aberration économique et urbaine. Urbaine car le trottoir ne doit pas être gagné sur l'habitat mais sur la chaussée. Ceci oblige à remonter un feu de 10 mètres pour créer un passage alterné. Difficile car il restreint la circulation. La destruction du rez-de-chaussée de cet immeuble reviendrait extrêmement cher. Un coût sans comparaison avec le déplacement du feu tricolore. Mais, plus important, nous devons sortir de cette logique d'adaptation de la ville au trafic.
La *piétonisation* n'est pas une erreur. Elle peut être inadaptée si une seule rue se transforme en galerie marchande, mais envisagée sous forme de plateau piétonnier et cycliste, elle peut donner des résultats intéressants. La ville de Cologne en Allemagne en est un exemple probant. Je m'étonne que la mairie a priori «résiste aux pressions de piétonisation».
(...) Contrairement à ce que le texte tend à faire croire, je vais bien évidemment dans le sens de toute une série d'arguments tenus dans la réponse des trois élus Verts. Le bruit, la prolifération de pub et de boîtes de nuit... doivent être régulés ou combattus et le caractère de ce quartier doit être conservé et promu. Mais, je souhaiterais que les automobiles soient dénoncées avec plus de véhémence que les quelques sex-shops aux clients au demeurant plus discrets que les chauffards. (photos 2 et 3)
Enfin, vous avez dit une contre-vérité : je n'ai jamais été membre des Verts et j'ai quitté le Mouvement écologiste indépendant quand Antoine Waechter s'est rendu à une réunion de la «Nouvelle écologie».







Vincent Cheynet
Pour une Croix-Rousse sans voitures 44, rue Burdeau - 69001 Lyon
Ecolo - 11, place Croix-Pâquet - 69001 Lyon - www.chez.com/ecolo.

De retour du Chili

Avec mes enfants et mon ami, nous revenons du Chili où nous avons passé deux mois sac au dos. Dans le sud du pays, de Concepcion jusqu'en Patagonie, nous sommes juste sous le trou de la couche d'ozone. Les gens sur place sont au courant heureusement, mais il faut voir le nombre d'aveugles dans les rues et les magasins de lunettes les uns à la suite des autres. Et nous avons effectivement ressenti l'effet de ce soleil calcinant qui brûle la peau sans jamais la bronzer et rend les yeux tout rouges en fin de journée. Avez-vous publié des informations sur ce phénomène ? (...)

Véronique Montagne
Drôme

Silence : *nous avons publié notre premier hors-série sur ce sujet en 1988 ! Il comportait 32 pages. Il s'est vendu à 6000 exemplaires et nous ne l'avons plus réédité ensuite. Depuis, nous tenons les lecteurs au courant des nouveautés sur le sujet par des brèves en page environnement. Vous devriez pouvoir trouver de l'information actuelle auprès de Greenpeace.*

Rouge à lèvres

Je voudrais conseiller aux cyclistes qui sont ennuyés par les voitures qui se garent sur les pistes cyclables d'effectuer quelques représailles contre eux en utilisant du rouge à lèvres sur les pare-brises à la place des contraventions que ne donnent pas les policiers municipaux. C'est pas méchant, ça s'enlève, mais difficilement. Ça leur montre qu'ils nous emm... Je fais partie d'une association de défense des cyclistes depuis la fin de l'année dernière. Je viens juste d'avoir cette idée et l'ai mise en pratique sans en informer «Vélo-Cité» de Bordeaux. J'espère faire des adeptes de leçon de morale pour automobilistes j'm'enfoutistes. C'est sûr, le vélo est plus qu'un sport, c'est un moyen de transport. En cette période hivernale, meilleurs vœux à tous ceux qui se les pèlent au nom de l'air pur. Je lance aussi un appel aussi aux concepteurs d'un vélo couvert. Quand je vois tout le fric englouti dans des trucs chers et qui pourrissent l'environnement, ne serait-il pas opportun qu'un génie trouve cette application là pour le bien-être de millions de gens ?

M.C. Pitarch
Gironde.

Silence : *une association de piétons diffuse des feuilles autocollantes rayées comme un passage pour piéton que l'on colle sur les pare-brises de ceux qui se garent sur ces passages. Le slogan est «puisque vous aimez être sur un passage pour piétons, autant en avoir l'aspect». Il est conseillé de coller la feuille devant le volant, ce qui empêche de repartir sans arracher la feuille... ce qui est long et difficile ! Des feuilles autocollantes sont disponibles dans toutes les bonnes papeteries.*





Comment changer la société ?

Je suis d'accord avec vous pour penser que le tripotage des règles et des renforcements réglementaires ne peuvent qu'être insuffisants. Un changement fondamental semble de plus en plus nécessaire et l'on ne peut compter que sur le peuple pour promouvoir des communautés plus petites et localisées, suffisantes aux besoins... comme vous le présentez dans le numéro de janvier 2000.

Pour en arrivait là, il faudrait que le pouvoir écologiste au niveau national soit bien plus grand qu'encore actuellement et non contraint d'avaler des couleuvres qui finissent par le discréditer.

Voici donc une proposition que j'ai énoncé au sein du MEI, mouvement écologiste indépendant (Antoine Waechter), il y a quelques années. Elle se base sur un processus logique : comment arriver à de telles communautés villageoises ?

Tout d'abord, il faut un point de départ : je le vois sous la forme d'un commerce multiservices ne faisant pas partie d'un grand groupe (donc loi et décret), mais au plus communal ou intercommunal.

Il faut qu'il puisse résister à la pression, tenir le coup (un SEL y contribuerait), mais mon idée fut, à la suite de la connaissance de la production de la chaleur latente produite par des serres et l'énergie fournie par les plantes elles-mêmes (voir le biogaz), d'équiper ces commerces pour qu'ils puissent vivre convenablement tout en ayant le moins possible à dépenser, donc l'aptitude à résister à la pression économique (l'évidente autonomie)

A partir de là, je suis persuadé que le phénomène «boule de neige» ne manquera pas de se produire dans l'opinion, avec l'envie de les imiter, le chemin s'ouvrirait vers ces indispensables communautés locales dont vous parlez.

Etant enseignant en espéranto, je vous félicite également pour le numéro que vous y avez consacré. Certes, l'espéranto seul ne changera pas la société, mais il y contribuerait bien plus que ne le pensent beaucoup d'écologistes qui disent seulement «pourquoi pas» ce qui dénote une vision pas encore assez précise. Elisabeth Gigou a dit justement «le langage structure la société». Tant que l'on mettra l'anglo-américain en avant, c'est le capitalisme qui est insidieusement «accepté».

L'espéranto marquerait déjà un début de refus et une manifestation de la différence. Malheureusement, trop d'espérantiste croient encore que l'enseignement suffirait.

Seule une volonté politique écologiste dans le sens que nous préconisons (vous, moi et d'autres) risque d'aboutir.

Jacques Morin
Hautes-Pyrénées

La fin du travail ?

Ainsi donc, il n'y aurait plus rien à faire dans notre pays et il ne resterait plus qu'un maigre gâteau d'activités à se partager ?

Pourtant, il suffit de regarder autour de soi pour en douter : villes dégradées, villages à l'abandon, misère des bâtiments publics, état des routes secondaires, postes sans personnel, SNCF avec ses usagers à la dérive, facultés sans locaux, hôpitaux sans médecins et sans infirmières...

(...) Qu'on ne nous dise pas que c'est l'argent qui manque. Quand une entreprise privée ou publique licencie pour une prétendue rentabilisation, tient-on compte, dans les calculs, des conséquences de ce chômage supplémentaire en termes humains et économiques ?

(...) L'Etat désormais absent dans tous les domaines s'en remet au bénévolat et à la charité publique pour s'occuper des exclus, des RMIistes, de la recherche médicale, des victimes des inondations, des tempêtes, des marées noires...

En poussant un peu plus loin le raisonnement, il n'y a plus qu'à dire aux entreprises en quête de rentabilité de faire appel à des bénévoles (il s'en trouverait...) et la boucle sera bouclée.

Madeleine Le Guillou
Hérault

BON DE COMMANDE

Les anciens numéros et les livres sont à commander uniquement en France.
Il est possible de s'abonner en Belgique pour les lecteurs et lectrices Belges.

anciens numéros (franco de port)

❑ 184 **Breton Wood : 50 ans ça suffit !**
Maison de quartier de Neudorf. Bhopal. .... 23 F
❑ 187 **Prolifération nucléaire (1).**
Israël. Asie. Marcher. Société informatico-policière ...23 F
❑ 188 **Prolifération nucléaire (2)**
Neve Shalom. Solaire en régions froides. Matérialisme 23 F
❑ 189 **Autonomie toujours**
Réseau Santé. Cun du Larzac. Servas. Laine de verre 23 F
❑ 190 **Nicaragua face au marché mondial**
Brennelis. Malville. Retraite et chômage .... 23 F
❑ 191 **Santé et autonomie (1)**
Climat. Champ d'action. Loi et femmes. Grünen ...... 23 F
❑ 196 **Canal Rhin-Rhône**
A51 Grenoble-Sisteron. Santé et autonomie (4). Irlande. 23 F
❑ 197 **La défense par actions civiles (1)**
La Hague. Grünen et non-violence. Amiante. Salsigne. 23 F
❑ 199-200 **Ecologie, gauche, droite, ailleurs**
Turquie sanglante. Santé et autonomie (5) .... 35 F
❑ 201 **Marée noire sur droits de l'homme**
Monju. Loi de programmation militaire. Déficits Etat 23 F
❑ 202 **Soyons Réseau-nables**
Maaform. Primevère. L'Impatient. Cuiseur solaire.... 23 F
❑ 204 **G7 : l'argent d'abord**
Femmes algériennes. Santé et autonomie (6). Travail 23 F
❑ 205 **Radios actives**
G7. Solaire au Népal. Bouteilles. Médias et social ......23 F
❑ 206-207 **Face au G7, ouvrons-là !**
Presse différente. Internet. Santé et autonomie (7) .... 35 F
❑ 211 **L'équivoque humanitaire**
Superphénix. SEL et informel. Tibet. Vache folle ...... 25 F
❑ 212-213 **Ecologisme et Etat**
SEL. La Hague. Communication ONG. Palestine .... 38 F
❑ 217 **L'impasse nucléaire**
Le Carnet. Semaine sans télé. Canal Rhin-Rhône........25 F
❑ 218 **Alternatives en Alsace**
Une trentaine d'articles sur la région ....25 F
❑ 225 **Gandhi aujourd'hui**
Développement. Femmes et santé. SEL. .... 25 F
❑ 230 **Plantes folles en accusation**
Eco-Village Los Angeles. Femmes & Santé. Semences 25 F
❑ 231 **La télé... visée**
Greenpeace. Développement. Sale gueule du travail...... 25 F
❑ 237 **Alternatives à la mondialisation**
Chasse. Val Dieu. Femmes et santé. Avions .... 25 F
❑ 239-240 **Enquête sur les écologistes**
Déchets. Réfractaires au plus fort de la guerre. Nucléaire 38 F
❑ 241 **OGM, mauvaise réponse à la faim**
Corne du rhinocéros. Propagande nucléaire .... 25 F
❑ 242 **Eaux, la pollution de nos WC**
Vêtements venus de l'est. Voyage en Chine. La Cravirola . 25 F
❑ 243 **Pesticides, les enfants face au cancer**
Chauffage électrique & nucléaire. Politique. Nord-Sud ..... 25 F
❑ 244 **La bioclimatisation**
Vallée d'Aspe. Caravane transnationale. OGM .... 25 F
❑ 245 **Les vélos du futur**
Kosovo. Bioclimatisation. Euromagouilles........ 25 F
❑ 246-247 **Autour des SEL**
Commerce équitable. Alpes. Entreprises alternatives......... 38 F
❑ 248 **Les crimes publicitaires**
Chasse. Ecovillages. Energies .... 25 F
❑ 250 **Sortir de la voiture**
Culture conviviale. Objectif insertion. Spécial lecteurs....... 25 F
❑ 251 **L'écoféminisme**
Nucléaire au Japon. Révolte en Indonésie .... 25 F
❑ 252-253 **Les Gros raflent la mise**
Transcontinentale. République verte. Monde diplo .....38 F
❑ 254 **L'Ecopsychologie**
OMC. Retraites. Femmes militairement incorrectes ...25 F
❑ 255 **L'empreinte écologique**
Habitat sain. Publicité. Les Gros (IV) .... 25 F
❑ 256 **Commerce équitable**
La Poudrière. Mont Verdun .... 25 F
❑ 257 **Ecole, écologie**
35 heures. Bure, mobilisation contre l'Andra .... 25 F

Librairie par correspondance

Nouveautés
❑ Notre empreinte écologique ....95 F
❑ La maison des négawatts ....79 F
❑ Petit manuel anti-McDo ....48 F
❑ Quelle écologie radicale ? ....70 F
❑ Solix ....50 F
❑ Chansons riches des pauvres d'aujourd'hui 100 F

Hors-série Silence
❑ Paris-Dakar : Pas d'accord ....25 F
❑ Radioactivité, les faibles doses ....30 F
❑ Du chômage à l'autonomie conviviale .....30 F
❑ La menace climatique ....30 F
❑ Les métiers de l'écologie ....70 F
❑ SEL : pour changer échangeons ....50 F

Editions Silence
❑ Le soleil à votre table ....89 F
❑ Séphastoche, mon premier cuiseur ....36 F
❑ Construisez votre cuisinière solaire ....30 F
❑ La liberté de circuler ....70 F
❑ Où va le climat ? ....40 F

Diffusion Silence
Ed. Ecosociété (Montréal)
❑ La belle vie ....65 F
❑ L'écosophie ou la sagesse de la nature .....65 F
❑ Moi, ma santé ....65 F
❑ Deux roues, un avenir ....80 F
❑ L'Ecologie politique ....65 F
❑ Entre Nous, rebâtir nos communautés .....95 F
❑ Et si le Tiers-Monde s'autofinançait ......85 F
❑ Des ruines du développement ....65 F
❑ Les carnets d'un militant ....80 F
❑ Pierre Kropotkine, prince anarchiste .....110 F
❑ La simplicité volontaire ....80 F
❑ Le municipalisme libertaire ....85 F
❑ Entretiens avec Chomsky ....65 F
❑ Mondialisation de la pauvreté ....95 F
Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)
❑ Qu'est-ce que l'écologie sociale ? ....35 F
❑ Société à refaire : une écologie de la liberté . 88 F
❑ Philo écologie et politique de l'anarchisme . 38 F
❑ Sociobiologie ou écologie sociale ....30 F
❑ Le rêve au quotidien ....75 F
❑ Pensée sociale d'Elisée Reclus ....70 F
Ed. Utovie (Landes)
❑ Nous sommes peut-être frères ....36 F

❑ L'homme qui plantait des arbres ....36 F
❑ N'hésite pas à le dire ....36 F
❑ Ambiance bois ....90 F
Ed. du Fraysse (Lot)
❑ Guide des alternatives 1999 ....95 F
❑ Guide des vancances écologiques ....60 F
Ed. Courrier du livre (Paris)
❑ Le solaire pour tous ....90 F
Ed. Jouvence (Genève)
❑ Découvrez les vraies richesses ....96 F
❑ La cuisson solaire facile ....29 F
Ed. Voici la Clé (Québec)
❑ Les affranchis de l'an 2000 ....110 F
Ed. Ruralis (Lot-et-garonne)
❑ L'exode urbain est-il pour demain ? ....89 F
Ed. d'en bas (Lausanne)
❑ L'énergie au futur ....120 F
Ed. Georg (Lausanne)
❑ Additifs alimentaires ....98 F
❑ Gestion des déchets ....98 F
❑ Les sols ....98 F
❑ L'eau ....98 F
❑ La radioactivité ....98 F
❑ L'alimentation ....98 F
❑ La diversité biologique ....98 F
❑ L'air ....98 F
❑ Le bruit ....98 F
❑ Les déchets dangereux ....98 F
Ed. Ostal del libre (Cantal)
❑ Jouets de toujours ....120 F
Autoédition
❑ Y'a trop d'étrangers dans le monde ....50 F
❑ Aux victimes du harcèlement économique . 50 F
Ed. Terre Vivante (Mens)
❑ L'habitat écologique ....98 F
❑ Facteur 4 ....118 F
Ed. Yves Michel (Paris)
❑ Les aventuriers de l'abondance ....98 F
❑ Les SEL : pour un vrai débat ....63 F
Ed. Esprit frappeur
❑ Tout nucléaire, une exception française ... 10 F
❑ Rwanda, un génocide français ....10 F

Frais de port

❑ 1 ouvrage ....15 F
❑ 2 ouvrages ....28 F
❑ 3 ouvrages et plus ....40 F

Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an

FRANCE METROPOLITAINE

❑ Particulier	12 n°	240 FF
❑ Institution	12 n°	480 FF
❑ Soutien	12 n°	300 FF et +
❑ Petit futé	24 n°	420 FF
❑ Groupés par 3 ex	3 x 12 n°	630 FF
❑ Groupés par 5 ex	5 x 12 n°	950 FF
❑ Petit budget France	12 n°	190 FF

BELGIQUE

❑ Particulier	12 n°	1740 FB
❑ Institution	12 n°	2880 FB
❑ Soutien	12 n°	1800 FB et +
❑ Petit futé	24 n°	2520 FB
❑ Groupés par 3 ex	3 x 12 n°	3780 FB
❑ Groupés par 5 ex	5 x 12 n°	5700 FB

AUTRES PAYS ET DOM-TOM

❑ Dom-tom et étranger	12 n°	290 FF

je règle un total de :

NOM .... Prénom ....

Adresse ....

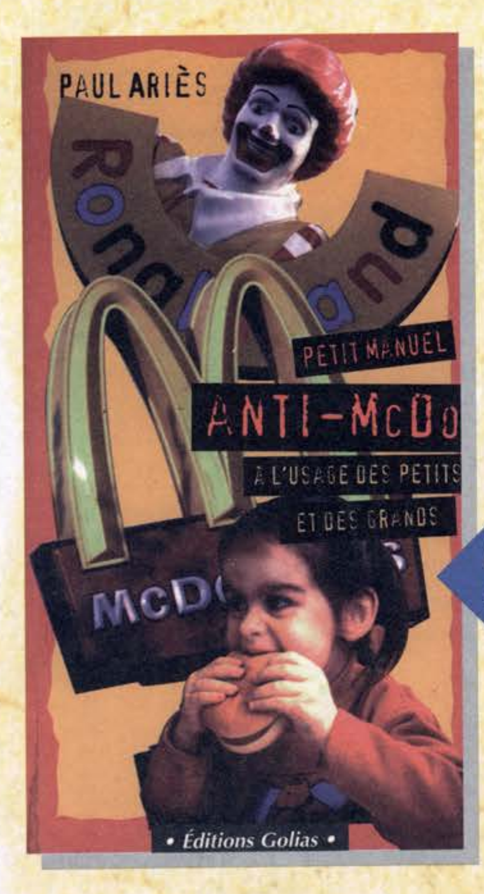
....

Code postal .... Ville ....

France : Règlement à Silence, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon
Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Rénipont 33, B 1380 Ohain

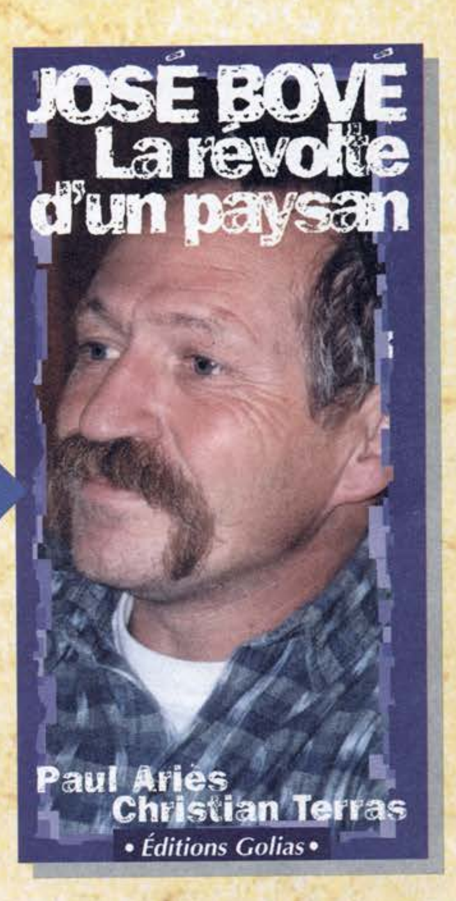
• Éditions Golias •

NOUVEAUTÉS



McDo poursuit sa conquête du monde, village après village. L'Europe de demain sera-t-elle celle du BigMac ou celle du bon goût et de l'humanisme ?

48 FF
96 pages



65 FF
96 pages

Un témoignage sans concession. Un livre essentiel pour le futur procès des militants paysans « anti-McDo » de Millau.

Découvrez les nouveautés sur notre site internet : www.golias.com

•Éditions Golias•
TOTALFINA
LES DOSSIERS DE GOLIAS
Francis Christophe
Entre marée noire et blanchiment de la drogue

65 FF
96 pages

Vous ne boycotterez plus Total par hasard...

BON DE COMMANDE

Nom, prénom : ....

Adresse : ....

....

Code postal, ville : ....

Je commande le(s) livre(s) suivant(s)

❑ *José Bové, la révolte d'un paysan* **65 FF**

❑ *Petit manuel anti-McDo* **48 FF**

❑ *TotalFina : entre marée noire et blanchiment de la drogue* **65 FF**

frais de port **15 FF**

Bon de commande à retourner à ***Golias***, **BP 3045, F-69605 Villeurbanne Cedex**, accompagné de votre règlement par chèque à l'ordre de **Golias**